collectif paroles

revue culturelle et politique
haïtienne
n° 9 décembre 1980/janvier 1981

collectif paroles

revue culturelle et politique
haïtienne
n° 9 décembre 1980/janvier 1981

collectif paroles

revue culturelle et politique haïtienne
n° 9 déc. 1980/janv. 1981

Éditeur
Les Éditions Collectif Paroles Inc.
B.P. 6 Station
Outremont
Montréal, P.Q.
Canada H2V 4M6

Rédacteur en chef
Claude Moïse

Comité de rédaction
Yves Flavien
Cary Hector
Claude Moïse
Daniel Holly
Émile Ollivier
Henri Piquion
Pierre Simon

Collaborateurs
Gérard Baptiste
André Bellamy
Antoine Dodard
Marie-Josée Glémaud
Micheline Labelle
Serge Larose
Charles Manigat
Max Manigat
Charles Pierre-Jacques
Séverine Saget
Elder Thébaud

Graphisme/illustration
Gérard Baptiste

Composition et montage
Composition Solidaire

Administration
Gérald Holly

Collectif Paroles Inc.
B.P. 6 Station
Outremont, Montréal, P.Q.
Canada H2V 4M6

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque d'Ottawa
4e trimestre 1980

Sommaire

Nous renouvellons notre appel aux lecteurs et amis du **Collectif Paroles** pour qu'ils nous aident à assurer la parution régulière de la revue. Nous avons besoin de leur aide en abonnements, en dons, en conseils. Nous exprimons notre gratitude à ceux qui ont déjà répondu à notre dernier appel et nos remerciements anticipés à ceux qui s'apprêtent à le faire.

Jamaïca, N.Y.

Monsieur Claude Moïse
Rédacteur en chef

Mon cher Moïse,

J'ai pris connaissance, avec intérêt, du commentaire consacré à *Armée et politique en Haïti* et paru sous votre signature dans le numéro de juillet-août de **Collectif Paroles**.

J'ai noté que, en conclusion, le compte rendu souligne brièvement le mérite de l'ouvrage dont les propositions, à votre avis, devraient « faire l'objet de discussions utiles entre gens qualifiés ».

J'ai noté aussi que la plupart de vos observations critiques portent sur des matières qui occupent une place secondaire dans l'ouvrage et qui, de ce fait, n'ont été qu'effleurées.

En revanche, vous avez pratiquement ignoré les deux problèmes de fond auxquels j'ai réservé un traitement exhaustif. Cette remarque s'applique d'abord à ma théorie des interventions des forces armées haïtiennes dans la vie politique nationale, élaborée à partir des spécificités propres à cette institution militaire qui me semble unique en son genre. Mon système explicatif — je tiens à le souligner — s'écarte des diverses interprétations avancées, à l'étranger, par les spécialistes qui s'attachent à l'analyse du rôle extra-militaire de l'armée.

Cette remarque s'applique ensuite à ma conception des solutions à apporter au problème des structures militaro-policières actuelles dont le maintien, à mon sens, présenterait un danger potentiel pour la survie d'un régime politique nouveau en lutte ouverte contre les oligarchies locales et de puissnts intérêts étrangers.

En somme, le souci de mettre en relief des points accessoires qui semblaient discutables vous a conduit à négliger presque totalement la substance de l'ouvrage.

Par ailleurs, je tiens à formuler des réserves sur la pertinence ou l'opportunité de certaines de vos remarques.

À défaut d'être convaincante aux yeux de ceux qui ont une option différente à faire valoir sans oser le dire, ma position personnelle à l'égard du statut des Forces armées d'Haïti (FAH) a sans doute le mérite d'être claire et nette. Mes vues sont assez cohérentes et libres des prétendues contradictions qu'il y aurait lieu de relever, selon vous. Faut-il rappeler que, essentiellement, je suis favorable au démentèlement graduel des structures existantes — pour autant que l'opération soit politiquement praticable — et à la mise en place, à titre d'alternative, d'institutions militaires nouvelles à double vocation de défense militaire et de développement économique et social, étroitement imbriquées au peuple haïtien et à l'État.

Le reproche concernant l'inspiration moralisatrice d'*Armée et politique en Haïti* me semble paradoxal : la réflexion morale est indissociable de la réflexion politique. Observateur engagé prenant parti, je porte des jugements politiques qui, par définition, procèdent de jugements de valeur eux-mêmes axés sur une certaine conception de l'homme et de la société.

La critique des niveaux d'analyse est manifestement démesurée. Elle fait bon marché du faible degré d'avancement de la connaissance scientifique en Haïti et des difficultés multiples que pose l'étude systématique des institutions politiques et des institudions militaires haïtiennes, entamées pour la première fois et pratiquement à partir de zéro.

Encore imparfaitement constitutée dans les principaux pays démocratiques disposant pourtant de conditions favorables, la sociologie politique n'a pas en core pris naissance dans le nôtre malgré la profusion d'écrits politiques ayant vu le jour à l'époque contemporaine ou dans la période antérieure à 1915. Il y a carence d'un cadre théorique général, de concepts de base, de méthodes d'investigation et d'outils d'analyse ajustés au milieu haïtien. Le recueil et l'organisation de données sûres se heurtent à la nature dictatoriale du pouvoir politique. On relève l'inexistence d'instituts de recherche, de ressources financières et de spécialistes en nombre suffisant. La sociologie de la politique haïtienne ne peut en outre bénéficier de l'apport de disciplines voisines ou apparentées, qui sont dans le même état de sous-développement.

Il n'est point surprenant qu'aucun ouvrage exhaustif exclusivement consacré au système politique national ne soit encore disponible. Toutes sortes de lacunes et d'obstacles font que la recherche politique ne peut emprunter en Haïti une démarche scientifique classique, sur le modèle des études réalisées en Europe et en Amérique du Nord dans un cadre universitaire. Appliquée à une réalité difficile à appréhender en profondeur, entrevue d'ailleurs à travers de postulats idéologiques qui tendent à la déformer, la théorisation du fait politique haïtien est encore largement tributaire d'interprétations subjectivistes sujettes à pas mal d'arbitraire.

La critique, si elle se veut honnête, ne peut exiger des travaux de théoriciens haïtiens des qualités de rigueur scientifiques excessives par rapport au niveau actuel des connaissances et aux difficultés de la recherche. Ces travaux présentent nécessairement un statut scientifique précaire et ne peuvent prétendre à des résultats sophistiqués.

Armée et politique en Haïti n'échappe pas aux incertitudes qui caractérisent l'ensemble des approches de la sociologie haïtienne, du fait même des conditions peu propices qui président à leur élaboration. S'appuyant essentiellement sur des observations directes longitudinales et des entretiens de type informel, ce travail théorique — qui a en même temps abouti à la formulation d'alternatives concrètes en fonction d'un scénario précis — est à voir comme une tentative de défrichement d'un sujet assez ardu, qui ne se prête pas à l'emploi systématique des procédés d'analyse propres à la sociologie.

Dans l'espoir que publicité sera donnée aux remarques précédentes dans le prochain numéro de **Collectif Paroles** je vous prie de croire, mon cher Moïse, à mes meilleurs sentiments.

Kern Delince
168-15 Highland Avenue
Jamaïca, N.Y. 11432

Montréal, le 12-12-1980

Monsieur,

Nous vous envoyons sous ce pli, un communiqué du Congrès faisant part de la situation actuelle en Haïti. Nous vous serions gré de faire publier ce texte dans votre revue afin d'éveiller encore plus chez vos lecteurs le sentiment de front uni face à la conjoncture de ces dernières semaines.

Un grand merci pour votre collaboration

Nos salutations sincères

Marie-Christine Bolté
pour le comité régional
du Congrès National
des femmes noires du Canada

N.B. Ci-joint une photocopie de télégramme à titre d'information.

Le Congrès des femmes noires du Canada tient à informer ses membres, sympathisants et les associations similaires de ce qui se passe actuellement en Haïti, la première république noire du monde.

Tous ceux qui s'intéressent aux malheurs des peuples ont suivi avec peine et indignation les nombreuses péripéties de l'exode des « boat-people » haïtiens, paysans dépossédés, chômeurs et ouvriers persécutés, fuyant la misère et l'oppression à bord de fragiles esquifs, affrontant sans boussole les dangers d'un long voyage en mer!

On a pu voir récemment à la télévision, les naufragés de Cayo Lobos d'abord étourdis au gaz par la police bahaméenne, puis chassés de ce rocher à coups de fusil et de bâton. Faut-il ajouter que ceux qui ont survécu à ce traitement inhumain ont été, à leur retour, maltraités par les autorités haïtiennes...

Après tous ces forfaits, voici qu'au moment où le président héréditaire, M. Duvalier Fils achetait vingt voitures au coût de trente-six mille dollars ($ 36.000) chacune en vue de les offrir à ses ministres dociles et amis, sa police vient de faire main basse sur un millier de citoyen dont quatre cent (400) paysans et un grand nombre de journalistes, écrivains, artistes, professeurs, médecins et hommes politiques. Le président du Parti démocrate chrétien et toute sa famille, même les enfants mineurs, le président du Parti social chrétien, voire un duvaliériste de la vieille garde et d'autres sont également sous les verrous. Quelques-unes des personnes arrêtées ont été expulsées aux États-Unis et au Canada, mais la majeure partie d'entre elles sont détenues aux Casernes Dessalines — on sait, par les nombreux précédents, que c'est un lieu de tortures incessantes — et au trop fameux Fort Dimanche, un véritable enfer.

Nous comptons sur la solidarité de tous les partisans des Droits de l'Homme, en particulier de toutes les femmes et tous les hommes de notre race afin qu'ils s'associent à notre protestation contre ces iniquités.

Il importe de mettre fin au supplice des femmes haïtiennes dont certaines ont accouché en prison dans des conditions épouvantables. Les enfants de celles qui y sont mortes, grandissent parmi les tortionnaires dont ils sont les esclaves.

Tous ces faits révoltants servent à alimenter les propos des racistes et détracteurs de la Race Noire.

Pour finir, nous demandons au Premier Ministre Trudeau de cesser immédiatement toute aide au gouvernement de M. Duvalier afin que notre argent ne soit plus utilisé pour asservir nos Frères Haïtiens.

N.D.L.R. **Collectif Paroles** *s'engage à publier dans la mesure du possible les lettres des correspondants qui indiquent leurs nom, prénom et adresse. Si pour des raisons de convenance qui leur sont propres certains correspondants veulent garder l'anonymat, ils doivent néanmoins mettre un membre de la rédaction en mesure de les identifier. Dans le cas contraire nous ne nous engageons point à rendre publics leurs textes.*

Sans altérer la pensée de l'auteur la rédaction peut se voir obligée d'abréger certains textes.

HAÏTIANA 1971-1975

HAÏTIANA 1971-1975 est une compilation de renseignements bibliographiques concernant des ouvrages publiés entre 1971 et 1975 par :
a) des Haïtiens *, sur Haïti, Saint-Domingue, Hispaniola et des sujets divers;
b) des étrangers, sur Haïti, Saint-Domingue et Hispniola.

Le livre comprend quatre parties :

I. Renseignements biliographiques : nom d'auteur, titre, lieu de publication, édition ou imprimerie **, année de publication, nombre de pages, etc.

Le classement s'est fait par année de 1971 à 1975. Chaque titre est cependant prédédé d'un numéro d'ordre pour permettre une consultation plus aisée de l'index.

L'ordre alphabétique (nom d'auteur) a été retenu pour la présentation des livres publiés chaque année.

II. Un appendice donnant une liste de publications antérieures à 1971 qui ne figurent pas dans le « Premier Supplément » de Max Bissainthe. (BISSAINTHE, Max, *Dictionnaire de bibliographie haïtienne, Premier Supplément*, Metuchen, N.Y., The Scarecrow PRess Inc., 1973, 269 p.).

(Appendice 1 : par ordre alphabétique de noms d'auteurs de 1951 à 1970).

III. Une section comprenant le détail des articles publiés par différents auteurs dans les ouvrages collectifs : 1971-1975 (Appendice 2).

IV. Un index des noms d'auteurs et de sujets renvoyant aux numéros d'ordre.

* Y compris les Haïtiens d'origine dont la nationalité a été arbitrairement enlevée, ou qui ont dû se naturaliser après cinq années de résidence légale dans un pays étranger.

** Il existe très peu de maisons d'édition en Haïti. Le nom de l'imprimerie est donné à titre de référence en lieu et place de l'adresse de l'auteur.

• Résister et s'organiser[1]

le Comité de rédaction

Le nouveau coup de force du régime des Duvaliers « nous renvoie à nous-mêmes »! C'est à peu près en ces termes que l'un d'entre nous, réfléchissant à haute voix sur le déchaînement de la répression en Haïti, a tiré la leçon des événements récents. Certes, renvoi à nous-mêmes en diaspora, aux secteurs du m ouvement démocratique collectivement assommés en Haïti de terreur et de violence, mais aussi — une fois de plus — renvoi à ce régime de faillite lui-même qui trouve encore — malgré tout et en dépit de tout — des tuteurs internationaux complaisants et complices! Ce miroir qu'il nous tend, il faut oser le regarder en face pour revoir notre trajectoire, raffermir nos lignes de pensée et de travail, distinguer une fois de plus entre la conjoncture et les questions fondamentales, redoubler de détermination et poursuivre le chemin de l'action réfléchie et organisée.

La nécessité largement ressentie de riposte à la vague renouvelée de répression devrait être, une fois de plus, l'occasion de mettre en place **les conditions d'une dynamique cumulative et soutenue d'actions convergentes, coordonnées et efficaces.** Pour y parvenir, il importe de prendre date et de faire le point. C'est à cette initiative que nous voulons contribuer ici, ne serait-ce que de manière forcément limitée et indicative.

Pitite tig cé tig?

Il serait trop facile de se servir de cette boutade, lancée en 1972 par Jean-Claude Duvalier lui-même, pour résoudre, comme par un fatalisme inexorable, les dilemnes réels et quotidiens posés par la « libéralisation-démocratisation » au mouvement démocratique en Haïti.

En effet, d'un côté s'était imposée au pouvoir, nous l'avons dit, « la nécessité pratique d'organiser un second souffle de gouvernement », surtout après l'évacuation de la classe politique traditionnelle et l'élimination d'une relève progressiste, le tout culminant dans la répression de 69-70. Mais même affublée d'une soi-disant révolution économique pour la galerie des organismes internationaux et des pays donateurs d'aide, cette « nécessité pratique », on le sait, ne correspondait pas, **ne pouvait pas** correspondre, à moins de suicide politique, à une volonté authentique d'ouverture, i.e. de mise en question du pouvoir. Dès lors, la boutade « pitite tig cé tig » ne signifiait implicitement qu'une chose : la permanence inébranlable du régime tel quel, malgré les apparences de changement et les ravalements de façade.

Pourtant — et c'est là l'autre face de la « libéralisation-démocratisation » — le mouvement démocratique en réémergence ne pouvait pas tout simplement bouder ce jeu du pouvoir : il lui fallait en explorer les possibilités et les limites. À quoi s'ajoutaient, dès 1974-1975, les prises mêmes de parole et de démocratie à travers la presse indépendante, parlée et écrite, les actions spontanées de résistance à l'arbitraire, l'essor d'une culture populaire agissante (roman théâtre, etc.), puis, à partir de 1976-1977, les pressions contradictoires suscitées par la politique des droits de l'homme de Carter, enfin, en 1979, la création de partis politiques d'opposition de facto se plaçant, par leur simple volonté d'existence, **en face** du pouvoir. La remontée de l'action syndicale militante, la résurgence d'associations professionnelles revendicatrices, l'expression quotidienne de griefs **contre** le pouvoir, etc. viendront accélérer la dynamique **autonome** de la « libéralisation-démocratisation ». Au cours des mois d'octobre et de novembre, il était plus qu'évident que cette dynamique autonome avait pris le pas sur « le fait du prince », i.e. le « laisser-faire » apparent du pouvoir. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler les derniers incidents du Cap, de Pilate, des Gonaïves, et bien entendu l'affaire Cayo Lobos. La confrontation imminente était en alors en place.

Pile ou face : logique d'un pouvoir à bout de souffle

Dans le dernier éditorial de *Collectif Paroles* signé par Claude Moïse (31 octobre 1980), ce dernier montre comment, dans ce « jeu du taurau et du toreador », « le mouvement démocratique, puis l'opposition et le gouvernement se sont frôlés sans vraiment s'affronter. » Depuis fin novembre, c'est chose faite. On connaît le reste de l'histoire.

Mais pourquoi cette répression massive, brutale et, pour tout dire, sans précédent depuis près de dix ans ? Il ne faut pas s'attendre à trouver ici un alignement articulé de causes s'imbriquant clairement et une fois pour toutes les unes aux autres. À la vérité, il s'agit d'une **conjonction** de facteurs constituant chacun un élément partiel de l'explication. Toutefois, la vérité globale, vraisemblable et d'emblée intelligible correspond à la constante historique du régime : démuni de toute possibilité de renouvellement interne et braqué sur le seul court terme rassurant, ce régime doit jouer son va-tout face à une menace perçue comme mortelle. La menace ici ce n'est pas un Marcus, un Jean Dominique, un Grégoire Eugène, voire un Sylvio Claude pris **individuellement** : c'est le niveau de **conscientisation** atteint par de larges couches de la population, mobilisable spontanément et pouvant se transformer en résistance active. En se débarrassant de ses propres masques de « libéralisation-démocratisation », le régime s'est donné un troisième souffle de gouvernement. Pour combien de temps ? Cela dépendra aussi de « l'intérieur » (résistances, ripostes et mobilisations) que de « l'extérieur » (essentiellement : actions convergentes de la diaspora et mobilisation d'appuis internationaux).

D'ores et déjà, nous pouvons affirmer que certains acquis de la « libéralisation-démocratisation » demeurent irréversibles (explosions de la parole critique, revendications socio-politiques et conscience des besoins socio-économiques fondamentaux, etc.). Pour citer l'éditorial rappelé précédemment : « pour les masses, les problèmes de liberté sont intimement liés aux problèmes de survivance quotidienne et de dignité. Il ne s'agit pas seulement de droits politiques, mais aussi de droits fondamentaux liés au respect de la personne humaine, mais absents des rapports élémentaires entre les différentes catégories de la société ».

En ce sens, il importe de constater et de reconnaître haut et fort que les secteurs progressistes de la presse indépendante parlée et écrite ainsi que les forces du renouveau idéologique et culturel ont accompli une tâche véritablement historique. Sans leur travail patient, acharné, soutenu, plein de risques quotidiens et constamment en équilibre instable, **la parole politique et publique** n'aurait pas été libérée en Haïti au point où il est à l'heure actuelle impensable qu'on puisse simplement revenir à une situation de bâillonnement collectif, donc de re-zombification massive de la population par la matraque, la terreur et l'intimidation : **la peur a changé de camp**.

Sur le plan international, en particulier dans la conjoncture post-électorale des États-Unis, l'on sait déjà que l'avènement de Reagan au pouvoir aura soulevé les espoirs les plus fous des milieux conservateurs, voire réactionnaires, aux États-Unis même, mais aussi du Rio Grande à la Terre de feu, en passant par les derniers bastions oligarchiques centre-américains et caraïbéens. En Haïti, on aura déjà « célébré », et il demeure plausible qu'on ait pensé créer une situation de fait à l'abri de cette conjoncture reaganienne. Mais, tout comme sur le plan interne, ici aussi une vision à court terme des choses est porteuse d'illusions et de mirages : malgré qu'il en ait, Reagan ne saurait ignorer le monde tel qu'il est en 1980 : constitué de puissances mondiales concurrentielles des États-Unis, de puissances semi-industrialisées non négligeables, de mouvements de libération en lutte ou en gestation, de zones de tempêtes susceptibles d'explosions, etc.

De même, le régime jean-claudiste aura pu, à travers la répression récente, évacuer les interprètes les plus visibles ou les plus crédibles de la libéralisation-démocratisation. Mais qu'en est-il des millions anonymes qui, de toute façon, n'auront pas eu besoin de la radio ou de la télévision pour constater leur misère et leur sous-humanité quotidiennes ? Que va-t-il se produire quand, même sans la radio ou la télévision critiques, ils vont continuer à demander et à ne pas recevoir satisfaction de leurs besoins fondamentaux ? Pourra-t-on simplement, pour toute solution, les bastonner, les emprisonner et les laisser crever ? La réponse se situe bien sûr ailleurs : le gouvernement actuel n'a pas, **ne peut pas** avoir d'alternative de changement viable : pour avoir déjà fait le plein de quelques virtualités en son sein, il ne connaît que la logique de la survie pure et simple.

Quelles perspectives ?

À ce nouveau carrefour de vérité, il importe, à notre avis, d'éviter aussi bien les illusions ou les fantasmes du court terme que les fausses certitudes du très long terme. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de fuite en avant, de refus — conscient ou inconscient — de voir les choses en face. Encore une fois, nous préférons plutôt circonscrire des champs de travail et d'action, parce que plus certain et en même temps plus exigeant, qu'échafauder, sans risque et sans peine, des « plans d'action » bourrés de cohérence théorique mais vite évanescents parce que sans prise sur les données et conditions de base.

Nous disons d'abord : **résister**. Cela s'adresse avant tout à la diaspora qui devra trouver et mobiliser les ressources permettant de contribuer **efficacement** à la résistance des secteurs et forces démocratiques frappés par la répression en Haïti. Il ne sera pas suffisant d'opposer une fin de non-recevoir, même la plus retentissante, au retour à la politique du silence, de l'intimidation et du terrorisme d'État que voudrait imposer le jean-claudisme à bout de souffle. Il va falloir que cette fin de non-recevoir se traduise en **actions de support et d'interventions solidaires** avec les secteurs et forces démocratiques en Haïti qui trouveront les voies et moyens de résistance de leur choix. Il serait illusoire de vouloir déduire des événements récents un « déplacement » du terrain principal de lutte. Il faudra également « résister » à cette tentation récurrente en période de crise renouvelée. Une chose est néanmoins certaine : la diaspora comme lieu de répercussion, de résonance et d'amplification des luttes

à l'intérieur du pays se trouve, à ce titre, d'autant plus interpellé dans l'immédiat que le gouvernement actuel, acculé à la répression, organisera vraisemblablement le « black-out » et la mésinformation systématique.

Cela dit, la résistance de la diaspora passe par son propre terrain, i.e. le champ extérieur de la lutte pour des conquêtes démocratiques irréversibles en Haïti. Cette démarche comprendrait, entre autres choses, l'organisation de solidarités internationales agissantes, la dénonciation renouvelée de « l'aide »internationale et de ses promoteurs, la création de bureaux ou de centres pour la collecte et la diffusion de l'information sur Haïti, etc.

Nous disons aussi : **s'organiser.** Chaque nouveau moment de crise amène un nouveau contingent de problèmes et de structures pour les résoudre. Une diaspora politiquement efficace doit pouvoir coordonner ses actions sans trop de battements et de heurts organisationnels. Si l'objectif fondamental est de créer une capacité cumulative d'intervention et de support, il s'avère indispensable de pouvoir mettre en branle des structures souples mais raisonnablement convergentes pour ne pas être paralysantes.

Cela pose bien entendu le problème plus global de **l'action unitaire**. Celle-ci sera certes le reflet du niveau des luttes intérieures mais, à court et moyen terme, l'atomisation politique et idéologique courante ne profite qu'au régime en place et à ses tuteurs : sans alternative crédible de changement, le statu quo se perpétue presque de lui-même. Et il s'avère alors vain et illusoire de penser le combattre au jour le jour, i.e. selon les fluctuations de la conjoncture.

Il nous faut aussi et de façon impérative lutter ailleurs, **sur le terrain du changement.** Le bilan global de faillite du gouvernement actuel est largement connu, jusqu'à saturation même. Aucun observateur tant soit peu informé ne se laisse plus abuser par les contorsions verbales des tenants du pouvoir, lesquels n'ont pas d'autre justification que leur raison d'État et les intérêts qu'elle protège.

Il ne suffira pas ou il ne suffit plus d'avoir raison politiquement contre le gouvernement. Il faut aussi rendre caduc et inopérant l'ordre politique et idéologique dans lequel il s'inscrit. Pour que la majorité des laissés-pour-compte de ce pays refusent activement la soumission à un pouvoir autocratique et répressif, il faudra qu'ils puissent se reconnaître dans un projet de société qui leur donne, démontre et garantisse le droit à la vie et à l'espoir. Il faudra parvenir à formuler, à articuler et à rendre ce projet crédible et viable. Il faut aller au-delà de la libéralisation-démocratisation **conjoncturelle**, ce qui implique l'approfondissement des luttes actuelles en même temps que la mise en place de **nouvelles formes de lutte** capables de contrer l'action répressive du pouvoir.

Nous ne saurons ni ne pourrons dégager ici des recettes-panacées, encore moins proposer des solutions-miracles : **seule la volonté politique, collective et organisée de larges couches de la population haïtienne, en Haïti et en diaspora, peut en mettant en oeuvre tous les moyens nécessaires, créer une situation irréversible de déblocage de la conjoncture actuelle.**

Le Comité de rédaction

[1] Ce texte a été préalablement publié dans *Haïti-Observateur* du 2-9 janvier 1981.

Rencontre

• Les déportés du 28 novembre et la situation politique

Collectif Paroles a rencontré Elsie Ethéart, Grégroire Eugène, Marc Garcia (Marcus), Jean-Robert Hérard, Nicole Magloire, Michèle Montas.

Les groupes de pression, les partis politiques, la presse indépendante au pays et la communauté haïtienne de la diaspora étaient mobilisés dans des manifestations diverses (pétitions de signatures, soirées d'information, piquetage...) visant à obtenir la libération de Sylvio Claude et de Marie-France Claude, respectivement président et vice-présidente du PDCH, arrêtés au début de novembre et incarcérés depuis.

L'affaire des Réfugiés de Cayo Lobos rapatriés dans des conditions humiliantes, le contrat de réembauchage des braceros par la République dominicaine faisaient la manchette des journaux et de la radio en Haïti avec force commentaires critiques...

C'est dans ce contexte que se produisirent les événements du 28 novembre : les forces policières du gouvernement de Duvalier brutalement aggrèssèrent le mouvement démocratique en procédant à des arrestations massives : la plupart des journalistes de la presse indépendante ; plusieurs personnalités politiques ; un grand nombre d'intellectuels, d'étudiants, de syndicalistes, d'ouvriers et d'anonymes gens du peuple

Cette vague de répression a stupéfié les gens et par le nombre des victimes et par l'éventail des secteurs touchés et par l'effet de surprise. En effet, quelques jours auparavant le gouvernement, par la voix de son ministre de l'Information, avait réaffirmé sa volonté de poursuivre sa politique de « libéralisation-démocratisation progressives ». L'effet de stupeur passé, ce fut une cascade de réactions multiples, diverses, multifocales.

Au pays :

— des lettres de demande d'explication venant de membres de la presse, de groupes de religieux(ses), de la Ligue haïtienne des droits humains ;

— des mouvements de protestation dans les milieux universitaires.

Dans la diaspora : à Paris, Bruxelles, New-York, Vénézuéla, Montréal, ce furent :

— des assemblées d'information sur les événements ;

— des émissions spéciales à la radio (New-York et Montréal notamment), des conférences de presse... ;

— des manifestations : piquetage des compatriotes haïtiens devant les consulats haïtiens (Montréal, New-York), des marches de protestation... des télégrammes de groupes polotiques et autres au gouvernement haïtien pour demander la libération des personnes emprisonnées.

Les communautés d'accueil des Haïtiens ont manifesté leur solidarité avec le peuple haïtien et le secteur démocratique touché par la répression : des départements d'universités, des organisations syndicales, des associations de journalistes (au Québec notamment), des conférences religieuses (Québec et États-Unis) ont uni leurs voix à celles des Haïtiens pour protester contre ces arrestations et demander la libération des prisonniers et la cessation des arrestations et des déportations.

Les gouvernements de différents pays ne sont pas restés indifférents aux événements survenus durant le week-end du 28 novembre :

— même le gouvernement des États-Unis (qui porte à bras le corps le gouvernement des Duvaliers) a envoyé au gouvernement haïtien une note où il indique son inquiétude devant les arrestations et ses préoccupations à l'égard des droits humains ;

— de plus, le ministère de l'Immigration des États-Unis a refusé de délivrer des visas de séjour à des compatriotes haïtiens que le gouvernement haïtien s'apprêtait à déporter vers les États-Unis ; il a aussi refusé d'accorder l'asile politique aux Haïtiens déportés aux États-Unis par les militaires ;

— Le parlement québécois, de façon unanime, a demandé au gouvernement fédéral de transmettre au gouvernement haïtien son inquiétude devant l'ampleur des arrestations et le sort réservés aux droits humains.

Enfin, les Haïtiens déportés aux États-Unis ou au Canada refusent le statut de réfugiés politiques que veut leur coller le gouvernement haïtien. Ils se débattent pour retourner au pays et y reprendre leurs occupations habituelles.

Pour leur manifester notre sympathie et pour recueillir sur le vif leurs premières impressions, nous nous sommes rendus, plusieurs membres de l'équipe du Collectif Paroles, *rencontrer à New-York le premier contingent de compatriotes déportés par le gouvernement de Duvalier. Nous avons eu une longue conversation à bâtons rompus avec :*
Elsie Colon Ethéart: speakerine à Radio Métropole *;*
— Grégoire Eugène : président du PSCH, Parti social chrétien d'Haïti ;
— Marc Garcia (Marcus) : éditorialiste et directeur de l'information à Radio Métropole*;*
Jean-Robert Hérard :journaliste au Petit Samedi Soir*;*
— Michèle Montas : rédacteur en chef de Conjonction, *revue franco-haïtienne publiée par l'Institut français d'Haïti, membre de l'équipe de* Radio Haïti Inter.

Nous n'avons malheureusement pas pu rencontrer avec Jean-Jacques Honorat, absent de New-York pour la fin de semaine, et Clitandre, qui n'était pas encore rétabli des mauvais traitements subis aux mains des hommes de Valmé.

À Montréal, le Collectif a rencontré une autre déportée, Nicole Magloire, gynécologue. Dr Magloire était rentrée en Haïti en novembre 1979 après un séjour d'une quinzaine d'années à l'étranger, dont les huit dernières au Québec.

Le montage qui va suivre reconstitue, aussi fidèlement que possible, les propos les plus pertinents tenus par nos interlocuteurs.

Collectif Paroles : Vous attendiez-vous à cette vague de répression ?

Michèle Montas : Nous ne nous attendions pas du tout à ce coup de filet. Bien entendu le climat était tendu. Certains indices nous avaient même fait pressentir, soupçonner que le gouvernement voulait arrêter Jean Dominique. Mais nous ne nous attendions nullement à une opération de cette envergure. Non seulement notre propre arrestation nous a surpris mais ce n'est qu'en prison que nous avons réalisé l'ampleur des arrestations.

Nicole Magloire : Jusqu'au vendredi 28 novembre je n'avais pas du tout conscience de l'imminence d'une répression. Quand, dans l'après-midi du 28 on m'apprit que Radio Haïti Inter avait rapporté la disparition de Jean Dominique, j'eus le sentiment que quelque chose de grave allait se produire. Cependant je ne m'attendais pas du tout à une telle razzia. Encore moins m'attendais-je à être personnellement arrêtée.

Je ne comprends d'ailleurs pas pourquoi j'ai été ramassée au cours de cette rafle, n'étant impliquée dans aucune activité ni politique ni journalistique. La seule explication qui me vient à l'esprit est que j'aie été l'objet d'une vengeance personnelle de la part de quelques personnages haut placés.

Marc Garcia (Marcus) : Rétrospectivement, je réalise que j'aurais pu et du pressentir ce coup de force. Il y avait en effet pas mal d'indices avant-coureurs.

Quand on exerce le dangereux métier de journaliste indépendant sous un régime comme celui qui sévit actuellement en Haïti, on vit quotidiennement sous une menace constante, multiforme et omniprésente. Le danger finit par faire partie intégrante de notre vie, si bien qu'on ne s'attarde plus à en évaluer l'imminence au jour le jour. Pour éviter que la peur nous paralyse on est porté non seulement à ignorer consciemment la menace mais à la nier et ultimement à ne plus la percevoir...

Grégoire Eugène : Oui et non.

On sentait que l'atmosphère politique devenait de plus en plus lourde et orageuse. On s'attendait à ce que, fidèle à ses habitudes, le gouvernement essaie de nous intimider et de nous freiner en frappant ponctuellement tel ou tel secteur. Mais personne, je crois, ne s'attendait à une opération répressive aussi vaste.

C.P. : À quels facteurs attribuez-vous le fait que le gouvernement ait décidé de déclencher cette vague de répression à ce moment précis ?

Grégoire Eugène : Le gouvernement était en train de jour en jour de perdre complètement la face aux yeux de la population. En effet, le gouvernement est incapable de résoudre aucun des problèmes brûlants qui se posent au pays. Or la presse indépendante ainsi que les organes des partis politiques ne cessent de traiter des problèmes cuisants d'actualité soulignant pour ainsi dire à l'encre rouge l'incapacité et l'incurie gouvernementale.

Parmi les questions brûlantes d'actualité il y avait notamment :
a) l'embauchage des braceros (coupeurs de canne) pour la République dominicaine ;
b) le scandale des sinistrés haïtiens de Cayo-Tobos ;
c) le rapatriement exigé avec de plus en plus d'insistance par le gouvernement bahamien de plus de 25 000 Haïtiens vivant illégalement aux Bahamas. Il est même bruit que le gouvernement bahamien aurait fixé au 18 janvier 1981 la date limite accordée au gouvernement haïtien pour organiser ce rapatriement.

Le gouvernement aurait ainsi senti le besoin de se débarrasser de tous ceux qui sensibilisent l'opinion publique nationale à ces questions dont il ne veut absolument pas entendre parler.

Michèle Montas : Il est certain que la question des braceros et celle des boat people constituent deux patates chaudes pour le gouvernement.

La couverture par la presse internationale et nationale de l'affaire de Cayos Tobos avait suscité dans le pays un profond émoi et un sursaut d'indignation nationaliste. L'entrée dans la rade de Port-au-Prince d'un bateau de guerre bahamien venant nous livrer comme des colis embarassants les rescapés haïtiens a été ressentie comme une insulte...

Le gouvernement, à court d'argent, tient à réaliser sans bavure l'embauchage des braceros qui, à raison de $ 100 par tête lui rapportera beaucoup. Il craignait probablement que la presse en questionnant cette opération ne « jette de l'huile sur le feu ». D'ailleurs quand la police a perquisitionné le domicile de Jean Dominique elle a, comme par hasard, emporté deux dossiers consacrés l'un aux braceros et l'autre aux boat people.

Ces deux facteurs sont très importants. Je crois cependant qu'il faut situer cette répression dans un cadre beaucoup plus large, celui de l'aggravation de la crise économique, sociale et politique au pays. Il faut aussi tenir compte de facteurs internationaux comme l'élection de Reagan aux États-Unis.

Marc Garcia : Depuis quelques mois, le mécontentement populaire avait atteint une profondeur et une intensité inouies. Il avait même tendance, ce mécontentement, à revêtir de plus en plus la forme d'affrontement, de défi aux autorités établies. La ville du Cap vit depuis quelques temps dans une situation de semi-dissidence par rapport au pouvoir central. À Pilate, la population a lapidé et lynché un soldat qui avait injustement malmené

un citoyen... Bref, de plus en plus le pouvoir sentait que la population devenait de plus en plus psychologiquement prête à passer à l'action.

Nicole Magloire : Je suis incapable d'expliquer pourquoi le gouvernement a agi de la sorte et à ce moment précis. Par contre je sais que ce qui se passait dans le pays inquiétait et alarmait de plus en plus le gouvernement.

La presse parlée et écrite soulevait inlassablement des questions simples et pertinentes mais que le pouvoir considérait comme explosives parce qu'il n'a aucune politique pour les résoudre. Les commentaires de la presse alimentant les conversations dans les rues, l'opinion publique critiquait de plus en plus sévèrement le gouvernement.

Le gouvernement semble avoir été alarmé par l'apparition d'embryons d'organisations dans le milieu étudiant. Enfin dans son affrontement avec les partisans de Sylvio Claude, le gouvernement a réalisé que ce dernier avait effectivement réussi à mobiliser des gens du peuple qui semblent décidés à prendre des risques pour défendre leurs intérêts.

Dans les milieux ouvriers, la grève de la Brasserie nationale a montré l'émergence d'un mouvement syndical déterminé à lutter pied à pied contre les patrons et la bureaucratie gouvernementale.

Il devenait de plus en plus difficile au gouvernement de garder le contrôle de sa « libéralisation ». De plus en plus, il subissait des défaites dans le cadre même des règles du jeu qu'il avait établies... D'où peut-être la tentation d'essayer d'arrêter une fois pour toutes le processus.

Michèle Montas : L'élection de Reagan a certainement joué un rôle important dans la décision du gouvernement. Tout semble indique que, dans les milieux gouvernementaux, prédomine une analyse très simpliste de la politique étrangère américaine. Aux yeux du gouvernement, la politique des « droits de l'homme » était une fantaisie personnelle, une lubie de Jimmy Carter. Avec Reagan, le cow-boy, finies les pressions du département en faveur de la libéralisation. L'élection de Reagan a été fêtée au champagne au ranch de Jean-Claude Duvalier.

Michèle Magloire : Non seulement l'élection de Reagan mais aussi la défaite de Manley à la Jamaïque. En effet, je me souviens que la campagne électorale jamaïcaine a été largement couverte et commentée par la presse haïtienne. La presse gouvernementale appuyait Seaga alors que la presse indépendante, surtout Jean Dominique, était favorable à Manley. La défaite de Manley a été accueillie par le gouvernement comme l'élimination d'un adversaire et l'éradication d'un mauvais exemple contagieux.

Marc Garcia : Je pense moi aussi que l'élection de Reagan à la présidence des États-Unis a été un facteur très important. Je mentionnerais que le récent changement de l'ambassadeur américain a pu jouer dans le même sens. En effet, il semble que l'ambassadeur Jones était devenu très critique à l'égard du gouvernement haïtien. Le nouvel ambassadeur, M. Kimelman, semble beaucoup plus favorable au gouvernement. Il faut dire qu'en général les nouveaux ambassadeurs ont presque toujours tendance à nourrir un préjugé favorable envers le gouvernement jusqu'à ce qu'ils refassent eux-mêmes l'expérience de l'inertie et de l'incurie gouvernementales. De plus, M. Kimelman est un homme d'affaires qui croit, paraît-il, à un grand avenir touristique pour Haïti.

Il est fort possible qu'à la veille de la réunion de la commission mixte d'aide économique le gouvernement, misant sur la sympathie du nouvel ambassadeur américain et du président élu des États-Unis, fort de la caution non équivoque de M. Robert Galley, ministre français de la Coopération, que le gouvernement ait décidé de se débarasser des critiques les plus gênants et d'amadouer les puissances tutrices en criant à la conspiration communiste.

Grégoire Eugène : Il est certes possible que le gouvernement ai orchestré une telle propagande. Mais, en l'occurence, la mise en scène est si grossière et transparente que les pays tuteurs ne sauraient être dupes ; à moins qu'ils ne soient carrément complices.

De toute façon, nous savons que le gouvernement haïtien ne rate jamais une occasion d'agiter l'épouvantail du danger communiste en Haïti. Pour ma part, j'ai toujours soutenu que le vrai danger communiste réside non dans une quelconque conspiration mais dans les inégalités sociales scandaleuses et criantes qui s'approfondissent de jour en jour dans le pays.

C.P. : Certaines rumeurs attibuent l'initiative de cette opération à un secteur particulier au sein du pouvoir duvaliériste. Que vous en semble-t-il ?

Grégoire Eugène : Il me semble que, de plus en plus, les anciens duvaliéristes regroupés autour de Simone Ovide ont perdu tout pouvoir réel et sont réduits à des rôles honorifiques ou symboliques. D'ailleurs, enrichis, repus, fatigués, ces gens semblent surtout préoccupés de se gagner une certaine respectabilité sociale.

La réalité du pouvoir semble être détenue par l'équipe des « jeunes amis du président ». Seule cette clique, ambitieusee, avide d'argent et de pouvoir, me semble en mesure de prendre efficacement une telle initiative.

Marc Garcia : Je ne saurais dire quels individus ont pris l'initiative de cette opération. Une chose cependant m'apparaît incontestable : depuis un certain temps, la réalité du pouvoir politique est de plus en plus directement exercée par les secteurs les plus réactionnaires des milieux d'affaires. Ces secteurs d'extrême droite sont viscéralement intolérants à l'égard de la presse. À leurs yeux, toute critique, toute contestation est intrinsèquement subversive. Je suis convaincu que cette opération a été téléguidée par ces milieux d'affaires quels que soient les individus qui en ont pris l'initiative et la responsabilité.

Il ne serait pas surprenant de voir ces milieux d'affaires essayer d'amadouer le peuple et de désamorcer son mécontentement en organisant des soupes populaires, des distributions de toutes sortes de camelotte. La chante publique, chante ostentatoire des dames patronesses, tient de plus en plus lieu à ce gouvernement de solution à la crise économique et sociale.

C.P. : Ces derniers temps, il a souvent été question de la remontée du mulâtrisme en Haïti. La situation actuelle serait-elle une réédition de la crise qui a conduit aux événements de janvier 1946 ?

Grégoire Eugène : La vieille garde duvaliériste tente d'exploiter la question de couleur dans sa lutte pour le pouvoir contre la jeune vague jean-claudiste. La question de couleur est certainement d'actualité en Haïti et j'ai moi-même, plus d'une fois, attiré l'attention sur cette dimension du problème. Cependant, le problème noirs/mulâtres ne se pose ni avec la même acuité ni dans les mêmes termes qu'a-

vant 1946 étant donné, notamment l'apparition dans le pays d'une nouvelle bourgeoisie noire qui s'est enrichie à travers l'appareil politique. Et puis, les méfaits évidents pour le pays, et surtout pour les grandes masses, de 23 ans ininterrompus de pouvoir politique noir ont largement démystifié cette question.

Enfin, et c'est le principal, la crise économique et sociale actuelle m'apparaît infiniment plus grave et plus profonde que celle de 1946. Parallèlement l'opposition au pouvoir duvaliériste touche des secteurs beaucoup plus larges et diversifiés que la lutte contre Lescot. L'opposition au gouvernement n'est pas circonscrite à la classe politique ni à la « république de Port-au-Prince ». C'est l'ensemble du peuple haïtien, c'est le pays tout entier, bien qu'à des degrés divers, qui est impliqué dans la crise actuelle.

C.P. : La tournure des événements semble indiquer, du moins dans l'immédiat, l'absence au pays d'une capacité de riposte efficace à la répression gouvernementale. Selon vous, à quoi faut-il s'attendre à court et moyen terme ? Croyez-vous que cette vague de répression marque le retour à la terreur généralisée et au silence ?

Grégoire Eugène : Il faut répondre à une telle question avec beaucoup de prudence et de circonspection. Les excès de langage, l'opposition, surtout des groupes qui opèrent à l'étranger, ont souvent nui au développement de la lutte contre le gouvernement actuel.

En ce qui concerne le Parti social chrétien d'Haïti, je suis persuadé que nous saurons trouver en temps et lieu les voies et moyens appropriés pour réaffirmer, maintenir et développer notre présence et notre influence à l'intérieur du pays.

Quant aux réactions de l'ensemble du pays je ne peux, pour l'instant, en préjuger. Je sais cependant que la conscientisation a déjà atteint au pays un point tel que de nouvelles formes de luttes, résistances pacifiques, grèves, manifestations, devenaient de plus en plus réalisables et sur une grande échelle. Compte tenu de la misère indescriptible qui sévit dans le peuple et étant donné le degré de conscientisation de la population, je ne vois pas comment le gouvernement duvaliériste peur parvenir à ramener le pays à la situation d'avant 1975.

Actuellement, le pouvoir est aux mains d'une mafia qui, dédaignant tout maquillage idéologique, semble décidé à s'engager dans la voie de l'exploitation et de la répression ouvertes, ce qui ne peut conduire qu'à une aggravation de la crise économique et sociale et à une accélération de la crise politique.

Jean-Robert Hérard : Jusqu'à présent, les réactions au pays n'ont été ni vigoureuses ni spectaculaires. On parle d'une grande agitation dans les milieux scolaires et universitaires. Il a même été question ici et là de grèves sur le tas. On a mentionné l'apparition de graffitis et d'affiches : « Libérez nos intellectuels », « Vivent les droits humains ».

On rapporte qu'un grand nombre de membres des clergés catholique et protestant auraient adressé au président de la république une lettre...

Quoi qu'il en soit de ces rumeurs, il demeure que les réactions immédiates sont très faibles par rapport à la gravité du coup porté par le gouvernement.

Il ne faut cependant pas perdre de vue le fait que la presse indépendante était non seulement la seule source d'information fiable pour la population mais aussi un moyen de contact et un facteur de cristallisation des initiatives. La suppression radicale et brutale de cette presse a dû provoquer la stupéfaction, le désarroi et une certaine paralysie. Il faut donc attendre pour voir ce qui va se passer.

Quelle que soit d'ailleurs la réaction ou même l'absence de réaction à court terme, je demeure persuadé que la lutte démocratique ne peut pas être ainsi gelée du jour au lendemain. Il sera très difficile pour le gouvernement de baillonner efficacement une population en proie à la misère et qui avait repris l'habitude d'exprimer ses frustrations.

Marc Garcia : Pour ma part, je suis convaincu que le gouvernement ne peut pas empêcher la situation d'évoluer. La crise haïtienne est beaucoup trop grave pour être étouffée par des mesures répressives.

La première réalité, brutale, inéluctable est l'extrême misère dans laquelle vit l'immense majorité de la population, misère qui est comme soulignée par les inégalités économiques et sociales scandaleuses jusqu'à l'indécence. Tant que se maintiendra cette situation, la société haïtienne sera un baril de poudre qu'une étincelle peut faire sauter. Or, le gouvernement est de plus en plus dominé par la faction la plus vorace, la plus obscurantiste, la plus myope de la bourgeoisie d'affaires. Aussi, ce gouvernement ne peut-il rien faire pour résoudre ni même atténuer la crise économique et sociale.

D'autre part, au cours des dernières années s'est opérée dans le pays une prise de conscience remarquable. Ce phénomène n'est pas limité à Port-au-Prince et aux classes moyennes. Il a gagné les classes populaires et les campagnes.

Cette conscientisation est due, dans une large mesure, au travail de la presse et des groupes d'animation communautaire. Elle procède aussi du brassage qui s'est produit au sein de la paysannerie par suite des courants migratoires et des échanges entre les paysans émigrés et la masse de la paysannerie.

Cette prise de conscience revêt, chez les masses, la forme d'un refus de la misère et d'une détermination à chercher une issue. Malheureusement, cette prise de conscience cohabite souvent avec une perte totate de toute confiance en la possibilité d'un changement dans la situation au pays. En sorte que la seule issue entrevue est la fuite hors du pays. Triste paradoxe, le premier droit humain que les masses haïtiennes semblent prêtes à réclamer serait le droit d'émigrer. C'est d'ailleurs pourquoi la question des « boat people » et celle des braceros ont un puissant impact au sein des classes populaires.

Le troisième facteur, c'est l'absence de toute politique gouvernementale pour faire face aux problèmes du pays.

Le gouvernement haïtien est répressif. Tout le monde la sait. Mais en Haïti, ce qui est le plus dramatique ce n'est pas le caractère répressif du gouvernement, c'est son irresponsabilité, sa quasi inexistence en tant que centre de décision et d'orientation de la vie du pays.

L'équipe au pouvoir ne gouverne pas. Elle se contente de se maintenir, de rester là... C'est ce qu'on a convenu en Haïti d'appeler le là...isme.

Cette irresponsabilité gouvernementale revêt parfois des formes scandaleuses et même grotesques. Un mois avant que la presse internationale ne diffuse la nouvelle, le gouvernement haïtien savait que plusieurs dizaines d'Haïtiens étaient en détresse sur l'île de Cayo Lobos. Personne au sein du gouvernement n'a senti le besoin de bouger le petit doigt pour régler le problème. Et puis, alors que la marine bahamienne déchargeait les rescapés de Cayo Lobos sur le quai de Port-au-Prince, le président, Jean-Claude Du-

valier, et sa suite passaient la journée à chasser le canard puis à se prélasser sur la plage.

Tout se passe comme si le gouvernement avait tout simplement renoncé à diriger le pays. Il s'est enfermé dans son bunker et il fait tout en son pouvoir pour gagner du temps et retarder le moment où l'on viendra l'en déloger.

La conjugaison de ces trois facteurs ne pouvait conduire qu'à une exacerbation de la crise économique, sociale et politique.

Au cours des derniers mois, il s'est produit une accélération rapide de la crise politique :

Les syndicats ouvriers devenaient plus combatifs comme en témoignent la grève et les manifestations des ouvriers de la Brasserie nationale.

Des secteurs, qui, depuis longtemps semblaient domestiqués ou léthargiques, surgissaient des mouvements de revendication et même des embryons d'organisation. Par exemple les infirmières de l'Hôpital général se sont serré les coudes pour réclamer et obtenir une augmentation de salaire de 50 %. Les internes, en réponse à la provocation quotidienne des macoutes se sont groupés en association pour défendre leur sécurité et leurs intérêts collectifs.

Des personnalités notoires apolitiques éprouvaient le besoin pressant de prendre position devant la gravité des problèmes du pays. En témoigne la lettre ouverte au Président de la République signée par Rony Desroches, Jean Claude et le père Arthur Volel.

On sentait que non seulement les gens osaient parler mais qu'ils étaient prêts à poser des actes de défi au gouvernement. Paradoxalement, les Haïtiens de l'étranger semblent beaucoup plus « caponnés » que ceux vivant en Haïti. En Haïti, les gens n'ont plus peur. Même dans les prisons, les Haïtiens, surtout les jeunes, gueulent et répliquent à leurs bourreaux.

Bref, au point où en sont les choses en Haïti, il m'apparaît impossible pour quiconque de juguler artificiellement la crise actuelle. Celle-ci ne peut que s'approfondir. En fait, l'élimination de la presse indépendante, au lieu de désamorcer la crise, pourrait bien en accélérer l'évolution.

La presse indépendante a puissamment contribué à la conscientisation du peuple haïtien. C'est incontestable. Mais l'envers de la médaille c'est que, dans une certaine mesure et à un certain niveau, le fonctionnement de cette presse était un atout important pour le gouvernement. Par exemple, de nombreux éléments de la petite bourgeoisie se délectaient dans les éditoriaux de Marcus et de Jean Dominique. Ils avaient fait de nous des vedettes, des héros qui parlaient pour eux, auxquels ils s'identifiaient. En nous écoutant, en téléphonant aux postes de radio, ils se confortaient eux-mêmes... Dans une certaine mesure, le discours de la presse indépendante servait d'alibi, de substitut à l'action. Il n'est donc pas impossible que la disparition de la presse indépendante fasse éprouver à la population d'une manière encore plus impérieuse la nécessité de l'action directe.

C.P. : À présent que comptez-vous faire ? Que peuvent faire pour vous aider les Haïtiens à l'étrangers et les amis du peuple haïtien ?

Elsie Ethéard : En ce qui nous concerne, nous, les travailleurs de la presse indépendante, nous avons décidé d'adopter une attitude commune et solidaire.

Convaincus d'avoir fait notre travail et rien que notre travail avec conscience professionnelle et dans la stricte légalité, nous

— rejetons la jesure d'expulsion prise contre nous ;

— refusons de nous considérer comme exclus et de demander l'asile politique ;

— réclamons le droit de rentrer le plus tôt possible en Haïti reprendre notre travail d'information.

D'autre part, nous dénonçons l'ensemble des arrestations, incarcérations, tortures et déportations comme illégales et arbitraires. Nous réclamons la mise en liberté au pays même de toutes les personnes arrêtées et le rapatriement des personnes expulsées.

Les Haïtiens à l'étranger et les amis du peuple haïtien peuvent nous aider en orchestrant une campagne d'information sur les récents événements en Haïti. En organisation un lobbying efficace auprès des gouvernements et des organismes internationaux en position de faire pression sur le gouvernement haïtien — pour porter ce dernier à satisfaire nos revendications.

Ces propos ont été recueillis les 6 et 7 décembre 1980
C.P.

Société

• Haïti : la crise paysanne (suite)

Jean-Jacques Honorat
(collaboration spéciale)

Après avoir indiqué les caractéristiques historiques et les conditions géographiques de la lutte de la paysannerie haïtienne (voir **Collectif Paroles** *n° 8), l'auteur poursuit ici l'analyse de la crise paysanne. Au départ il veut savoir « ...avant tout débat sur la crise paysanne actuelle, pourquoi cette bataille incessante n'a jamais pu se convertir, comme en 1803, en lutte nationale révolutionnaire ? »*

3. Les pratiques socio-culturelles

3.a Haïti est connue non seulement pour son agriculture microfundiste, mais aussi pour l'insécurité et l'atomisation de son système de tenure. Après la conquête de l'Indépendance sur la France (1804), des efforts avaient été faits pour maintenir le système colonial des grandes plantations. Mais les anciens esclaves, refusant de travailler à l'intérieur d'une structure économique représentative du régime colonial, préférèrent se réfugier sur les terres en friche où ils avaient la latitude de réaliser leur idéologie d'autonomie économique individuelle. Le système plantocratique fut ainsi abandonné au cours de 19e siècle, au profit de celui de la petite exploitation familiale indépendante.

Les effets économiques de marginalisation, liés à l'augmentation quantitative de la population, poussèrent progressivement la paysannerie vers les sols de moins en moins propres à l'agriculture. D'un autre côté, l'adoption et l'application des règles successorales du Code Napoléon organisèrent la pulvérisation des exploitations paysannes. En conséquence, le manque de terre commença très tôt à peser sur la paysannerie. Les paysans commencèrent alors, par crainte de spoliations, à se dérober à l'enregistrement de leurs titres de propriété : d'où l'absence totale de relevé cadastral. Dès la fin du 19e siècle, d'autre part, la petite exploitation paysanne avait déjà atteint le seuil de l'insignifiance économique.

3.b L'isolement et la dispersion des parcelles agricoles posèrent au cultivateur haïtien le problème de leur mise en valeur. La première réponse trouvée par celui-là s'inscrivit dans le cadre de la famille élargie. La « *fanmi laj* », reproduction de la parentèle africaine, constituait une grande structure familiale multicellulaire dominée par le patriarche, Lepè, ou *pater familias*. Celui-ci avait une « *fanm kay* », femme principale avec laquelle il était marié ou non légalement, et un nombre de « *fanm jadin* » correspondant à la quantité des parcelles dont il avait la charge à titre de propriétaire, de locataire ou de métayer. Toute personne liée d'une manière ou d'une autre à chacune de ces cellules familiales - grands-parents, oncles et tantes, cousins et cousines, parrains et marraines, etc. - faisait partie de la Famille, et tous les membres valides de celle-ci constituaient une large association de travail mise à la disposition de chacun d'eux par rotation pour le travail des champs. Cette association donnait autant de journées de travail que nécessaires contre des boissons rafraîchissantes, du clairin et un repas par jour, le tout dans un décor de chansons et de danses. Telle était la structure originale de la *Konbit*, ronde d'entraide à la disposition de la grande famille paysanne.

Alors que la marginalisation économique a pulvérisé les dimensions et l'importance de la famille élargie, les liens anthropoliques n'ont pas changé à l'intérieur de l'espace culturel paysan. Il s'ensuit que la tradition associative, tout en gardant les bases familiales de la *Konbit*, a subi des modifications sociales et économiques significatives.

Au lieu de cultiver exclusivement des parcelles familiales, la *Konbit* nouvelle - connue selon les régions sous les noms de *méra , ranpono, eskouad, kové, etc. - est une association de cultivateurs qui vend la force de travail de ses membres sur la base de la journée de travail : d'où le nom générique d'« achté jounin »*. Le salaire journalier se compose, comme autrefois, de boissons, de clairin et d'un repas de moins en moins copieux que remplace progressivement un salaire variant entre 50 centimes et 2 gourdes par personnes par jour, selon la région et le statut de l'employeur. Il y va parfois du prestige du paysan propriétaire d'être connu et reconnu comme un homme qui traite bien ses « *Konbit* ».

Mais ces paysans capables de bien traiter leurs « *Konbit* » ont pratiquement disparu, et ce mode d'emploi a progressivement cessé de satisfaire les besoins économiques des cultivateurs. La migration est alors intervenue

comme une autre réponse du paysannat haïtien à la pénurie de terre cultivable.

3.c Les migrations massives de paysans haïtiens semblent avoir débuté au cours des années 1920, pendant l'occupation du pays par les États-Unis d'Amérique. Environ 200 000 paysans haïtiens étaient expédiés en ce temps-là chaque année vers les champs de canne de Cuba et de la République Dominicaine. Au cours des décennies suivantes, le mouvement migratoire s'est étendu et amplifié, atteignant un flux moyen de 100 000 par an vers Cuba, la République Dominicaine, les Bahamas, les Antilles méridionales et la Floride. Les proportions sont telles de nos jours que Haïti est maintenant cataloguée comme le troisième pays fournisseur de « *boat people* » après le Vietnam et le Cambodge.

Les migrants paysans sont également attirés depuis une dizaine d'années par le mirage des opportunités d'emploi qu'offrent dans et autour de Port-au-Prince les industries d'assemblage d'appartenance américaine. Cette ville reçoit de la sorte 25 - 30 000 personnes par an qui viennent s'entasser dans d'innommables bidonvilles. Ce sont ces migrants qui alimentent le fonctionnement du système urbain en assurant l'exercice des petits métiers, en fournissant la main d'oeuvre des ateliers et en faisant peser sur la couche ouvrière le poids dépolitisant de leur masse non structurée. Ils restent solidement liés à leur société rurale d'origine non seulement par des attaches culturelles mais aussi par des circuits d'approvisionnement sans lesquels ils ne pourraient absolument pas faire face à leur situation de chômage chronique, réel ou déguisé.

Les contraintes

4.a Si l'analyse très sommaire qui précède est correcte, la société rurale d'Haïti est donc confrontée à deux contraintes majeures :

4.a.1 *La répartition inique de la terre*

88 % des familles rurales vivent sur 42 % de l'espace agricole. 46 % de ces familles (1.5 million de personnes environ) occupent seulement 7 % des terres cultivées : ce sont là des terres de montagnes agronomiquement surexploitées ; d'où leur destruction qui a pris les proportions d'un véritable désastre écologique. Par contre, nos terres de plaines, appartenant à des grands fonciers absentéistes, sont restées sous-cultivées, partant détruites par les processus chimiques de détérioration des sols.

De là le paradoxe de la géographie haïtienne : des montagnes squelettiques sectionnées en mouchoirs de poche d'intense production vivrière, des plaines soit peuplées d'arbres et de denrées monoculturales, soit vides et en voie de désertisation.

4.a.2 *La sous-utilisation de la population paysanne*

La pression démographique sur la terre est allée grandissante. Les agro-industries sont inconnues ou dérisoires (cassave, rapadou, clairin). L'artisanat n'est pas suffisamment développé pour servir d'alternative comme source de revenus et d'emplois. La proportion dérisoire des exploitations paysannes, l'iniquité de la structure foncière, la répartition léonine des revenus sociaux restent les plus grands obstacles à l'introduction de techniques intensives, génératrices de productivité améliorée. Le système a mis le paysan en vacance et condamné la production paysanne à une régression constante et absolue : la productivité du secteur rural est estimée à 30 % de la moyenne nationale déjà faible, soit moins de $ 0.10/personne/jour.

De là le paradoxe de l'économie haïtienne : un secteur représentant 80 % environ de la population active de la nation n'arrive plus à fournir que 45-50 % du Produit National sans qu'il y ait en contrepartie progression parallèle de l'industrie nationale. [13]

4.b Deux modes d'exploitation pèsent sur le paysannat haïtien, spoliant les plus-values de production et d'échange produites par sa force de travail.

4.b.1 L'exploitation directe de la main-d'oeuvre paysanne se présente sous les formes les plus diverses, au gré des catégories sociales mises en présence dans le processus de production.

Il y a l'utilisation de la force de travail des cultivateurs moyennant un salaire dérisoire ou, comme à St-Domingue, la concession d'un arpent vivrier. Il y a aussi les différentes formes d' « *achté jounin* », par où s'opère la récupération de la *Konbit* initiale pour réduire au minimum le salaire distribué au travailleur.

On connaît en outre les multiples variantes de la location de la terre par le propriétaire absentéiste : perception du loyer en espèces (e.g. $ 125-150 dollars par carreau par récolte dans le Bas-Artibonite selon qu'il s'agit de terres sèches ou irriguées), différents degrés de métayage avec perception en nature de la rente foncière.

4.b.2 L'exploitation indirecte se réalise par le capitalisme marchand des Bords-de-mer, à travers un réseau de commercialisation parfaitement décrit dans toute une série d'études ponctuelles réalisées sous la direction de l'IICA : nous nous contenterons d'y référer les spécialistes intéressés. On y montre bien comment se réalise l'extorsion des plus-values d'échange par une série d'agents intermédaires qui opèrent finalement au profit des *compradores* de l'import-Export.

Signalons en particulier l'étude de Lagra et Girault [14] qui souligne avec pertinence comment, sous la forme désensibilisante des relations de « *pratik* », le producteur paysan est réduit à une situation de « clientèle captive » obligée de liquider sa marchandise à n'importe quel prix et non de la vendre sur un marché libre.

4.c Il est une réalité qu'aucun euphémisme ne peut plus occulter : nos masses paysannes sont maintenant confrontées à une situation de misère absolue.

4.c.1 Pendant longtemps une littérature à l'eau de rose, secrétée par les romans, les contes et les nouvelles, a entretenu le mythe d'une impertubable aisance paysanne. Cette croyance n'avait pour base que la remarquable résistance de l'économie paysanne et généralisait le bien-être dont avaient pu jouir, au début de l'ère nationale, les couches supérieures de la paysannerie. Le paysan haïtien mangeant bien et recevant son visiteur sur nappe de fil brodé n'existe plus : la crise alimentaire frappe maintenant la totalité du monde paysan. Le mythe du caco géant qui vous tranchait la tête d'un seul coup de « *couline* » a fait son temps : les descendants des fameux « 6 pieds 6 pouces » de Vallière ou du Mont-Organisé sont maintenant des êtres ratatinés et débiles qui n'ont plus de quoi manger.

Le déficit alimentaire paysan étant absolu, il va de soi que se manifestent en permanence des carences qualitatives d'une fréquence et d'une intensité dramatiques : malnutrition protéino-

calorique, avitaminoses diverses et leurs séquelles.

4.c.2 L'habitat rural est en général un défi aux lois élémentaires de l'hygiène et de la salubrité. À de rares exceptions près, il ne consiste qu'en une simple case de boue ou de clissage ne disposant que d'une porte et d'une fenêtre. Là s'entassent pêle-mêle parents et enfants, hommes et animaux domestiques. Dans certaines régions fortement paupérisées, la case n'est plus qu'un couchis de feuillages supporté par des gaules. L'homme, dans un tel décor, se trouve exposé non seulement aux intempéries, mais aux parasitoses de toutes sortes.

Par ailleurs, l'eau potable absolument saine est en majeure partie inconnue du milieu paysan. Nombre de nos réserves de montagne décrites cidessus (Terre-Nette e.g.) ne sont alimentées que par des points d'eau distants de 10-12 heures de marche des lieux d'habitation.

De plus, le cheptel de portage a pratiquement disparu en milieu rural : si l'homme n'a plus de quoi manger, comment peut-il trouver de quoi nourrir sa bourrique? Ce qui reste d'ânes, de chevaux ou de mulets n'est plus qu'un ramassis de bêtes d'une inénarrable chétivité, couverts de fistules et difficilement utilisables. Le paysan est donc contraint de marcher, de couvrir inlassablement, chaque jour et à pied, des dizaines de kilomètres, épuisant des réserves musculaires qu'il ne peut même pas renouveler et érodant finalement ses réserves cérébrales.

Dans de telles conditions, on le comprend bien, la santé n'est plus qu'un leurre et les conseils sanitaires une abominable et cynique dérision.

On ne peut dès lors s'étonner que les indicateurs de santé de notre population rurale - espérance de vie, taux de mortalité globale, taux de mortalité infantile - affichent des niveaux proprement catastrophiques, sans doute les pires de l'Amérique, souvent les pires du monde.[15]

Marché rural

4.c.3 La technologie agricole paysanne a pour base les associations de cultures, qui constituent un système d'assurance-récolte. Les équipements sont encore très rudimentaires : la houe et la machette restent pratiquement les seuls outils utilisés ou connus. La conservation des récoltes pose des problèmes importants : environ 30 % des grains sont détruits par les pestes de toutes sortes : rats, insectes, oiseaux, etc. ; les fourrages ne durent que l'espace des saisons pluvieuses.

L'irrigation artificielle atteint 77 000 hectares appartenant à l'agriculture capitaliste ou sous-capitaliste des plaines. L'agriculture paysanne, privée de toute capacité d'investissement et restant en grande partie une agriculture de montagne, ne se fonde que sur l'alternance des saisons pluvieuses.

Le revenu moyen annuel par carreau, dans les conditions ainsi décrites de l'agriculture paysanne, a été estimé à 210 dollars US. S'il en est ainsi, plus de 92 % de la populationpaysanne haïtienne ne disposent en tout et pour tout que d'un revenu moyen annuel de 42 dollars *per capita*. Et 50 % environ de cette population ne manipulent en fin de compte que $ 14.00 de revenu moyen *per capita* et par an.

4.d Reste à examiner les contraintes psychologiques qui entretiennent la stagnation du milieu rural. Elles nous semblent de trois ordres, résultantes dans tous les cas d'un long processus historique.

Tout d'abord la domination culturelle exercée par le milieu urbain entraîne une dynamique des besoins totalement orientée vers les produits de l'industrie étrangère. L'aide internationale, avec ses distributions massives d'échantillons, complique encore la situation. Même dans les domaines vitaux comme l'alimentation ou la pharmaco-thérapie, la population paysanne développe des goûts et des besoins faisant de plus en plus appel aux produits importés, se réduisant même à vivre d'attentisme au lieu de faire appel aux matières premières locales.

On se rappelle par ailleurs que ce pays constitua, au commencement de son histoire, non pas une colonie d'implantation ou d'annexion, mais une colonie d'exploitation. On veut dire par là que l'entreprise coloniale ne s'est jamais souciée de gérer cette terre pour en assurer l'avenir et la pérennité, mais seulement de la piller pour faire fortune aussi vite que possible et aller jouir en métropole. Après 1804, les nouvelles oligarchies nationales, négociants et feudataires, héritèrent de cette mentalité flibustière, d'autant plus que, malgré l'indépendance, elles restèrent sous la coupe de compradores, de financiers ou d'entrepreneurs étrangers. La mentalité dominante dans une formation sociale finissant toujours par être celle de la classe dominante, cette irresponsabilité de nos classes dominantes envers le patrimoine national s'est infiltrée à travers tout le corps social jusqu'à imprégner nos classes paysannes de la même insouciance relativement aux ressources naturelles renouvelables. Toute l'attitude du paysan vis-à-vis de la terre ou de l'arbre participe de cette irresponsabilité qui vient en droite ligne de la carence, au niveau social supérieur, de toute idéologie nationale. À quoi bon se faire des soucis, nous ne sommes que de passage sur cette terre. Cette mentalité négative s'est trouvée renforcée à souhait par l'influence du mythe vodouesque de « *Nan Ginin* » et du mythe de l'au-delà des religions du salut eschatologique.

Finalement, il y a l'étonnante - et souvent décourageante - passivité paysanne. L'oppression séculaire par les chefs de section et autres petits caporaux interposés, la répression sauvage conduite par l'occupation américaine, se sont encore une fois appuyées sur les dogmes de l'acceptation des religions importées pour fabriquer une âme paysanne absolument docile, religieusement soumise à tous ceux-là qui disent détenir de Dieu l'origine de leur pouvoir. L'ordre établi est en vérité bien établi : même ceux-là qu'il écrase le conçoivent comme naturel, comme de droit divin.

5. *Conclusion*

La République d'Haïti se présente donc comme un pays qui a réalisé la performance de vivre en annihilant systématiquement sa principale force productive. Non seulement une République la tête en bas, comme disait Louis Joseph Janvier, mais une République dont la tête a ignoré totalement les parties essentielles du corps, sauf pour les piller.

Ce qui devait arriver est arrivé. Nous voici maintenant face à une République-zonbi, à une République « *tèt-san-ko* ». La tête en est réduite à vivre au crochet de l'aide internationale et du capital étranger. Les maigres capitaux accumulés à l'intérieur de l'économie nationale prennent inexorablement le chemin de l'étranger, et les principales forces productives sont dans l'incapacité de se renouveler pour assurer le renouvellement de l'économie nationale.

Nous avons l'impression d'être à un nouveau tournant de l'histoire nationale. Comme en 1888-89, force est de constater que les libéraux et les nationaux du 20e siècle ont tour à tour lamentablement fait faillite Comme en 1888-89, les fondements de la formation sociale nationale sont ébranlés par un mouvement de réveil et d'appel de conscience. Laissera-t-on encore une fois les oligarchies d'une quelconque région du pays reprendre comme jadis celles du Nord, la direction de l'histoire et nous conduire encore une fois, par le choc de leurs turpitudes, à un nouveau 1915 ? Telle est la question que nous pose, à nous des générations actuelles, l'histoire des temps présents.

Port-au-Prince, le 13 juillet 1980
J.J.H.

---

[13] Cf. J.J.H., *Le Manifeste du dernier monde*, Deschamps, 1980, pp. 142-143.

[14] Ch. Girault et J. Lagra, Caractéristiques structurelles de la commercialisation interne des produits agricoles en Haïti, doc. IICA 27LH/75, juillet 1975.

[15] Faute de statistiques paysannes, il est difficile de donner ici un tableau précis comme on aurait aimé le faire. À titre d'indication, notons le taux de 116,9 pour mille consigné par F. Voltaire pour la mortalité infantile in *Conditions socio-économiques de l'agriculture paysanne dans la région de Petit-Goave*, roneo, DRIPP, p. 17. Nous estimons pour notre part que ce taux peut être retenu comme moyenne rurale nationale, la région de Petit-Goave pouvant être considérée comme une bonne moyenne de la condition paysanne nationale.

BIBLIOGRAPHIE

Gaillard, Roger, Leconte remet en branle le cacoisme, Le Nouveau Monde, novembre 1977.

La corvée au début de l'occupation américaine, *Le Nouveau Monde*, mars 1980.

Girault, Christian et Lagra, J., Caractéristiques structurelles de la commercialisation interne des produits agricoles en Haïti, doc. IICA 27LH/75, juillet 1975.

Honorat, J.J., *Économie politique du national-colonialisme,*, ronéo, 1979.

Le Manifeste du dernier monde, Deschamps, 1980.

Le paysan haïtien, hier et aujourd'hui, *Conjonction* Numéro 147, mars 1980.

Laurent, Gérard, M., *Quand les chaînes volent en éclats*, Deschamps. 1979.

Lebeau, F.J., *Évaluation du secteur rural de la République d'Haïti*, ronéo USAID, mai 1974.

Rotberg, Robert I. et Clague, C., *The politics of squalor*, Houghton Mifflin Co., Boston, 1971.

Voltaire, Frantz, *Conditions socio-économiques de l'agriculture paysanne dans la région de Petit-Goâve*, ronéo DRIPP, 1979.

Société

• Idéologie, histoire et politique en Haïti David Nicholls, l'historien de la question de couleur (suite)

Leslie Péan

SUITE

Dans cette troisième partie de son étude, l'auteur accorde une attention critique soutenue à celui en qui il reconnaît l'historien par excellence de la question de couleur en Haïti. En fait, Leslie Péan a voulu réunir et saluer « trois travaux remarquables... s'articulant autour de l'étude des pratiques idéologiques et politiques dans l'histoire de la formation économique et sociale d'Haïti ». Dans une première tranche de son article publiée dans le nº 8 de ***Collectif Paroles****, l'auteur a mis en relief l'apport du travail de Micheline Labelle dans* ***Idéologie de couleur et classes sociales en Haïti*** *et celui de Benoît Joachim qui, en mettant au jour les* ***Racines du sous-développement en Haïti*** *a levé le voile sur ce que nous sommes.*

Mais si Labelle et Joachim dérangent, Nicholls irrite. Car il révèle des choses capables de faire (re)surgir le chauvinisme et le nationalisme étroit qui sommeillent en nous. D'où l'intérêt de son ouvrage. Mieux le désintérêt s'expliquant par l'inaudibilité de son discours au pays et en diaspora. Autant donc le signaler en présentant les idées-force et les insuffisances d'une part et en prolongeant certains développements d'autre part. Le but : augmenter l'efficace des questions posées et des éléments de réponse apportés.

Le titre du livre parle de lui-même. « *De Dessalines à Duvalier* » est un large tour d'horizon des contradictions de la société haïtienne de l'indépendance à nos jours. Préjuges de couleurs, pénétration étrangère, noirisme, mulâtrisme, négritude, marxisme local, tyrannie, classes sociales, acculturation, etc., sont une partie des thèmes abordés. Cette panoplie permet à l'étudiant tout comme à l'expert des questions haïtiennes d'apprendre quelque chose sur ce « singulier petit pays » pour répéter Louis Joseph Janvier. Ce que Nicholls montre avec brio en s'arrêtant aux contours et coupures de l'évolution nationale. Il n'oublie surtout pas les mille et une nuances souvent délaissées par la vulgate. Il s'y arrête tout en ne perdant pas la perspective globale qui anime sa recherche. La dérive d'une société aux prises entre un racisme local privilégiant l'épiderme à couleur claire et un anti-racisme sur le plan international luttant contre les thèses sur l'infériorité de la race noire.

Avec perspicacité, Nicholls écoute aux portes de la société haïtienne et rassemble les pièces du puzzle. 360 pages édifiantes. Neuf chapitres bien construits. Une bibliographie dense. Des annotations sériées. Un index des plus riches. Des consultations et confrontations avec les autorités les plus avisées des sciences sociales haïtiennes. B. Ardouin, J. St. Remy, T. Madiou, L.J. Janvier, E. Paul, D. Delorme, H. Price, D. Bellegarde, J. Price-Mars, F. Dalencour, E. Charlier, L. Denis, F. Duvalier, L. Manigat, G. Pierre-Charles, C. Moïse, J.J. Honorat, etc. Le tout dans la plus bonne tradition didactique anglo-saxonne. Comme on peut se rendre compte, tout le monde y est. De rares exceptions qui tiennent peut-être au refus d'Henock Trouillot, idéologue noiriste par excellence, de lui permettre de consulter les archives nationales.

Au fait le travail de Nicholls est un résultat. Une synthèse. Car Nicholls n'est pas à son coup d'essai sur la formation sociale haïtienne. Historien des relations raciales et ethniques, il a fait d'Haïti son champ de recherche de prédilection. Dix ans de recherche bien couronnés dont les différentes étapes ont été publiées dans les meilleures revues historiques et sociales mondiales [13]. Parti d'une simple interrogation sur le phénomène Duvalier, l'auteur en arrive à un travail en profondeur sur les bases aussi bien matérielles que spirituelles de ce pouvoir qui perdure. Tentative de repérage des présupposés (conscients et inconscients) de la politique politicienne. Saisie des motifs d'action qui se situent « dans les retraites de l'inconscient ». Quelque chose qui revient à identifier pas seulement dans l'histoire mais également dans le présent, l'actuel, certains effets de la logique idéologique coloniale sur les luttes de classe en Haïti. C'est donc un texte qui ne fait pas que décrire le rituel politique mais bien écrire l'analyse théorique des faits.

Nicholls fait montre d'une extrême prudence dans sa démonstration. Ne pouvant pas tout aborder d'un coup, il se concentre sur les moments cruciaux de notre développement historique pour étudier les formes de conscience sociale et politique. Il fait une sélection

appropriée des faits pour montrer la réalité. Avec des arguments persuasifs il met en relief les couleurs de la toile. Le tout, non pas pour montrer simplement après d'autres la singularité du milieu, mais pour signifier (démontrant que les choses ne sont pas si simples), l'insuffisance des explications classiques de la dynastie duvaliériste.

L'ampleur de la recherche est admirable. Surtout que l'on sait que tant de données sont fragmentaires, éparses ou simplement inexistantes. Comme on sait, la Bibliothèque nationale n'a été fondée qu'en 1940 et les Archives nationales ont souvent été la proie des flammes. De toute façon, ces institutions ont été rarement gérées par des connaisseurs. Nicholls a du donc se référer aux collections privées pour suppléer à cet état déficient. Le grand problème de la recherche historique en Haïti est que les données de base sont rares. Quand elles existent, elles sont d'accès difficile. D'où l'importance du travail de Nicholls dans lequel les sources sont citées méticuleusement.

Nicholls pourrait se définir comme l'historien par excellence de la question de couleur en Haïti. Au fait, il prolonge une tradition de chercheurs étrangers qui se penchent sur le poids des circonstances historiques et culturelles sur les luttes de classe. Leyburn, Lobb et Simpson pour les années 1940. Sidney Mintz dans les années 1950. Wingfield et Paterson pendant les années 1960. Rotberg, Heinl, Labelle et Nicholls dans les années 1970. Après avoir recueilli les point de vue et analyses multiples et diverses de ses prédécesseurs, Nicholls en fait un ordonnancement et une évaluation capables de garantir la pertinence de son propos. Et, c'est là qu'une précision s'impose. Car s'il y a continuité, il y a aussi rupture. Nicholls est loin de l'impressionnisme et du mercenariat intellectuel. Chez lui, il y a analyse convaincante et explosion lucide. Sans prédisposition particulière. Quelque chose qu'on ne saurait comparer à ce qui prévaut chez Rotberg ou Heinl. L'approche de Nicholls est construite sur un raisonnement rigoureux, à mille lieux du psychologisme simplificateur animant les recherches de ces deux précédents auteurs. D'où la nocivité de maints passages de leurs travaux empreints des préjugés et stéréotypes qui dénaturent la réalité sociale d'Haïti.

Nicholls diffère également des historiens locaux. Pour plusieurs raisons. D'une part, son travail est loin de cette tendance à céder à la facilité théorique qui à droite comme à gauche fait des dégats. L'implicite de cette tendance serait que du fait même que la questioni de couleur alimente des disputes, conflits et rivalités qui constituent la toile de fonds de notre développement historique, à fortiori il importe de ne pas mettre le feu aux poudres et de s'abstenir d'y faire des fouilles. Peur des cadavres ?

D'autre part, sans faire comme les prophètes de mauvaise foi ou augure, Nicholls ne dit rien sur ce qui s'annonce. Il laisse la perspective ouverte. Conscient que tout peut arriver.

Enfin, il prend un recul par rapport aux événements qui ne s'encombrent d'aucune appartenance. Doctrinale, nationale, raciale ou sociale. Un peu comme le discours du martien de passage de Popper[14]. Nicholls dit ce qu'il voit et entend. Sans souci de condamner, d'absoudre ou d'encenser. Simplement dire.

C'est donc par là que Nicholls accomplit cette prouesse d'éclairer différents aspects de la vie haïtienne. Il parvient à dégager l'état d'esprit du milieu politique submergeant difficilement des passions et des rancoeurs de la question de couleur. Quelque chose qui provoque le refus d'analyse des travers de notre histoire traversée par ces conflits s'articulant à tous les moments de perturbation et de calme enregistrés dans son évolution.

Nicholls met donc en question les silences orchestrés par les schémas habituels. Il étudie et tente de corriger les ambiguités et contre-sens des travaux des historiens locaux trop souvent marqués du sceau de la préférence épidermique. Sans souci des inévitables irritations que peuvent propoquer ses trouvailles. Tentative de combler les écarts et décalages entre faits, impressions et interprétations. Bien sûr, il faut le dire, après les remarquables coups d'envoi de Manigat[15].

Après d'autres, Nicholls essaie d'éclairer l'hypothèse de la question de couleur comme contradiction spécifique en Haïti expliquant les luttes entre les fractions des classes dominantes en Haïti. Contradiction spécifique influant sur les événements locaux, les positions doctrinales et même les croyances populaires. Nicholls s'évertue à montrer la masse de manoeuvre que mobilise cette question. Comment elle fait diversion. Car l'aspect mystificateur de cette idéologie balaie tout l'espace social, dominants et dominés, exploiteurs et exploités. En ce sens, cet élément-masque est vital pour le maintien et l'extension de la situation qui lui a donné naissance. Panorama des luttes sociales de Dessalines à Duvalier et des trajectoires de l'idéologie de couleur dans ce cadre.

* * *

Nicholls étudie les rapports entre politique et idéologie. Mieux, les relations entre rapports sociaux et représentations collectives. Il s'arrête sur le rôle des fantasmes de compensation dans les pratiques politiques. De ce fait, il déconstruit les symboles, interprétations et leur manipulation par les forces sociales antagoniques. Pour le contrôle de l'opinion.

Là, on change de terrain. On emprunte l'une des nombreuses pistes du 18 Brumaire de Louis Bonaparte. Le mental et le psychologique (détesté par plus d'un pour leur capacité de révélation) font irruption dans l'analyse. Alors apparaissent les écarts existant entre position économique et idéologique des agents sociaux d'une même classe. Distortions et occultations ayant plus à voir avec les fantasmes qu'avec les conditions objectives d'existence. C'est ce qui d'ailleurs permet la réunion de groupes de personnes aux intérêts de classe divergents, même antagoniques autour d'une même table. Bloc au pouvoir pour parler comme Poulantzas[16]. Retour du rêve et de l'imaginaire.

Nicholls montre le côté « rationnel » et la logique de l'idéologie de couleur. Il saisit chez les principaux idéologues les contenus des discours anciens et nouveaux. En effet, la présence et/ou l'absence de certaines données dans les travaux historiques, les explications fournies sur certains événements participent toutes d'une approche subtile mais tenace visant à mystifier l'articulation des intérêts de classe. À ce sujet, il fournit des éléments pour les réponses à de nombreuses questions peu ou pas posées. Là résident les inattendus de l'exposé.

Car malgré les apparences Nicholls n'est pas positiviste. Au contraire. Il utilise l'approche clientéliste non comme une fin mais en tant que moyen pour montrer comment le colorisme s'articule aux intérêts des classes dominantes formant un réseau répondant aux normes du système productif hérité de la colonie. Ainsi, il rejoint les travaux de Sklar, Mafeje et Flynn[17] sur l'explication de la problématique marxiste aux sociétés africaines où existe un pluralisme culturel. L'expérience haïtienne étant la plus longue qui soit offre un plus grand éventail d'éléments pour cerner la dynamique des rapports politiques entre classes et

fractions de classe dans un espace ethno-culturel hétérogène.

Nicholls étudie dans le détail les discours de légitimation coloriste alimentant les antagonismes sociaux en Haïti. D'abord le mulâtrisme. Deux grandes périodes correspondant à deux grands mouvements de l'oligarchie mulâtriste sont identifiées. Ces deux grands moments de réactivation du mulâtrisme ont lieu respectivement dans la période qui va de l'indépendance au régime de Boyer et dans celle qui va de l'occupation américaine au gouvernement de Lescot. Dans les deux cas, la motivation demeure la limitation de l'émancipation des noirs et de leur rentrée dans la conduite des affaires publiques. Ces mouvements de réaction mulâtriste constituent des mécanismes de défense de la minorité possédante face aux tentatives de recomposition sociale provoquées par la percée dans l'arène de nouveaux venus. Dans ce cadre, la version mulâtriste de l'idéologie de couleur vient légitimer le monopole des erres, du commerce extérieur et des postes dirigeants de l'administration publique. Cet accaparement se fait à travers la « compétence » qui sert de mise en scène pour la revendication du droit à l'hégémonie de cette fraction de l'élite. La façon dont le mulâtrisme investit le réel haïtien a permis l'enrichissement de cette fraction de l'élite à travers la spéculation et les détournements de fonds qui sont les pratiques courantes des grands commis de l'état en Haïti. Bien avant la situation actuelle, des événements tels que le Procès de la Consolidation [18] sous le gouvernement de Nord Alexis donnent la preuve la plus éloquente de la façon dont les finances de l'État sont détournées pour créer des fortunes personnelles.

Dans le même temps, la version mulâtriste de l'idéologie de couleur monopolise une capacité de propagande pour noyer sous l'étiquette noiriste/bouffeur de mulâtres les idéologies de l'égalité de la différence. C'est-à-dire tous ceux qui prônent une politique de promotion des masses noires. Thèse populiste ou révolutionnaire. Dans les deux cas, il y a refus de l'idéologie mulâtriste de laisser se développer ces initiatives. Toutefois la thèse populiste est moins dangeureuse dans la mesure qu'elle consacre l'instauration d'inégalités criardes à la base et permet en dernière analyse le renforcement des classes dominantes dans leur totalité.

La thèse révolutionnaire constitue le danger. Car elle sort de la démagogie rituelle des élites. Mais elle n'en est pas moins exempte de contradictions. Pas besoin de citations pour montrer la finesse et l'élégance qui prévalent dans les jugements de militants marxistes pour les régimes réactionnaires comme celui de Lescot. Ou encore les hésitations d'autres à condamner le duvaliérisme en 1958. Autant d'arguments pour préciser un point. L'idéologie de couleur ne change pas la nature de la question sociale en Haïti qui demeure le conflit entre nantis et démunis, exploiteurs et exploités. Mais elle en augmente l'intensité et de ce fait même de déroulement.

Le premier à le faire de manière systématique, Nicholls étudie le manifeste duvaliériste qu'est « *Le problème des classes à travers l'histoire d'Haïti* ». Texte paru en 1946-1947 dans différentes livraisons de « Chantiers », journal du Mouvement ouvrier paysan, du professeur et futur président de la république, M. Daniel Fignolé, sous les griffes de François Duvalier et Lorimer Denis. Texte significatif offrant une vision pseudo-cohérente de l'histoire nationale et la légitimation ex-ante au pouvoir de 1957. Car on y trouve les objectifs généraux des actions qui devaient suivre. C'est l'application la plus avancée du système archaïque de jugement et de croyance fondé sur une interprétation vicieuse des luttes historico-sociales d'Haïti.

En effet, il y a matière à réflexion dans cette oeuvre qui est bien l'ébauche la plus audacieuse du mouvement noiriste. Dédié à « *Daniel Fignolé, symbole des aspirations et des traditions de toute une classe d'hommes* », le « problème des classes à travers l'Histoire d'Haïti » servira de document de base pour la formation des croisés noiristes chargés de former les sectes qui assureront la croissance de ces idéaux. Le subterfuge : camper Salomon et certains gouvernements noirs comme les nationalistes par excellence et présenter Petion, Boyer, et généralement les gouvernements mulâtres comme des vendeurs de patrie, des anti-nationaux, etc. Telles sont les croyances véhiculées pr le noirisme dont la vision tente de combattre les préjugés mulâtristes qui veulent que les noirs soient idiots, incompétents bref, inférieurs et donc incapables de gouverner ou de diriger... le pays.

Pareille concoction ne peut être cohérente et réussir du premier coup à la création d'une bonne légende noiriste. Pour éliminer les effets inhibiteurs sur les noirs de l'idéologie mulâtriste nous dit-on. Continuation du travail de « revalorisation » du noir amorcé par Price-Mars et l'école de la négritude. Contre la misère psychologique semée par les travaux des Beaubrun Ardouin, François Dalencour, Joseph Saint-Rémy et les pratiques inaugurées par les Jean-Pierre Boyer, Louis Borno, Élie Lescot, etc. Donc, création d'un contre-mythe fonctionnant sur un registre particulier où les agents, enjeux et moyens sont disposés de manière à satisfaire le projet de motivation des acteurs noirs.

Tout un travail restait à faire pour arriver à la version stratégique dont le duvaliérisme est la cristallisation. Plusieurs penseurs ont apporté leur pierre à cette tache de remaniement et de modification du noirisme. On mentionnera les plus importants d'entre eux pour souligner le poids de la menace que cette idéologie fait peser dans l'intelligentsia. René Piquion, Émile St-Lot, Henock Trouillot [19], Mesmin Gabriel Edner Brutus, Rony Durand, etc. sont les disciples les plus avisés qui se sont évertués à compléter en politique, histoire, philosophie et littérature les opinions (délires ou observations ?) de Lorimer Denis et François Duvalier émises dans ce texte et ailleurs...

Écoutons l'un d'entre eux expliquer ce qu'a été le mouvement de 1946. Et là nous ne pouvons que céder à l'envie de la reproduction intégrale. Pour que puisse être suivi clairement la force de conviction animant le projet noiriste. Ainsi pour Rony Durand : « *La révolution démocratique haïtienne commença le 7 janvier 1946. Le gouvernement Estimé donna corps aux revendications de la révolution. Elle posait la formation d'une nouvelle classe de riches, d'une nouvelle bourgeoisie, la bourgeoisie « noire » dont les intérêts économiques et politiques heurtent l'ambition effrénée de la bourgeoisie « mulâtre ». Même si on doit s'interdire toute analogie historique, il est instructif de rapprocher les taches posées par la révolution de 1946, de celles qu'accomplirent à la veille de l'indépendance nationale, les « nouveaux libres ». La guerre civile de 1799 qui traduit l'exacerbation des conflits entre les anciens libres et les nouveaux « parvenus » a trouvé écho le 25 mai 1957. Les temps ont changé mais l'opposition demeure la même* [20]. » On ne peut trouver meilleure description de l'émergence noiriste. D'ailleurs la force du propos ne laisse pas de place à l'humilité tant Durand se sait, se croit juste. La décision est arrêtée : le brasier du colorisme ne peut être éteint qu'à coups de bourgeois noirs dont il

dévoile les mécanismes de création : l'accumulation à partir de l'appropriation de la caisse publique. Et il déclare pour légitimer cette pratique dilapidatoire : « *La bourgeoisie « noire » a retourné contre la bourgeoisie « mulâtre » ses propres armes. Au demeurant, aucune bourgeoisie n'a les mains pures dans la formation du capital*[21]. » Ces tirades attestent de la façon dont les frustrations légitimes de la majorité de ceux qui ont vécu les temps forts de l'enfer de la ségrégation mulâtriste dans leur dignité et leur fierté conçoivent la question de l'avancement social en Haïti. Et c'est à cette étape qu'intervient une troisième composante : le marxisme. On verra comment le type de discours qu'introduit cette problématique en inversant les termes du problème pose les bases, mais seulement les bases, d'une solution durable. Et le fait que malgré les accrocs de départ de cette théorie dans sa confrontation avec le vécu haïtien, elle demeure pour l'idéologie de couleur dans ses deux versions un élément gênant. Encombrant. Intraitable.

Cette dernière approche étant matérialiste donne la prééminence à la base économique. De ce fait même, elle recommande la transformation des rapports de propriété et de production comme capital et peut-être même préalable à un changement des valeurs superstructurelles. Elle dénonce le rôle idéologique du préjugé de couleur qui sert de moyen d'occultation des problèmes matériels des masses. Mais tout en voulant saisir théoriquement le problème du colorisme, l'analyse et la pratique marxiste souffrent de cette déviation dogmatique et ultra-gauche, d'ailleurs critiquée par Engels, qui consiste à privilégier et même voir uniquement les rapports objectifs dans les luttes politiques. Cette sous-estimation des facteurs subjectifs individuels, n'a pas fini de faire des dégâts. De briser les structures objectives (matérielles) qu'on croyait imperméables à la force de la conscience. Le superdéterminisme vole en éclats. En Haïti, cette sous-estimation devient évidente dans le comportement des marxistes face aux coloristes.

L'introduction du marxisme en Haïti par deux mulâtres Jacques Roumain et Étienne Charlier n'a pas facilité les choses. Mais le chemin déjà parsemé d'embûches va devenir presque impraticable quand ces éminents marxistes ont eu à biaiser avec le mulâtrisme en composant avec le gouvernement Lescot. Déconcertant. Et aucun langage (de bois) ou érudition ne pourra justifier cette collaboration. Depuis lors la crédibilité doctrinale s'en est trouvée diminuée. Et le mythe noiriste à savoir que les mulâtres se caractérisent par la bassesse, le manque de caractère et même la traîtrise, depuis l'époque coloniale, renforcé. Et les dés étaient jetés pour le schisme qui d'ailleurs eut lieu au sein même de l'organisation communiste en Haïti en 1946. D'autant plus que le noirisme veille et ne tergiverse pas pour donner les coups de boutoir qu'il faut pour revendiquer ou garder l'hégémonie dans la société. La dimension des arguments noiristes sera saisie à travers un texte peu connu de Roger Lafontant, actuel chef de la police politique du pouvoir duvaliériste, ex-ministre de l'Intérieur et ex-consul d'Haïti à Montréal et à New-York. Donc un militant noiriste et duvaliériste de poids. Texte révélateur, cri d'allégeance écrit sur le vif de la transition jean-claudiste. Pour Lafontant, parlant de François Duvalier,

> *L'historien et le sociologue savaient bien que dès l'aube de notre Indépendance, la réaction habile a toujours assauté le pouvoir sous le masque du libéralisme, hier, et du marxisme, aujourd'hui. C'est au nom d'un prétendu libéralisme que l'ignoble attentat du Pont-Rouge fut commis. C'est en son nom également que fut entreprise la Révolution de 1843 dont le résultat positif fut de permettre à Rivière HÉRARD et à ses jeunes turcs de continuer les régimes despotiques, obscurantistes et négrophobes de PETION et BOYER. Ce BOYER, assassin du noir DARFOUR qui avait osé plaider la Cause des masses noires, bafouées et exploitées.*
>
> *Il sera toujours étrange de voir des fils et des petits-fils de bourgeois réactionnaires, rapaces, sanguinaires et négrophobes, élevés et nourris dans le culte de leur supériorité sociale et épidermique, habitués dès leur enfance à considérer les humbles et les noirs — même les Héros de l'Indépendance — comme de vulgaires assassins et d'ignobles voleurs, se muer brusquement pour les besoins de leur cause, à l'instar l'Ogé et de Chavannes naguère, en sauveurs désintéressés et en messies des masses haïtiennes.*
>
> *Les mêmes masses qu'ils ont toujours écrasées de leur mépris et qu'ils ont séculairement opprimées et exploitées à cause de leur « laideur » et de leur « sauvagerie » et qu'ils n'ont jamais désignées autrement dans leur cénacles que coiffées de l'étiquette de « zoulous » et « têtes-gris-dap ».*
>
> *Ces beaux communistes auront toujours l'habileté d'entraîner dans leur sillage quelques fils du Peuple pervertis par une prétendue culture scientifique mal ingurgitée et béatement honorés d'être traités de « camarades par des gens dont tout les avait jusqu'ici séparés et en face de qui ils sont anéantis de complexe. Ils s'enivrent de s'entendre appeler par leur prénon par les... très distinguées compagnes de leurs... camarades occasionnels. Ils ne se doutent même pas que ces amitiés intéressées, ces camaraderies accidentelles n'ont pu naître qu'à la faveur des circonstances de nivellement qui prévalent sur la terre d'exil ou dans les Centres étrangers d'études. Ils ne se doutent pas qu'elles se volatiseront rapidement au souffle délétère des nombreux préjugés et des multiples compartimentages dont Haïti a toujours été paradoxalement la terre l'élection. Les familles bourgeoises d'où sont sortis nos nouveaux marxistes, n'accueilleront jamais nos camarades fils du peuple. Ceux-ci n'échapperont point à leur sort de nouveaux suisses de n os modernes affranchis. Marxistes d'occasion, enragés d'avoir reçu de l'HISTOIRE, et pour de bon, un « panzou » de leur privilèges de minorité oppressive et dominante, ils voudraient comme responsables d'une direction communiste, reprendre ces privilèges qu'ils ne pourraient exercer qu'au profit exclusif de leur classe, car ils sont tous alliés ou parents et sont indestructiblement solidaires comme toutes les minorités*[22].

Pour Roger Lafontant, il est clair, le marxisme appartient au même réseau de pouvoirs dont se sert le mulâtrisme pour revendiquer le contrôle social et hégémonique. Du fait même que l'absolutisme et l'exclusivisme y siègent. Ultime représentation du Logos grec face à l'animisme africain. Ce qui ne concorde pas du tout avec le savoir et la tradition imprégnant l'école des Griots. Et si c'est avec raison que Lafontant ou Grégoire Eugène s'élèvent contre l'oppression et les ruses dominatrices et sournoises de l'idéologie

mulâtriste, c'est à tort qu'ils identifient le mulâtrisme sous les formes de progrès et de mieux-être charrié par l'idéologie marxiste.

À ce niveau, ce qui semble en question est le rôle de direction que réclame le mulâtrisme. En tout. De la réaction à la révolution. À droite comme à gauche. Comme si c'était une loi providentielle. L'arrogance et/ou la condescendance ne font que changer de camp. Au point que militants et à plus forte raison profanes se demandent parfois si les camps ont vraiment changé. Des choses qui sont encore courantes dans certains cercles malgré le tokenisme et ce qu'en Haïti on nomme les « Yayou » ou « congo ». Référence est faite au commandant noir Yayou qui prit part à l'assassinat de Dessalines en 1806. Sans tomber dans la provocation, jusque dans la période actuelle le mouvement révolutionnaire haïtien a encore à sortir de ce guêpier.

Car les intellectuels marxistes noir quelle que soit leur origine de classe (bourgeoise, classe moyenne, etc.) refusent d'être bornés à être les robots de l'intelligentsia mulâtre même marxiste. Et peut-être qu'un jour nous comprendrons l'origine de bien des césures quand ceux qui ont vécu « le vent de 1946 » se mettront à parler. De leur connaissance et expérience de ces parcelles de la réalité qui par leur résonnance excluent le fanatisme. Pour expliquer leur puissance individuelle de refus de laisser leur intelligence cautionner les réflexes de caste qui parfois remontent à la surface malgré le poids du rêve égalitaire. Et là, il faut adresser un compliment à Nicholls en ce sens qu'il nous incite à réfléchir là-dessus.

* * *

D'une certaine manière, Nicholls montre la nécessité pour les fractions des classes dominantes d'enterrer la hache de guerre. Pour pouvoir enfin se pencher sur les problèmes de croissance et de développement du pays. Il projette un nouvel éclairage sur la faillite nationale. Il fait un constat. La question de couleur est au coeur de toutes les tentatives d'aliénation de l'indépendance. De Pétion, Boyer et Geffrard à Dartiguenave en passant par Salnave et Salomon. La continuité du corps social est sans cesse compromise par l'incapacité des « élites » de l'élever au-dessus de leurs intérêts particuliers.

Au fait les classes dominantes haïtiennes, tout en ayant les mêmes objectifs (écarter les masses paysannes de la direction des affaires de l'État) ont manifesté durant le 19e siècle des options différentes sur l'organisation des institutions d'État. D'un côté les thèses dites libérales qui voyaient dans le laisser-faire le moteur du progrès de la société. De l'autre les thèses dites étatistes prônant le dirigisme comme moyen d'assurer à la nation vitalité et croissance. Des positions différentes qui se traduisent par des approches opposées sur l'origine et la responsabilité des pouvoirs. Séparation des instances. Légitimité de l'autonomie du législatif par rapport à l'exécutif. Autant de questions arbitrées par le colorisme.

La nation haïtienne s'en est ressentie de ces luttes de fractions, du fait même que le commandement politique nécessaire à l'action collective n'a jamais pu concilier les aspirations et ambitions des différentes composantes. En maintes fois, les deux fractions ont préféré pour garder le pouvoir et l'autorité négocier patriotisme et civisme. Cette lutte souvent sanglante au sein des classes dominantes ne permet pas l'élaboration d'un projet national. L'absence de consensus au niveau des classes dominantes contribue à installer la société dans l'équilibre catastrophique. Situation intolérable aux limites de la décomposition. Et à l'origine de tant de massacres.

En effet, les luttes politiques haïtiennes sont tributaires de manière significative de l'interprétation du conflit anciens libres/nouveaux libres en tant qu'un conflit mulâtres/noirs. Et c'est aussi ce qui explique ce perpétuel retour à la période de l'indépendance chez nos historiens. Hormis la valeur de cette période pour son contenu d'éducation en matière insurrectionnelle, la hantise qu'elle suscite trouve l'explication la plus achevée dans le fait qu'Haïti en 1980 ne s'est pas encore totalement remis du conflit/alliance des catégories et classes sociales qui sont à la base de notre formation sociale. C'est donc de ce lieu (les luttes de fraction qui ont suivit l'indépendance) qu'il faut partir pour suivre le déclin engendré par la compétition anarchique de ces fractions sociales jusqu'à la maturation de la décadence avec le pouvoir duvaliériste. C'est ce que Rosalvo Bobo avait compris quand en 1904, il refusait le bluff de la célébration du Centenaire de l'Indépendance et prônait plutôt l'organisation d'un « centenaire de deuil, jour d'expiation pour l'oppression du bétail haïtien par des aristocrates sans conscience [23] ».

En effet, après l'indépendance s'est développée à grande échelle une politique clientéliste. L'attitude des anciens libres a été de protéger leurs intérêts, de faire les concessions nécessaires à cet effet, d'opérer les replis stratégiques exigés par la conjoncture pour s'assurer le maintien de leurs privilèges et pouvoirs. Le plus important étant le pouvoir de décision des grandes options nationales. En tant que groupe arbhorant les caractéristiques d'une minorité nationale, les anciens libres se sont évertués à prendre tous les moyens nécessaires pour maintenir leur position sociale. Ainsi s'expliquent les retrouvailles inespérées qui balayent les idéologies dans la pratique des membres de cette catégorie sociale. Bien sûr avec les exceptions que l'on sait.

Quant aux nouveaux libres, la classe formée des couches dominantes de cette catégorie mène depuis lors une lutte désespérée pour le contrôle de la direction des affaires nationales. Véritable bataille rangée dans laquelle les masses paysannes ont fait les frais. Situation d'instabilité que les expériences estiméenne et duvaliérienne n'ont pas pu changer de manière significative. Puisque selon Rony Durand « les nouveaux riches de 45 et de 57 n'investissent pas dans les entreprises nationales » et que « la bourgeoisie « mulâtre » domine (encore) la sphère économique [24] ». D'après ce regard contemporain, les raisons de ce bilan d'échec seraient que les règles de l'alliance de classe entre les fractions dominantes nourissent une dichotomie entre politique et économie à respecter. Pour échapper à la guerre civile. Durand fait la synthèse du piège inhérant dans ce qu'il appelle la situation de « double pouvoir » existant en Haïti depuis 46 en ces termes :

> « *Soyez riches, mais ne soyez pas capitaliste, clame l'ancienne bourgeoisie à l'adresse des nouveaux riches! Enrichissez-vous! Enrichissez-vous! nouveaux bourgeois! mais de grâce n'investissez pas, sinon vous violez la loi que vous impose l'ancienne bourgeoisie!* [25] »

Curieuse alliance. Jeu de dupes après le bluff de Salomon et l'échec d'Estimé. Signes de perspecacité et de témérité dans une voie de garage. L'aboutissement est la présidence à vie héréditaire. Monopole du politique par la « bourgeoisie noire ». Prix à payer par la « bourgeoisie mulâtre » pour tenter de différer l'inévitable : l'irruption des bossades [26] sur la scène politique

et économique avec leur cahier de revendication propre. Quelque chose qui explique la lutte acharnée du noirisme contre le marxisme.

Ici, le moindre flair appliqué à la simulation du futur ne peut que faire venir à l'esprit l'imminence d'une carastrophe et donc la nécessité d'une mise en garde. Car au moment de faire les décomptes, ne risque-t-on pas, à moins d'une solution franchement révolutionnaire sortant de la logique de nos vendetta, de retrouver l'idéologie de couleur avec une force d'attraction plus puissante que jamais expliquant le désastre par l'incapacité des noirs démontré par trois ou quatre décades de faillite du pouvoir noir.

Et après tout le jean-claudisme, n'est-ce pas la fin du noirisme, d'un cerain noirisme? Son constat d'échec? Quelle est, quelle peut-être la réalité du noirisme et de son bluff nationaliste dans une économie assistée où les masses paysannes sont obligées de fuir pour survivre aux razzia du pouvoir?

* * *

L'angle de lecture de la formation sociale haïtienne que choisit Nicholls i.e. la mesure de l'emprise de l'idéologie de couleur sur la politique et la société souffre de certaines absences. Le parcours qu'il suit ne passe pas dans certains lieux et sur certains problèmes qui n'en sont pas moins importants pour suivre la morphologie de l'idéologie de couleur dans les luttes politiques. Ou du moins son itinéraire ne permet que de courtes poses dans des endroits cruciaux. Signalons donc l'équivoque de Salnave, mulâtre du nord abandonné par ses frères de l'ouest et du sud; à ce sujet quelle est la profondeur du clivage entre les mulâtres de ces régions pendant le 19e siècle?

Quelles sont les motivations réelles et secrètes derrière le Procès de la Consolidation sous le gouvernement de Nord Alexis? N'oublions pas que ce dernier est considéré par les noiristes comme pouvoir de doublure? De même que le pouvoir d'Hyppolite. Or on sait comment celui-ci orchestra une levée de boucliers contre des membres représentatifs de la bourgeoisie mulâtre tels que Dejoie, Riboul, Roux, Rivière, Rigaud, Lilavois[27]. Ces derniers devaient gagner le consulat français et se déclarer français reçevant par ainsi la protection de Mr. Victor Huttinot, consul français en Haïti. Ce qui ne manqua pas de provoquer de vives protestations de la part d'Hyppolite qui dénonça le stratagème utilisé par ces asilés pour fuir la justice de son pouvoir. Bien sûr tous ces gens étaient nés en Haïti et n'avaient jamais laissé le pays. Enfin au cours de cette fin du 19e siècle, qu'advint-il du préjugé de couleur dans le nord spécialement à partir du moment que l'espace national est organisé suivant le mode de ce que Georges Anglade nomme « la structure dominante centralisée[28] ».

Au 20e siècle, il serait intéressant de suivre la filiation de Charlemagne Peralte, ex-partisan de Rosalvo Bobo luimême disciple d'Anténor Firmin en rapport avec la façon dont la bourgeoisie de Port-au-Prince ne donna nul appui à son mouvement armé. Puis il faudrait jeter un nouveau regard sur les contradictions qui ont fait la grandeur et la décadence du cartel nationaliste en 1928-1930. Dans le même ordre d'idées dévoiler la conspiration qui a abouti à l'élimination de Joseph Jolibois Fils. Également approcher l'étude du colorisme, dans le nord, en écartant les hypothèses qui aveuglent. Et maintiennent, en sourdine, cette idéologie. Identifier la dispersion et les nouvelles déchirures provoquées par l'occupation américaine. Briser la clôture du particularisme nordiste et révéler ce que la mythologie esquive. En prenant appui sur les pratiques de cette oligarchie (collusion avec la bourgeoisie mulâtre de l'ouest et du sud) dans sa marche historique dont on ne suit plus que les pointillés depuis 1915. Expliquer la percée des contradictions de couleur aux élections législatives et sénatoriales de 1930. Malgré la prédominance des intérêts matériels communs à ces fractions dominantes. D'un côté les mulâtristes avec Charles Zamor, Felesmin Étienne, Villehardouin Leconte, Émile St-Clair. De l'autre, les noiristes avec Jean Price-mars, Louis Surin Zephirin, J. Adhemar Auguste. Reconnaître au passage parmi ces hommes les paradoxes que sont les anciens chefs cacos proaméricains. Donc jeter un autre regard, un regard neuf sur certains cloisonnements à l'intérieur du mouvement « paysan »caco. Ce qui reviendrait à étudier, cette fois sérieusement, les limites de ce mouvement, qui tout en étant une citadelle, n'avait pas les caractéristiques d'une solide forteresse Puisque les initiatives individuelles qui maintenaient cette construction ne visaient pas fondamentalement la solution des nouveaux problèmes que la société confrontait. Problèmes de reproduction et de production. Autant de choses qui peuvent être déplaisantes, insupportables même pour ceux qui, refusant le vécu, restent aux intentions, si nobles qu'elles soient. C'est oublier que l'enfer est bien rempli de ces murmures.

Enfin, il importe de continuer la radiographie de ces « trente ans de pouvoir noir ». Déterminer les actions concrètes entreprises par le pouvoir de Dumarsais Estimé pour la promotion de cette bourgeoisie noire tant rêvée. Dans ce cadre précis, voir comment la mise sous contrôle de l'imaginaire[29] et la satanisation du vaudou parcitipent de la volonté des noiristes de se rallier les masses populaires et sert à des fins d'intimidation dans la guerre psychologique qui oppose les fractions dominantes.

Approfondir l'étude du mulâtrisme et de ses canaux de fonctionnement. Comprendre comment de farouches défenseurs de la race noire comme Hannibal Price qui eut à écrire « *De la réhabilitation de la race noire par la république d'Haïti* » peuvent en même temps une fois en confiance déclamer leur haine pour les noirs. Fustigeant le mulâtre Frédéric Marcelin pour sa collaboration avec le gouvernement du noir Salomon, il déclare : « Comme moi, en tant que mulâtre, je suis sûr que vous avez horreur des noirs[30]. » Suivre comment les ondes de cette crise d'identité se répercutent.

Également souligner l'intensité des luttes entre le colorisme, version noiriste et le marxisme en Haïti de 1930 à 1946 et la victoire du colorisme qui gagne non seulement l'appareil d'État mais également la pensée marxiste et l'histoire du mouvement démocratique en Haïti depuis les années 50. Voir à ce sujet le silence des idéologues de l'ex PSP et l'hégémonie de la pensée de Jacques Stephen Alexis et de son parti, le Parti d'entente populaire.

Finir en étudiant les thèses des nouveaux idéologues du noirisme dont Rony Durand, Roger Lafontant, etc., puis les possibilités de nouveaux pogromes et massacres comme celui de Jérémie en 1964[31] et faire le point sur l'état réel du dialogue des « élites ». Pourquoi le maintien des tontonmacoutes et de la terreur si le mulâtrisme est vraiment vaincu? Serait-ce parce qu'il n'y a jamais eu de capitulation économique?

De nombreuses questions à débattre en ayant à l'esprit le ralliement de la bourgeoisie mulâtre contre Salnave d'abord puis autour de Nord Alexis contre Firmin au 19e siècle. Et là peut-être la conclusion qui s'impose est que l'actuel support massif de la bourgeoisie traditionnelle au pouvoir de 1957

relève de cet instinct de conservation qui sévit dans des milieux habitués à l'alternance. Solidarité de classe qui vient au devant de la scène quand les protagonistes de couleur, pour ne pas prendre les risques de voir leur butin confisqué, acceptent l'accomodement et ne posent pas la nécessité d'une redistribution des places dans l'appareil du pouvoir et la hiérarchie décisionnelle.

Conclusion

Lire Nicholls, c'est apprendre quelque chose de ce qui est en passe d'être perdu tant il y a d'obstacles blocant les surfaces de la vérité. C'est faire une redescente du fil de notre histoire pour trouver dans le brouillage et le bruit du quotidien, les transmissions, répétitions et filiations d'un (dés)ordre dont 1804 n'a pas démantelé les racines. Au contraire, elles ont poussé. Ordre colonial chargé d'inhibitions, de normes intériorisées et de chaînes d'obstacles intérieurs. Tel est l'aveu discret qui ressort du travail d'écoute et de criblage de l'auteur. Quelque chose d'inavouable pour bien des écritures et des discours. Épreuve toutefois indispensable si on veut déboucher sur autre chose de valable. Pour Haïti.

Nicholls a mis du temps pour penser la question de couleur. Pour identifier d'un côté les bases objectives de l'élitisme mulâtriste, de l'autre celles du populisme noiriste et enfin les effets de ce « mélange d'explosions légitimes et de mystifications [32] » charrié par ces idéologies sur le corpus social. Il y est arrivé par un regard lucide, non pamphlétaire s'attachant à expliquer le présent à partir du passé. D'un passé qui continue dans le présent. Et dont on ne peut prévoir avec certitude l'échéance.

Projet audacieux conduit avec une rigueur de maître. Reconstituer les raisons d'un échec tout en réglant les comptes à ceux qui (sans le savoir parfois) adoptent la vision binaire des choses. Le bien et le mal. Noiriste et mulâtriste. Féodaux/Compradores et bourgeoisie nationale. Après que Labelle ait montré à l'insuffisance la force actuelle des séquelles idéologiques de la colonisation dans le milieu, Nicholls en fait le bilan en rapport avec les luttes sociales et politiques. Sans malaise, désarroi ni désespoir. Nouveau discours scientifique présentant l'envers et l'endroit du tableau. Pour servir sans asservir.

Aussi ne trouve-t-on pas de suggestions et prescriptions pour sortir de l'impasse. Pareil souci d'indiquer de nouvelles manières de faire est laissé et revient aux Haïtiens dans un monde dominé par l'idéologie nationaliste. Après ce trajet avec Nicholls on ne peut être ni optimiste, ni résigné. La vue est plus claire qu'avant et devrait permettre d'écarter l'inscription de nouvelles utopies meurtrières dans les fissures qui se dessinent. D'autant plus qu'on peut prendre l'actuelle mesure de la ténacité de l'idéologie de couleur par/dans la démesure du langage politique : l'indécence de ce qui se circonscrit derrière le vocable « extrême-droite ». Signes précurseurs de déchirants affrontements ?

C'est donc tout cela qui fonde l'opportunité de notre démarche qui est de lever l'indifférence qui plane sur une recherche comme celle de Nicholls. La mise en place de l'alternative doit en tenir compte et poursuivre la réflexion. Pour construire une société humaine et progressiste en haïti. En précisant orientations et directions allant à l'encontre des options du statu quo. Et enfin cette fois empêcher que des intérêts contradictoires aient le même discours idéologique.

13 Les travaux de Nicholls ont été publié dans « Race », « Annales », « Goverment and Opposition », « Revue d'Histoire moderne et contemporaine », « Journal of Interamerican Studies », « Revue canadienne de Sciences politiques », etc.

14 Karl Popper, « The Logic of the Social Sciences », dans *Theodor Adorno, The Positivist dispute in German sociology*, Harper and Row, New-York, 1976.

15 Il faut n oter ici, malgré les réserves qu'on peut avoir, le travail séminal de Leslie Manigat intitulé « Le délicat problème de la critique historique », publié dans la *Revue de la Société haïtienne d'histoire, de géographie et de géologie*, vol 25 et 26, n° 95 et 96, P-au-P, Haïti, octobre 1954 et janvier 1955. Il ne faut pas hésiter à reconnaître l'évidence. D'autant plus que dans ce cas, l'évolution de la pensée de l'auteur, son accexion au noirisme et ses tentatives de rupture ne sont pas visées. Cet enregistrement sera fait ailleurs.

16 Voir Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales, Tome II*, Maspero, Paris, 1971.

17 Richard Sklar, « Political Science and National Integration - a Radical Approach » *The Journal of Modern African Studies*, Vol 5, n° 1, 1976; Archie Mefaje, « The Ideology of « Tribalism » », *ibid*, vol 9 n° 2, 1971 ; Peter Flynn, « Class, clientelism and coercion : some mechanisms of internalk dependency and control », *Journal of Commonwealth and Comparative Politics*, vol 12, n° 2, 1974. On pourra aussi consulter l'excellent travail d'Ernesto laclau intitulé *Politics and Ideology in Marxist Theory*, London, 1977.

18 Voir le *Procès de la Consolidation*, réédité aux Éditions Fardin, P-au-P, 1979.

19 Voir Émile St-Lot et Henoch Trouillot in *Revue de la société haïtienne d'histoire, de géographie et de géologie*, ibid, pp 5-18 et 69-76.

20 Rony Durand, *Regards sur la croissance économique d'Haïti, Tome I*, pp. 115-116.

21 *ibid*, page 117.

22 Roger Lafontant, « François Duvalier, homme de classe » in*Consultat général d'Haïti à New-York*, Bulletin n° 11, 1er mai 1972.

23 Roger Gaillard, *Les blancs débarquent, 1914-1915 : les cent jours de Rosalvo Bobo*, Port-au-Prince, 1973, pp. 174—175.

24 Rony Durand, *Penser le développement*, Éditions Fardin, P-au-P, février 1979, p 194.

25 *Ibid*, page 195.

26 Jean Casimir, *Ideological determinants of the present class structure in Haïti*, inédit, Port of Spain, 1977.

27 Frederick Gouglass, *A black diplomat in Haïti*, Vol II, Salisbury, N.C., 1973, page 21.

28 Georges Anglade, *Le risque et la chance*, UQAM, mai 1978.

29 Laennec Hurbon, *Culture et dictature en Haïti. L'imaginaire sous contrôle*, L'Harmattan, Paris, 1979.

30 Cité in Nicholls, *op. cit.*, page 110.

31 Voir Albert Chassag,e *Bain de sang en Haïti*, mai 1977.

32 Jean-Claude Charles, *Le corps noir*, Hachette, avril 1980, Paris, page 190.

Dessin

- Standard I.Q. Test :
  Trouvez les bonnes réponses et

POURQUOI RIT COMPÈ FILO?



A) IL PENSE A SA PROCHAINE EMISSION DE RADIO

B) IL VIENT DE SORTIR DE PRISON.

C) IL VIENT DE LIRE UN TEXTE DE LOI.

D) IL PENSE A CE QUI SE PASSERAIT SI TOUT LE MONDE RENTRAIT DANS LA MILICE.....

CE DINOSAURE PLEURE....



A) LUI AUSSI PENSE A CE QUI POURRAIT ARRIVER...

B) IL PLEURE LE CHAT D'IRAN.

C) IL N'AIME PAS LE SOMOZA BAR-B-Q

D) IL EST EN TRAIN D'EXPLIQUER LA REVOLUTION ECONOMIQUE A LA PRESSE INTERNATIONALE

QUE FAIT CHOUPÈT?

A) ELLE SE DÉGUISE EN COKTAIL-MOLOTOV.

B) ELLE PROTESTE CONTRE LA CENSURE.

C) ELLE AIME MARCUS QUI NE VEUT RIEN SAVOIR

D) ELLE MONTRE À ANITA CE QU'IL FAUT FAIRE AUX POTO-MITANS DU PÉRISTILE PINTADE.

TI JEAN EST EN TRAIN DE....



A) DEJEUNER.

B) SE FAIRE LAVER LE CERVEAU GRATUITEMENT.

C) DISCUTER DE SES PROBLÈMES AVEC UN AMI DE JÉSUS.

D) SE FAIRE VACCINER LE CERVEAU AU CAS OU LA CENSURE Y MET LE NEZ....

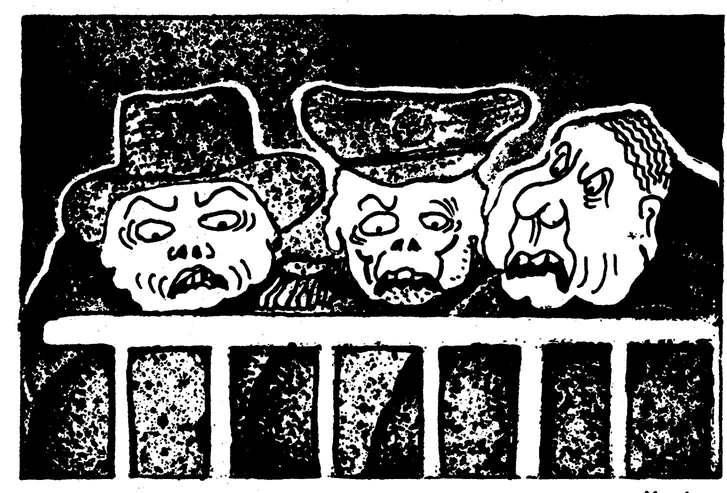
... vous saurez si vous êtes normal... Diablarélé

L'EUTHANAZIE C'EST....



a) UNE FACON DE DECORER LES MURS.
b) UN ETAT NAZI SOUS LES TROPIQUES.
c) LE DROIT D'OCCIR SON PROCHAIN.
d)... UNE FOLIE FURIEUSE ET AVEUGLE À LAQUELLE ON DOIT METTRE FIN.

NUREMBERG C'EST...



A) UN PROCÈS A REFAIRE... EN HAÏTI.
B) C'EST UNE VILLE D'ALLEMAGNE.
C) UNE MARQUE DE BIÈRE.
D) L'ENDROIT OÙ ONT ÉTÉ JUGÉS LES GRANDS TORTIONNAIRES NAZIS.....

UN SOLDAT PATRIOTE..



A) NE TIRE PAS SUR SES FRÈRES.
B) NE PREND PAS DE VACCANCES À MIAMI.
C)... EST DU COTÉ DU PEUPLE.
D)... A TOUT À GAGNER ET VRAIMENT TRÈS PEU À PERDRE....

Pour trouver les bonnes réponses... tournez cette page tête en bas....

DÉ KI LAKIÈL DÉ "BONNES RÉPONSES". C'EST EN FORGEANT QU'ON DEVIENT FORGERON. IMPLIQUEZ VOUS.... ÇA IRA MIEUX......

• De la difficulté d'être Haïtien

Anthony Phelps

« *Ah! Monsieur, vous ne pouvez pas savoir comme j'ai honte de dire que je suis Haïtien, au client québécois qui me demande de quel pays je viens* » (Réflexion d'un chauffeur de taxi Haïtien de Montréal).

Ainsi donc encore une fois : la gifle. Et encore une fois il nous est impossible de venger l'offense!

Ah! de quelle malédiction devrions-nous donc être comptables? Depuis que François Duvalier nous a inscrits en négatif sur la scène internationale, nous Haïtiens de l'exil expérimentons continuellement cette difficulté d'être Haïtiens hors du pays natal.

Le descendant de Marti, de Bolivar, de Miranda, au lieu de me donner l'abrazo, pour mon seul titre d'Haïtien, me lance à la face : « Eres haitiano? Papa Doc! » Quel besoin a-t-il de m'assimiler à ce Commandeur nègre!

Car, curieusement, François Duvalier qui n'a cessé de se réclamer à cors et à cris des Pères de la Patrie haïtienne s'est montré en fin de compte, le pire ennemi des Toussaint, Dessalines, Pétion, Christophe. Il n'a fait que se mettre au service de ses maîtres-blancs. En dépit de sa parole noiriste, François Duvalier n'a été somme toute qu'un commandeur. Un commandeur nègre qui a flagellé allègrement son peuple, massacré ses compatriotes, au nom du Blanc pourvoyeur de dollars. Paradoxalement, ou en choc en retour, François Duvalier a fait de son fils et successeur le Roi des mendiant. Un mendiants qui demande la charité au nom de cinq millions de nègres incapables de mettre en valeur et de tirer profits de leurs 28 000km carrés. Un mendiant dont le compte dans les banques de Suisse et des États-Unis est loin d'être à sec. L'exemple venant d'en haut, n'est-il pas compréhensible que les plus pauvres sujets de ce Roi des mendiants, se lancent à la conquête de ces capitales blanches qui versent généreusement dans la sébile jean-claudiste subventions, aides et assistances. N'est-il pas normal que ces dizaines de milliers de sous-alimentés, de sous-éduqués, de sous-hommes, risquent leur vie sur de frêles esquifs, dans l'espoir de se rapprocher de ces pays coffre-forts — pays sous-développants — où le Roi des mendiants tire ses subsides, prélève ses actions, engraisse ses comptes en banque.

Avec un gouvernement dirigé par un mendiant ou un commandeur, n'est-il pas normal que les autres essaient de nous traiter, nous Haïtiens de l'exil, comme des êtres sans dignité?

Mobutu Sessé Seko a brutalement chassé les professeurs Haïtiens qui pendant plus de dix ans avaient mis leurs connaissances au service des congolais. Les coupeurs de canne Haïtiens sont traités comme des animaux en République dominicaine, alors que le Roi des mendiants touche un million et quart pour les envoyer de l'autre côté de la frontière. Les boat-people Haïtiens sont parqués comme des pestiférés aux États-Unis. Et le Roi des mendiants demande au président Carter d'en recevoir 50 mille par an! Les gendarmes Bahamiens matraquent allègrement les Haïtiens de **Cayo Lobos** et les expulsent.

Ici, je tiens à faire une parenthèse, pour saluer l'attitude généreuse, fraternelle des Québécoises et Québecois de toutes les couches sociales qui ont accepté chez eux la présence des Haïtiens, qui sont intervenus à la radio, à la télé, dans les journaux, par la voie de pétition, en faveur de milliers de mes compatriotes menacés d'expulsion du Canada.

Baignade, Bronzage, Baise et Bouffe

Mais ne voilà-il pas qu'en cette veille des fêtes de fin d'année, la France, entre toutes les nations dites civilisées, la France interdit l'entrée de son territoire aux Haïtiens en exil, à moins qu'ils ne fassent la preuve de leur HONORABILITÉ (Honorabilité duvaliériste?).

Et, dans le même temps, les Boeing 747 déversent en Haïti leur cargaison de vacanciers Français : petits commerçants, midinettes, secrétaires, gentils organisateurs, petits fonctionnaires, petits-blancs et blancs manants dont le seul visa, l'unique titre de voyage est cette « honorabilité » d'appartenir à l'Hexagone, à un pays qui appuie la politique du Roi des mendiants!

Ah! comme il est frustrant d'assister impuissant à manifestation de si grande insolence!

Comme il est douloureux aussi de voir que ce beau et grand pays de France — que nous avons appris à aimer et à respecter pour son ouverture d'esprit, pour sa générosité, son engagement chevaleresque aux côtés des opprimés — comme il nous est pénible de constater que cette France-là soit si bas tombée!

Mais qu'est-ce donc qui fait courir la France? qu'est-ce qui la pousse à soutenir son Nouveau Commandeur nègre! Haïti ne possède ni pétrole ni ne recèle de diamant, encore moins d'uranium. Mais nous avons du Soleil. Les quatre B. Baignade, Bronzage, Baise et Bouffe. Autrement dit le pays d'Haïti est une mine d'or pour le tourisme.

(Tourisme : fabrique de larbins par excellence. Selon mon dictionnaire personnel). Étant proche de l'Amérique du Sud, où vivent 300 millions d'êtres humains, Haïti est une rampe de lancement idéale pour la conquête des marchés latino-américain et caraïbéen. Face au géant étatsunien et dotée d'une main-d'oeuvre esclave, Haïti est le lieu rêvé d'où la France pourra, avec succès, concurrencer les États-Unis sur leur propre terrain, dans leur propre espace mercantile réservé.

Loin de moi l'idée de reprocher à la France ses investissements. Les financiers prennent leurs profits où ils les trouvent. Mais une telle absence de discrétion est pour le moins étonnante. La France nous avait habitués à plus de finesse. Paris ne pouvait-il pas — tout en conservant son image de marque — profiter de ces investissements massifs (plus de 20 millions en aide directe du gouvernement en 1981 et plus de 50 millions en investissements privés) pour exiger du Roi des mendiants une plus large libéralisation de son régime, un semblant plus concret de démocratisation, comme eut à le faire le président Carter des États-Unis ?

« La réforme des institutions doit se faire progressivement ! » répond monsieur Galley, ministre de la Coopération. Jolie parade ou pure galéjade ? Ou bien, manifestation du génie de cette langue française, langue de la diplomatie par excellence, qui permet d'affirmer, sans affirmer, de ne rien dire tout en le disant d'élégante manière ? Ainsi cette merveilleuse formule élyséenne, grâce à laquelle Paris a contenté et Ottawa et Québec : « Non ingérence, mais non indifférence ». Ce qui, dans la pratique, ne signifie absolument rien. Du vide. De l'air. Monsieur Galley pourtant, ne brassait pas du vent puisqu'il a eu le front de demander, publiquement, au peuple haïtien, « de renforcer la **ceinture d'acier** autour du gouvernement qui a fait le bon choix ». Gaffe ou simplement langage imagé ? Inutile maintenant de se questionner sur le type d'acier auquel monsieur Galley faisait référence, puisqu'il est devenu, entre-temps, ministre de la Défense. Puisque deux semaines après son départ d'Haïti, le Roi des mendiants, fort du cautionnement de Paris et, profitant de la vacance présidentielle à Washington, empoignait le fouet du Commandeur et brisait brutalement les reins à plusieurs centaines d'Haïtiens qui avaient eu l'audace de ne pas comprendre que « la réforme des institutions doit se faire progressivement ».

La revanche de la France

Cette collusion politique entre Paris et Port-au-Prince, était-elle nécessaire ? Indispensable ? Les actuels dirigeants français sont-ils devenus à ce point des invertébrés ? Le Roi des mendiants, le Commandeur aurait-il eu l'audace de mettre des conditions à la reprise en charge de St-Domingue par l'Élysée ?

J'imagine quand même difficilement le Roi des mendiants disant au représentant de la France : « J'accepte votre aide matérielle, je ferai la part belle à vos financiers, à condition que vous me souteniez politiquement sur la scène internationale ; que vous approuviez les dispositions que je vais prendre pour baillonner définitivement la presse indépendante ; à condition que vous portiez un coup sensible aux Haïtiens en exil, en leur interdisant l'entrée de l'Hexagone. »

Je vois vraiment très mal le jeune Commandeur nègre tenant pareil langage à son bailleur de fonds. Pourtant !...

Pourtant les Haïtiens de l'exil sont brutalement refoulés de Charles de Gaulle. On leur refuse un visa à Montréal, Amsterdam, New-York. Les consulats de France, s'appuyant sur l'illégitimité du Roi des mendiants, traitent de haut des Haïtiens de l'exil. Alors que les Français déferlent sur les plages du Club Méditerranée. Bronzage. Baignade. Baise et Bouffe. Sans visa. Sans papier. Ah ! le fameux : « Vos papiers, monsieur ! » du gendarme parisien. Paris plus policier que Madrid de Franco !

Pourtant, Paris accepte de prendre en charge la formation des tontons macoutes du Roi des mendiants.

Ah ! quelle revanche, après 177 ans, quelle revanche de reconquérir, financièrement, celle qui fut la pourvoyeuse des deux-tiers du budget de l'Empire ! Quelle revanche, pour la France, de redevenir maîtresse de Saint-Domingue et de pouvoir jouer enfin ce rôle qui lui a échappé en Amérique. Qui lui a échappé parce qu'elle avait brutalement abandonné à leur sort les Français du Canada ; parce qu'elle avait été chassée à coups de fusil de Saint-Domingue par les esclaves nègres ; parce qu'elle n'a jamais pu rien faire avec la Martinique, la Guadeloupe...

Ainsi donc, 177 ans après Vertières, la politique de « la terre brûlée » des Pères de la Patrie, est remplacée par celle du tapis rouge. La Citadelle du Roi Henri n'est plus qu'un relais touristique. Les touristes Français reconquièrent, à coups de francs convertibles, la Perle des Antilles. Et la boucle est bouclée.

Ainsi donc, peu avant la Nativité, en guise de cadeau de Noël empoisonné, la France, pays de la Liberté par excellence, refuse aux Haïtiens de l'exil le droit à la libre réunion des familles. C'est pourtant cette même France qui a signé l'Accord d'Helsinki, sur la libre circulation des hommes. Aux côtés de l'Union soviétique !

Il nous faut des Héros vivants

Ah ! mais de quelle malédiction devrions-nous donc être comptables ? Celle de notre Pietà Nègre : Défilé-la-Folle, avec la tête de l'Empereur Dessalines sous le bras ? Celle des trois mille paysannes de Marchaterre sauvagement assassinées par les marines étatsuniens de sinistre mémoire ? Celle des trente mille victimes du sanguinaire Léonidas, pour lesquelles notre gouvernement de l'époque a accepté les deniers de la trahison et de la honte, faisant en même temps semblant de n'avoir pas eu connaissance du défi lancé par Trujillo aux mains rouges, bouffeurs de nègres ?

Celle de Charlemagne Péralte, le Héros de la Résistance à l'Occupation étatsunienne, lâchement crucifié sur une porte au Cap Haïtien par les marines texans ?

Mais il n'existe aucune malédiction dont nous devrions être comptables. Personne n'a jeté d'anathème sur nous, sur notre Pays, sur notre race de nègres caraïbéens. Personne. Sinon nous-mêmes.

Nous sommes à nous-mêmes notre propre malédiction. Car nous avons jusqu'à présent accepté les mots de l'autre, la parole de l'autre ; ses affirmations. Nous avons cru et continuons à croire que la Terre d'Haïti appartient, par droit de vodou, par « ceinture d'acier » à la famille Duvalier. Nous avons reconnu l'imposteur.

Le jour où nous comprendrons que nous avons, nous aussi, droit de parole et d'existence sur notre Terre caraïbéenne ; le jour où nous comprendrons que nous sommes tous les maîtres et les Serviteurs de notre Terre d'Haïti ; le jour où nous nous unirons pour affronter l'usurpateur et l'écraser comme bête puante ; ce jour-là, et ce jour-là seulement, toutes les malédictions seront levées.

Il nous faut des Héros vivants et non des morts !

A.P.

Chronique

• « Bos » et métiers

Serge Larose

« Que l'on en soit convaincu, si ce peuple ne produit rien, c'est qu'il étouffe sous le manteau de plomb tendu sur lui : c'est qu'on le veut pauvre, ignorant, presqu'affamé, afin de le manier plus aisément.

...Haïti n'a pas d'ouvriers parce qu'elle n'a pas de consommateurs mais ce qu'elle s'applique à faire, elle le fait bien. On trouve ici des corroyeurs, des joalliers qui pourraient presque rivaliser avec ceux d'Europe. Des hommes isolés, sans outils, sans connaissances premières, font çà et là, dans quelques communes (à la Marmelade, Nord, Aux Cayes, Sud) des poteries tout-à-fait artistiques. Quiconque verra, comme on peut le voir dans les ports de l'ancienne Saint-Domingue, des nègres construire des canots, des barques, des goëlettes, restera certain que les Haïtiens peuvent atteindre à tout. »

Victor Schoelcher, *Colonies étrangères et Haïti*, (Paris 1843), réédition Désormeaux, Pointe-à-Pitre, 1973, page 327.

La place de l'artisan dans la formation sociale haïtienne a rarement fait l'objet d'une réflexion poussée. Peut-être du simple fait qu'elle témoigne aujourd'hui d'un échec évident. Les produits de l'artisanat national sont maintenant devenus des symboles de pauvreté, ce qu'on pourrait difficilement nier. Dans ces hiérarchies sociales que les objets ont pour fonction d'exprimer, la lampe Coleman surpasse la lampe à verre et celle-ci, la « gridap » ; le matelas Simmons est de loin perçu comme supérieur aux matelas de fabrication nationale et ces derniers à la paillasse. On pourrait multiplier les exemples.

Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi. Des hommes comme Schoelcher et Edmond Paul, au 19e siècle, voyaient dans l'artisanat un véritable marche-pied vers le développement. Il était certes plus clair à cette époque, la révolution industrielle aux États-Unis et en Europe en témoignait, que toute industrialisation reposait sur une intégration de l'artisanat paysan à la manufacture. Mais les conditions de cette jonction ne se sont jamais réalisées en Haïti et les appels de ces hommes sont demeurés vains. Toutes les lois commerciales et celles régissant l'agriculture, après l'indépendance, ne semblent avoir qu'une fonction : séparer scrupuleusement le commerce de l'agriculture, la ville de la campagne, les marchands des paysans. Par là, la couche compradore assurait sa mainmise sur l'économie nationale et, réduisant le paysan à l'autosubsistence, condamnait l'artisanat à la stagnation.

Parler de stagnation et d'échec ne doit pas cependant masquer l'importance de cet artisanat populaire qui dessert près de 80 % de la population haïtienne. L'univers des « Ti boss » (récholiés, ferblantiers...) témoigne d'une ingéniosité et d'une capacité innovatrice remarquables : il est mouvant et son histoire est toujours à faire. Que l'on pense au déclin relativement récent de la poterie devant l'utilisation croissante des boîtes de conserves dans la fabrication des godets, à la quasi-disparition des forgerons, à l'apparition des nouveaux métiers liés à l'automobile (« Caoutchouman ») et sur une période plus longue, dans les plaines sucrières, à la substitution de la traction animale par les moteurs à vapeur, puis diésel. Les petits artisans haïtiens ne forment pas un ensemble immuable, clos sur lui-même.

Cet univers est également structuré, articulé. Les petits artisans entretiennent des liens entre eux autant qu'avec les boutiquiers qui dans certains cas leur fournissent les matières premières. Le « Caoutchouman » accumule de vieux pneus qu'il vend au cordonnier qui en tirera des chaussures ; il vendra les jantes au récholiés. Les récholiés s'approvisionnent en tôle ondulée auprès des maisons d'Import-export.

C'est aussi un univers socialement nuancé. L'utilité des métiers de vanniers, de récholiés et de ferblantiers n'a d'égal que la pauvreté des gens qui les exercent ; ce ne sont pas des occupations valorisées, ni valorisantes. C'est ainsi qu'on ne parle pas de vannier mais plutôt de quelqu'un qui sait faire des paniers. Les occupations de forgeron et de charron sont par contre infiniment plus respectables en milieu paysan mais n'atteignent évidemment pas au prestige du tailleur et surtout de l'ébéniste qui appartiennent le plus souvent à la petite bourgeoisie urbaine.

La notion même de métier fait parfois problème en ce que les définitions populaires sous-jacentes ne semblent pas toujours coincider avec les définitions nord-américaines. On parlera du métier de houngan au même titre que celui d'ébéniste ou de tonnelier. Là où un Canadien aurait plutôt tendance à voir une sorte de prêtre populaire dont les fonctions sont difficilement assimilables à celles de l'artisan, le paysan insistera plutôt sur le caractère rémunéré d'une activité qui, comme les autres, repose sur un certain savoir technique permettant une manipulation d'un environnement où la coupure entre matériel et surnaturel ne se fait pas de la même façon.

L'idée d'une série d'articles sur les métiers nous est venue, à la suite de la présentation, à Montréal, d'une exposition d'artisanat populaire à l'organisation de laquelle nous avions modestement participé. Il était fascinant de voir l'intérêt que les objets exposés suscitaient chez les visiteurs ; ceux-ci apportaient spontanément des corrections aux catalogues préparés pour l'occasion ; ils amenaient des compléments d'information quant aux modes de fabrication des objets exposés ou leur répartition régionale. Nous avons alors pensé ressortir de nos filières, des notes que nous avions prises en Haïti même, sur les technologies traditionnelles, ceci afin d'alimenter une chronique dont le thème serait celui des petits boss et de leurs métiers.

Ces notes sont fragmentaires ; les différents métiers y sont inégalement représentés. Nous avons cru cependant que leur publication serait peut-être susceptible de soulever un débat, au moment même où, à tâtons, se pose en Haïti, et de façon de plus en plus pressante, le problème d'un choix de société à bâtir.

Nous aimerions que cette chronique puisse éventuellement devenir le point de départ d'une réflexion, le lieu d'un débat et d'un échange d'informations auquel nous convions tous nos lecteurs dans les prochains numéros.

S. L.

Cinéma

• *Anita,* essai de décryptage

Claude Pierre

Entreprendre la lecture d'*Anita* est une gageure, une aventure pleine d'embûches et riche en surprises. D'ailleurs, bon nombre de gens qui ont assisté à la projection de ce film, à Montréal à l'occasion du Festival culturel haïtien ont senti l'impérieuse nécessité de le questionner dans son signifiant par une remise en question du signifié ou, de questionner leur certitude. Dans un cas ou dans l'autre, on peut dire que l'accouchement n'a pas été sans douleuer.

C'est vraiment peu de chose de reconnaître que le discours séquentiel, ici, est loin d'être linéaire. Aussi, peut-on aborder le décodage par le biais socio-politique, onirique, mythocritique, formel ou simplement technique. Tant il est vrai que selon son champ d'intérêt et les outils à sa portée, le critique du film peut en toute liberté privilégier l'un ou l'autre. On peut donc procéder à une espèce de déconstruction du montage pour mieux faire la lumière sur tel angle de vision ; mais cela risquerait de briser l'unité esthétique du film. C'est pourquoi je préfère, quant à moi, explorer la dialectique du double dans l'imaginaire... cinématographique de Rassoul Labuchin. Le mot double ayant pour moi une acception bien précise. Il implique positif/négatif, somble/clair, conscient/inconscient, âme/corps. Le double pour moi, dans le cas qui nous préoccupe, étant le tandem Anita-/Choupette. Le double est, tout compte fait, ce personnage-enfant-femme, sorti tout droit et tout chaud de l'imaginaire du scénariste et qui nécessairement en appelle un autre par rapport à qui il se définit. C'est en somme les deux faces d'une même médaille, deux visages d'un même personnage ils peuvent évoluer en situation de haine et d'antipathie comme dans tel conte de Perrault ou tel film de Marcel Camus ou en rapport de complicité ou d'empathie comme dans LA BELLE OU LA BÊTE OU ANITA. C'est déjà un élément intéressant et original à scruter. Par exemple, on peut avancer que Choupette ressent dans sa psychè ce que Anita subit dans son corps. Autrement dit, le drame humain d'Anita se manifeste étonnamment dans le drame existentiel de Choupette. C'est ce qui explique, implicitement, que Anita s'ébauche toujours dans le champ de vision de Choupette et vice versa. En effet, on ne peut s'empêcher de regarder vivre l'une sans que ne s'impose du m ême souffle, le profil de l'autre. La maladie de langueur dont souffre Choupette, n'est-ce pas la manifestation des sévices corporels qui afflignet Anita ? Et Anita n'est-elle pas Haïti avec ses contrastes hérissés et sa profonde dualité ? Haïti avec son drame pluriel, Haïti cernée de douleurs muettes (psychose de peur, tortures physiques, privation, etc.) tout comme l'enfant haïtien qu'il soit fille ou garçon de nos classes défavorisées.

Le caractère polysémique du film de R. Labuchin est attesté donc :

1. au niveau de l'image : mouvement-mobilité multiplication et enchevêtrement des couleurs ;
2. au niveau de l'onirisme : régime nocturne et régime diurne de l'image ;
3. au niveau du signifiant : individuel-collectif et enfin,
4. au niveau du signifié : projection en abymes-rétrospection, récit ou tableau, le tout fondu dans un ensemble harmonieux ponctué d'un discours-logos non redondant, mais au contraire corrigeant les ambiguïtés découlant de la multiplicité des sens et par le fait même un tantinet éthéré du message.

Apparemment sans récit, sans intrigue, sans fil conducteur, *Anita* est avant tout une image dramatique et grave qui s'impose non seulement à notre sensibilité esthétique mais aussi à notre sensibilité d'hommes et de femmes en quête de réponses à la multiplicité de nos questions. C'est une image non désincarnée, mais inscrite dans un réel ou le menu peuple à hue et à dia, pris dans le réseau inextricable de mythes à détruire, mène à son corps défendant, une lutte sans merci pour sa survivance.

Le moyen métrage *Anita* est une métaphore filée qui investit la conscience, dérange et questionne. C'est un oeil puissant ramassant en une saisissante synthèse à partir d'un objectif incisif toutes les plaies d'un pays pour en créer une oeuvre belle et sans concession.

Claude Pierre,
Hull, Québec
14 octobre 1980

* *Anita*, moyen métrage haïtien conçu et réalisé à partir d'une idée originale de R. Labuchin.

Textes

• Pi piti pi rèd

Antoine Dodard

Paròl la
Janbé bariè lakou yatandé
Kok zinga chanté touafoua
Pèsonn patandé
Paròl la
Tonbé nan lari
Kouri grinpé chanmot
Kouazé janm
Nan fotèy Janlespri
Djòl alèlè
Pran paròl la pouli
Dépi solè lévé
toutmoun'n
Nan lakou yatandé
Al chèché koté
Paròl la pasé
Kòk zenga tanzantan
Chanté touafoua
Pèsòn pa mandé'l
Sa'l konnin
Tout moun'n tèt anba
Ap chèché paròl la
Vè solè couché
Manman di
Noupa bézouin chèché ankò
Menjan paròl la alé
Sékonsa la tounen
Papa di
Sé tann n'ap pèdi
Paròl la alé nèt
Ma tant di
Paròl la caché nan téri'n
Tonton di
Si paròl la nan téri'n
Litap dija bouyi

Nan zorèy grann
Grann di
Nou pa bézouin chèché vré
M'pa tandé krik
Kòk zenga
Chanté touafoua
Ti moun'n yo di
Gen di plis nan sa
Yo rélé kòk zenga
Bò lantouraj
Mandé'l sa'l konnen
Kòk zinga di
Lè'm chanté
Nan lakou yatandé
Dépi frè savé
tounin bò isit
Pèson pa prété latansion
Trè savé
Sé sèl kok chanté
Men
Piské noumenn ki pi piti
Gen plis lakonprann
Konnen byrn sé trè savé
Ki mété paròl la dèro
Sé pou n'al chèché'l·
Nan salon janlespri
Avan djòl alèlè
Voyé'l tounin bak
Bay trè savé
Pou li monté konplo
Nan lakou yatandé
Mété babouket panyiol
Nan djol toutmoun'n
Alaronbadè...

• Drip

Dominique Fouché

comme une goutte qui tombe éternellement dans les colonnes du néant, je glisse doucement dans l'utérus éllipsoidal du vertige dans une ville mirage d'une indiscible architecture aux couleurs métalliques... ville de cristal où les cris et les voix sont issues d'un étrange langage, où les gestes d'un autre temps émergent semble-t-il de nulle part...

... comme un murmure...

... comme une rumeur qui s'étale sur le mur d'une ville elles glissent, abandonnant derrière elles les particules désintégrées de leur corps fluide... silhouettes translucides, elles errent silencieusees en stalagmites de cristal qui s'attardent aux contours des forteresses d'acier... étranges sablières, elles coulent doucement...

... comme un murmure...
loin de tout vacarme
loin de toute lumière
loin de toute matière
elles vont
en longues glissades incertaines
dans une ville de néon oubliés au creux d'une mémoire floue...
absence
aquarelles diluées dans une brume de perceptions
elles rampent doucement, vers minuit, heure de vérité ou la vie et la mort se séparent et ne cohabitent plus... heure où les vampires s'éveillent au coin d'une rue et achèvent par le rituel du sacrifice sanguin l'oeuvre de mort depuis longtemps entamée...
un train passe
dans une ville de béton à grand fracas métallique
mais indifférentes
elles sont de ces corps morts qui sont froideur de métal
elles sont de ces âmes mortes qui errent langoureuses dans leur éternelle nuit
et c'est ainsi que mues par une étrange volonté
elles vont
dans leur imperturbable solitude
et c'est ainsi qu'elles glissent silencieuses dans une ville de mirage dans une ville de cristal aux couleurs métalliques...

Texte

• *Place du palais des dragons bleus*

Émile Ollivier

Qui se souvient, aujourd'hui, de Marc Pella? Octobre déclinait, quand il battit des ailes et quitta l'Île. Son errance l'avait conduit, dit-on, de Port-au-Prince à Paris et de là, à Pékin, à Prague, à Mexico pour échouer à quatre-vingt kilomètres de son point de départ, l'île voisine. Les langues, là-dessus, sont catégoriques: là, il avait appris le métier de la guerre. On en est absolument certain, Marc, durant son périple avait amassé provision d'expériences et de projets. Il revint au pays muni d'un faux passeport, méconnaissable derrière des lunettes de soleil, avec dans la tête, un rêve cloué.

Mais, à Maïs-Gaté, seul aéroport international du pays, il fut enlevé, tiré de la circulation. Depuis plusieurs années, enlèvements, tortures, répressions étaient devenus, pour les résidents de cette moitié d'île, monnaie courante. J'ose même dire que cela leur paraissait naturel dans la mesure où ces menus incidents, pourtant extravagants étaient devenus si coutumiers, une pratique en quelque sorte quotidienne, qu'ils en avaient oublié l'inhabituel dont ils ont jailli. Leur insolite ne les surprenait plus, ne les étonnait plus. Ils se seraient étonnés de voir d'autres gens s'en étonner.

Marc Pella fut retrouvé à l'aube d'un petit matin tropical, pareil à d'autres petits matins tropicaux, la tête fracassée, le corps troué de balles. Son cadavre avait été jeté dans une allée de la Place des Dragons. À côté de lui, ses souliers, sans lacet.

Dans le cuir élimé de cette paire de chaussures étaient inscrites la fatigue de l'errance, la dure et opiniâtre avancée à travers champs, villages et villes, le long sillon de la poursuite d'un rêve, toujours le même : la muette prière pour la sûreté du pain, la quête tacite du grain mûrissant. Tout cela débouchait sur l'angoisse de la mort menaçante. Le cuir de ces chaussures qui avaient gardé traces de terres grasses et humides, témoignait d'un long cheminement sur des routes qui, en fin de compte n'avaient mené nulle part, si ce n'est dans cette allée de la Place des Dragons où le corps de Marc Pella gisait, déserté par la vie. Aujourd'hui Annabelle, sa femme, fragile mais inflexible, erre dans les rues de Port-au-Prince, tenant par la main son fils, Sylvain. Des pétales de fleurs blanches pour paver la route d'Annabelle!

La zone de Cent-Fils, entassement de baraques et de bicoques, craquelant sous une Toussaint poisseuse avait fêté toute la nuit, jusqu'à l'aube humide des morts. La matinée s'était déroulée en déhanchements obscènes et propos licencieux. Vers la fin de l'après-midi, presqu'au début de la lente brume vespérale, roués de paroles et d'alcool de canne, les hommes, soudain, écrasés, se sont endormis. Le sommeil déclenché par la fatigue et le vertige souvent s'apparente à la mort violente. C'est alors qu'Annabelle enjamba la sérénité de leur corps et de leurs rêves paisibles. Je m'en souviens puisque j'étais le seul à pouvoir exercer en ces contrées avinées quelque fonction vigile. Pour marronner le sommeil, je grignotais à dents de souris des amandes fraîches.

Longue et déliée comme une liane, elle fut tout d'un coup, là, devant moi, femme, et certainement la plus vivante d'entre les vivants, sous sa tunique multicolore. Elle me dit, sans emphase : « Je suis passée simplement te dire bonjour... Je n'aime pas ce quartier... Je me perds toujours dans ses rues étroites, ses couloirs, ses corridors, ses dédales et ses cours... Accompagne-moi jusqu'à l'esplanade, veux-tu ? » J'en déduisis qu'elle voulait se rendre à la Place des Dragons, à proximité de cette allée où quelques années auparavant, Marc Pella, son mari, avait été retrouvé, criblé de balles.

Nous empruntâmes un corridor, suivis de Sylvain qui trottinait à petits pas serrés derrière nous, la tête ailleurs, les yeux entièrement emplis de ses préoccupations d'enfant. Ce corridor débouchait sur une ruelle attenante à la Cathédrale et à l'Archevêché. Il faisait nuit et l'espace d'un clin d'oeil, je fus traversé d'un frisson : la nuit, lézards géants mangeurs d'hommes, se confondent avec les anolis, dit la sagesse populaire. Nous refusâmes la ruelle. De jour, elle était fréquentée par des mendigots, des unijambistes, des aveugles, des lépreux, sébilles en mains : Ah! Murmures, marmonnement! Ces mots propres à la mendicité font mal aux tympans! Avons-nous pénétré dans la cathédrale? L'avons-nous traversée de tout son long? De la sacristie jusqu'au portique vide? Avons-nous, de préférence, contourné ses murs massivement bétonnés et recouverts de fils et de grilles électrifiés?

Je ne sais.

Par contre, je me souviens d'avoir été balayé soudain par un vent resplendissant de lucioles et de poussière. Au fond, tout au fond ocre du paysage, flottait la Place des Dragons aux larges avenues plus tachetées de lampadaires que ciel étoilé.

Nous fûmes frappés, comme d'un coup de fouet, par cette odeur violente qui ne semblait s'exhaler ni du béton, ni du Marron inconnu, ni des bégonias. À la réflexion, ce n'était que l'odeur fétide de la vie quand elle s'est retirée du corps, après plusieurs jours.

Le Palais des Dragons Bleus, dominant la Place du même nom, était fermé depuis quelque temps, les abords solidement grillagés, interdits au public. Il nous eût été à Annabelle et moi, impossible, même sous le coup de la torture, d'affirmer ou d'infirmer s'il restait encore à l'intérieur un soupçon de vie. Parvis désert, portes et fenêtres verrouillées, on eût dit un aquarium vidé de ses plantes aquatiques et de ses poissons rouges. Il nous était impossible, à Annabelle et moi, de nous aventurer à traverser les avenues qui nous séparaient du Palais. Il nous aurait fallu trouver le passage clouté sous les feux de circulation, réglementant le flux des voitures.

Nous dûmes passer par un obscur passage souterrain. De nouveau je fus traversé d'un frisson. Sylvain cessa de musarder et vint s'intercaler entre sa mère et moi. Pendant toute la traversée du tunnel, il me serrait fortement la main. L'espace s'ouvrit devant nous, et nous gravîmes une pente légèrement abrupte. Du sommet, le Palais des Dragons s'étendait à nos pieds, étalant dans la massivité de la pierre blanche, la léthargie d'un Pouvoir à prétention d'Éternité. Dans la foulée de cet interminable règne, plus d'un million de femmes et d'hommes, enfants de cette terre, ont dû s'expatrier. Nombreux sont ceux qui pour leur survie, dans les Mégalopolis des quatre coins du globe, accomplissent les besognes les plus innommables. Nombreux sont ceux partis pour Babylone, la Poubelle de Dieu, la Cité des glaces, ou les Réserves de Diamant, baluchon sur le dos, au coeur, l'espoir qu'ils n'y vivront pas jusqu'à la fin des temps. Et, clament-ils, même si le procès du retour paraît long, lent et difficile, ils reviendront, un jour, dans cette moitié d'île, planter leur clou de girofle, leur grain de petit mil ou de térébinthe, car c'est ici, sur la rocaille caraïbéenne qu'ils sont nés; c'est ici que leur cordon ombilical a été enterré, c'est ici qu'ils reviendront guérir leur rhumatisme, comme les oies, les saumons ou les éléphants, reviennent à leur contrée d'origine, s'y cacher, s'y terrer pour y abandonner leur vieille carcasse. Cependant que ces hommes et ces femmes consumaient leur espoir sur la pierraille de l'errance, les habitants du Palais des Dragons, convaincus de la pèrennité de leur pouvoir, sûrs de leur éternité, ne donnaient plus aucun signe de vie à la population livrée pieds et poings liés à la famine, la sécheresse, la maladie. Sauf que trois fois par jour, elle entendait musiques et voix enregistrées, chansons et paroles qui promettaient des prodiges de civilisation, des autoroutes de pénétrations dans les territoires de cannaies et de riz. Ritournelles et métaphores annonçaient, en lieu et place, des quartiers, récemment incendiés, l'édification d'hôtels climatisés pour touristes en mal de curiosité exotiques.

Le Palais des Dragons s'étalait à nos pieds. Nous passons maintenant devant la terrasse d'un café, à cette heure du jour déserte, presque. Quelques buveurs taciturnes, assis, immobiles, donnant dos à la rue, sans doute pour se protéger des reflets des derniers rayons d'un soleil déclinant. Je ne vois pas leur visage. Je ne puis affirmer s'ils sont de chair ou de cire.

Une enseigne à demi borgne trône à l'auvant de la terrasse. Je ne parviens pas à lire l'inscription qui y figure. À cela, je crois pouvoir donner une double explication, l'une aussi plausible que l'autre: ma myopie? Probablement. Il m'aurait fallu mes lunettes, mais je les avais — ô petit malheur — récemment perdues. Le vocabulaire? Assurément. L'enseigne était écrite en langue étrangère. Curieuse infirmité direz-vous, — vous avez raison — que celle de ne pouvoir déchiffrer l'anglais, ni le japonais, ni l'hébreux, ni l'allemand. Aurais-je interrogé un passant, sur le sens de cette inscription? M'aurait-il répondu laconiquement, PAYS VENDU?

J'eus soudain l'étrange sentiment d'être seul. Je pivotai sur moi-même. Annabelle n'était plus à mes côtés. Je l'aperçus assise sur un banc situé en contrebas de la route. Sylvain, en face d'elle, sautillait une marelle imaginaire. Annabelle, Annabelle, je sais. Je connais ta douleur multiple. Je sais. Je connais les affres de vivre dans un monde qui ne s'ordonne même plus comme monde, en éclipse d'être. Annabelle, Annabelle!

Soudain, l'air devient rare, raréfié, irrespirable. Le café s'était vidé, la terrasse, complètement déserte. Même l'enseigne ne clignotait plus. Je voulus rebrousser bien vite chemin. Je fis quelques pas serrés et pressés mais je ne voyais plus Annabelle, Sylvain et sa marelle imaginaire. Annabelle, Annabelle, criai-je!

Je viens d'être happé par un petit groupe de gens. Des hommes à demi-vêtus : je les reconnais à leurs guenilles, leurs savates de cuir à la main, la plante de leurs pieds nus. Ils sont suivis en rangs serrés, de bottes habillées de bleu zéphir, portant revolvers, mitraillettes, et gourdins casqués de fer.

Le banc où était assise Annabelle, était vide.

J'accrochai au passage un trapu en guenilles et m'informai rapidement : « Les dinosaures sont de retour, me dit-il, entre les dents. Ne reste pas là, Ami, avant qu'il ne soit trop tard. Hier, c'était le corps mutilé d'un journaliste. Ce matin, le visage tuméfié d'un étudiant. Ce soir, dans une allée du parc, le cadavre d'une femme serrant dans ses bras un garçonnet. »

Malgré tous mes efforts, je ne parviens pas à cracher le nom d'Annabelle engoncé dans ma gorge. Je me rappelle avoir emprunté des passages souterrains, des rues, des ruelles pour fuir la Place des Dragons Bleus pleine de traquenards. En vain, les avenues, les rues, les ruelles, conduisaient pour l'instant à des culs-de-sacs...

É. O.

COLLECTIF PAROLES

serait intéressé à entrer en contact avec des personnes ou des organismes possédant des documents visuels (photo-diapositives-films, etc.) qui pourraient servir à la section Graphisme/Illustration de son Service de documentation.

Tél. : 482-5816

Étude

• Yvens Paul et l'esthétique de la démystification

Carolyn Fowler

Cette étude, faite sur le vif, est principalement destinée à présenter au public étranger, un homme, un auteur dans une conjoncture de lutte. La dernière vague de répression duvaliériste qui n'a pas épargné Koupé Plum confère à ce témoignage une valeur spéciale qui n'échappera pas au lecteur. L'auteur, Carolyn Fowler, américaine, critique littéraire, a déjà publié dans la revue ***Conjonctions*** *à Port-au-Prince et ailleurs des études sur plusieurs écrivains haïtiens dont Jacques Roumain et Rassoul Labuchin.*

I. Une jeune vie mouvementée

Evans Paul (il se signe Yvens) est né à Port-au-Prince le 26 novembre 1955, le premier d'une famille de trois enfants. Après les études primaires, il passe au Lycée Toussaint Louverture, où il finit le cycle d'études secondaires. Il s'inscrit après au Conservatoire national d'art dramatique, où il sera diplômé, à l'âge de 21 ans, au terme du programme. L'ethnologie l'attire. Il s'inscrit alors à la Faculté d'Ethnologie où il n 'y restera pas longtemps, car il est impatient de se lancer dans la vie active. Puis, la mort de son père fait de lui chef de famille. Une mère, un frère et une petite soeur dépendent de lui. Heureusement, il a su trouver un travail - on dirait instinctivement — qui lui fournit le moyen de pratiquer toujours l'art dramatique. Il adopte le sobriquet Konpè Plum et devient animateur d'une émission culturelle en créole à Radio Cacique. Là, sous le patronat compréhensif du propriétaire de la station, Jean Claude Carié, il a la liberté de façonner un programme qui lui convient. Son travail devient véhicule et forum de son art, ses pensées, ses sentiments. Il récite de la poésie, tourne des disques folkloriques, interviwew des artistes. Mais c'est surtout ses propos qu'on écoute. Konpè Plum commence à se faire une réputation. Des gens viennent le voir à la radio. Ils s'expriment parfois sur les ondes. Après l'installation d'un téléphone dans le petit studio, c'est le dialogue suivi entre lui et son public. On dirait une vraie entente, un succès, pour tout dire. C'est Jean Robert Hérard qui a peut-être le mieux exprimé ce phénomène :

> *Voilà qu'à 2 heures Evans Paul (alias « Kompè Plume ») s'amène, toutes dents dehors, et s'accroche durant une heure au micro. Son émission « Kombite Pitite Kaille » est bien adaptée à la plus grande pente du goût des auditeurs. Evans a trouvé la recette qui permet de préparer un bon plat : le créole et une totale indépendance d'esprit*[1].

Or, être animateur à la radio, établir un forum, tout cela exige une certaine conscience d'actualité. La petite soeur d'Yvens va à un match de football au stade Sylvio Cator à Port-au-Prince. À la suite d'un rixe, des hommes en uniforme tirent sur la foule agitée. La jeune fille reçoit des balles dans la poitrine. Elle meurt, piétinée par la foule. Cet événement a profondément marqué Yvens ; dorénavant, l'actualité aura pour lui une nouvelle importance. Sa conscience se fera aiguë, se convertira en action, en travail hardi et sans relâche pour restituer à des sans-abris emportés par la force des choses un peu de contrôle sur leur destin, un peu de choix dans leur vie. Laissons parler encore Jean Robert Hérard :

> *Ses analyses de la situation politique et sociale du pays sont serrées, objectives. Osées, disent certains. De nombreuses personnes victimes d'abus de toues sortes défilent dans sa cabine. Il leur donne la parole. Une époque, Evans reçevait des lettres d'encouragement et aussi des menaces*[2].

Déjà en deuxième année au Conservatoire, Yvens collaborait avec d'autres étudiants du Conservatoire. Ensemble, ils avaient décidé de monter une troupe. C'était la Troupe Tamboula dont il devint secrétaire général.

> *À ce moment-là, explique-t-il, c'était tout simplement l'enthousiasme des études ; il n'y avait pas une philosophie exacte.*

Mais il poursuit dans des termes qui suggèrent plutôt qu'il est à la recherche d'une philosophie :

> *Dès le commencement, nous avons essayé avec le théâtre d'avant-garde, le théâtre national populaire. Pour nous, c'était un*

théâtre de lumière, de liberté et de justice.

Les jeunes gens ont pris la décision de composer en commun. L'un de leurs drames, « La mariée était en noir » était basé sur le film français du même titre (dans lequel avait joué Jeanne Moreau). Les membres de la troupe l'avaient composé en français et en créole. Yvens rappelle :

Eh, bien, on avait là un petit problème. C'était dans un conservatoire. Les cours sont en français ; on exige en partie le français. Mais nous savions que le créole, c'est la langue populaire ; c'est la langue que tout le monde parle ici, et nous avons essayé d'introduire le créole. Et réellement, les parties en créole étaient mieux applaudies que les parties en français.

Ensuite, la Troupe a joué « Konbit anro la kay », sorte de représentation stylisée des coutumes haïtiennes où figurent la collaboration, l'aide mutuelle. La Troupe a continué avec des sketchs, des dramatisations de poèmes, des danses, pour animer dans les petites fêtes. Elle a joué au Conservatoire, à l'Institut français, au Collège Bird ; elle est allée jusqu'à Léogâne.

Yvens a quitté la Troupe en 1977 à la suite de différends idéologiques. Il explique :

Nous essayions de préparer un spectacle. Alors, tout le monde n'était pas tombé d'accord sur les principes obligatoires et nécessaires (...) Nous devions essayer en tant qu'étudiants du Conservatoire, autant que possible de donner le meilleur, et faire de façon que les gens trouvent un intérêt dans le théâtre haïtien.

Cette rupture le portera à organiser peu après sa propre troupe, Konbit Pitit Kay, qu'il anime toujours :

Je suis un fanatique du théâtre. Je n'ai pas pu rester sans faire du théâtre, et j'avais essayé immédiatement de poser la base de la Konbit Pitit Kay. (...) J'étais déjà à Radio Cacique. J'ai lancé un appel pour les jeunes amants du théâtre et puis les gens qui ont été au Conservatoire, s'ils veulent se réunir pour former une troupe et beaucoup de jeunes ont répondu à l'appel. Ainsi, dimanche 29 mai 1977, on avait décidé de former la KPK, Konbit Pitit Kay (...) Konbit veut dire « collaboration », « entente ». Alors, la solidarité pour nous c'était d'être franc et d'essayer d'être important l'un pour l'autre, d'être dévoué l'un pour l'autre. Ainsi, malgré des difficultés que nous avons confrontées, nous existons toujours.

Quand Yvens parle de la solidarité de la troupe, il dit vrai. Dans leurs trois ans et demi d'existence, il y en a eu qui sont venus pour ne faire qu'un très court stage, mais le noeud est resté intact. Composé essentiellement de jeunes lycéens très près et très conscients de la réalité quotidienne des quartiers populaires de la ville, ils ont fait preuve d'un courage remarqué par plus d'un[3]. Un ancien membre de la Troupe nous a récemment confié : « *Ils sont de braves gens qui n'ont peur de rien (...) Leur pensée est très lucide (et Yvens) est bon animateur, bon metteur-en-scène ; il sait ce qu'il fait.* »

Leur engagement se voit dans leurs répétitions, à leur local au Bicentenaire. Il faut les voir continuer à répéter tout en rigolant, tandis que les eaux, en temps de pluie, inondent lentement le sol, et que chacun cherche un abri de fortune. Yvens est indéniablement leur leader, mais il ne commande pas ; sa décision est plutôt respectée. Il partage d'ailleurs l'animation avec ceux qui sont les plus avancés dans le métier. Les réunions de la Troupe sont aussi un chantier d'apprentissage où, à la suite de chaque représentation, les jeunes comédiens sont payés selon leurs contributions artistiques. Les recettes et dépenses sont dûment énumérées par Yvens avant la distribution des rémunérations. La Troupe décide de la disposition de l'argent réservé à l'usage de la collectivité. C'était l'intention d'Yvens de faire de la KPK une occasion pour l'épanouissement des talents des membres. Il dit :

Nous avions décidé de donner des spectacles de théâtre en créole. N'importe qui qui pouvait préparer un scénario avait le droit. Et ça continue jusqu'à présent.

Si tout le monde a le droit, il n'en reste pas moins vrai que les scénarios, jusqu'à présent, ont été écrits par trois membres de la Troupe : Rodrigue Montfleury, Gary Manigat, et surtout Yvens Paul. Gary et Rodrigue sont sans aucun doute les acteurs les plus accomplis. Là où Yvens brille, c'est dans sa qualité de metteur-en-scène.

La Troupe KPK a débuté avec un montage fait par Yvens « Trois Kiyè Kosé » (Trois bouchées de paroles), monté à l'auditorium des frères de l'Impasse Lavaud. C'était un mélange de danses, chansons traditionnelles et discours. Nous laissons parler encore Yvens :

C'était basé sur « Liberté, Égalité, Fraternité », qui est la devise d'Haïti. Alors, ça s'est déroulé comme ça sur l'importance de la liberté, de la fraternité et de l'égalité, et comment on se sert chez nous de ces mots-là. Ça a été très bien applaudi. Nous avons eu quand même des critiques, mais ce n'est pas trop grave. (On avait dit) c'était le commencement, le jeu des acteurs manquait, il y avait des gestes faux, tout cela. Cela, on ne pouvait pas l'éviter complètement[4].

Le deuxième spectacle de la Troupe, « Jénéral Lakoua », joué en 1978, porte une histoire qui, d'après pas mal de spectateurs, rappelle à bien de égards celle du *Gouverneurs de la rosée* de Jacques Roumain. C'était l'oeuvre de Rodrigue Montfleury et Yvens Paul. L'histoire est ponctuée de danses et de chansons traditionnelles, en accord avec la philosophie d'Yvens d'un théâtre total et national.

Élargissant son chantier esthétique, la KPK commence vers la fin de 1978 à présenter des émissions radiodiffusées à l'occasion de fêtes nationales et religieuses. C'est ainsi qu'ils ont diffusé des programmes le 2 novembre à l'occasion de la Toussaint et du Jour des Morts, le 18 novembre, en commémoration de la glorieuse bataille de Vertières, 5 décembre, anniversaire de la découverte de l'île d'Haïti par Christophe Colomb. Ils ont également présenté un programme le 4 février 1979, le jour de Saint Valentin.

« *Débafré* » a fait irruption sur la scène au mois de mars 1979. C'était un montage de poèmes en créole de divers poètes haïtiens contemporains et d'écrits d'Yvens Paul, Rodrigue Montfleury et Gary Manigat. Le spectacle a joui d'un succès immédiat parmi la jeunesse et les couches populaires parce qu'elle tranchait les mots sur les problèmes de la réalité haïtienne. Des critiques assez hardies énoncées par ces jeunes comédiens — à propos d'un système d'éducation, de l'accès du peuple à leur art, de la liberté — ont passionné des foules pendant sept représentations à l'auditorium de Saint

Louis de Gonzague. L'annonce, le 9 mai 1979, par les ministères de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sprots et des Affaires sociales d'une censure sur le théâtre arrêtera cette communion entre la Troupe et son public.

Cette censure a été provoquée, très probablement par la hardiesse des propos de « Débafré ». C'est l'avis moins ennocé dans les milieux artistiques et critiques. Selon les termes de la censure, tout dramaturge et tout propriétaire de salle de théâtre devait présenter leurs pièces à un comité de révision. Ce n'est qu'une année après — le 31 mars 1980 — que la censure sera levée, avec la promulgation d'une nouvelle loi sur la presse.

Yvens Paul s'insère donc de plus en plus dans le milieu du théâtre et du journalisme professionnels, se fait remarquer. Il se défend auprès des trois m inistres qui avaient signé l'ordre de la censure. Mieux, il leur écrit : « *En enlevant cette censure qui paralyse ce secteur culturel haïtien en pleine renaissance vous ferez montre de compréhension de patriotisme*[5]. Il signe la pétition qui circule contre la censure. Il collabora avec sa Troupe, à l'organisation d'une soirée culturelle montée par l'Association de écrivains haïtiens, asciciation établie après la censure et qui avait pour but de promouvoir les lettres et maintenir le dialogue entre les artistes, des soucis qui, à la vue de l'Association, exigent la liberté de l'expression. Yvens collabore aussi à l'organisation, au mois de juin 1979, d'un Club haïtien de presse, constitué par des membres de la presse indépendante, et qui visait une meilleure formation technique et la solidarité professesionnelle[6].

En même temps que se professionnalise le KPK, son animateur continue ses émissions à la radio. Elles sont maintenant surnommées, elles aussi, Konbit Pitit Kay. Car dans l'esprit de l'animateur, les deux métiers sont naturellement liés l'un à l'autre. Sa vie, devient de plus en plus mouvementée, portée et parfois emportée par son enthousiasme, sa vision d'artiste et sa soif d'actualités. C'est ainsi qu'un jour, il va écouter une conférence publique organisée par la Ligue haïtienne des droits humains. Le président de la Ligue, Me Gérard Gourgue, va parler au sujet de « Climat politique et droits humains ». Étant donnée la qualité historique du moment, un journaliste engagé ne pourrait pas ne pas y aller. Yvens est accompagné de ses deux bons amis et collègues de théâtre, Rodrigue et Gary. Ils invitent une afro-américaine, spécialiste en littérature noire, qui fait un stage en Haïti pour étudier les revues culturelles du pays. C'est le 9 novembre 1979. Les quatre amis vont, dans la voiture de l'américaine parce que celle d'Yvens est en panne, à l'auditorium de l'école des Pères Salésiens. Ils sont gais, curieux, friands de connaissance, et partent à la recherche de l'actualité. Ils vont plutôt trouver une aventure ambiguë. Pour Yvens, se sera le commencement d'une saison en enfer. Arrivés sur les lieux, ils trouvent une foule immense. Ils ne peuvent pas pénétrer dans la salle ; même la cour est bondée. Yvens, pensant en journaliste, décide de faire un tour des endroits, pour observer et analyser l'assistance. On aménage des haut-parleurs pour que la foule dehors entende. Me Gourge commence à parler. Il préface ses propos par des paroles qui expriment le souci de maintenir un esprit de paix et de conciliation, d'investigation objective. À peine a-t-il commencé qu'on entend des voix crier dans la pièce : « À Vie ! À Vie ! » Immédiatement après, des cris affolés se font entendre, et la foule commence à dévider la salle. L'allure de la foule augmente. De leur position dans la cour, les trois amis peuvent regarder, comme sur une scène, des « commandos anonymes » trancher une voie à travers la foule en déroute, semant le désordre, des instruments de toute description à la main leur servant de cocomacaque. Ces commandos vont jusqu'à la barrière ; un embouteillage s'y produit rapidement. Les trois amis, maintenant emportés par la presse, regagnent la voiture. Là, ils attendent deux, trois minutes — une éternité — car Yvens est toujours ailleurs, quelque part dans la foule. Il revient. (Il dira plus tard qu'il avait été enfermé dans une salle avec quelques bons Pères qui cherchaient ainsi à protéger quelques membres de l'assistance, mais qu'il avait abandonné cet abri pour retrouver ses amis.) Dans la turbulence toujours croissante, on juge imprudent qu'Yvens conduise la voiture, comme il a l'habitude de faire, et l'Américaine prend le volant. Mais on fait la queue à la barrière ; deux, trois voitures les précèdent. En attendant, ils voient des gens chassés, battus à terre ; un jeune homme au visage sanglant leur prie de l'amener à l'hôpital ; un commando ouvre la porte du côté du chauffeur, l'invite à descentre. Par miracle, un autre vient fermer la porte. Même jeu pour la porte de derrière. Des coups, semblables à des coups de révolver, éclatent à quelque distance dans la cour. On sent soudain sur le cou un vent étrange. C'est que les commandos ont brisé la vitre de derrière. On frappe à coeur joie sur la voiture toute entière maintenant. Les autres vitres sont brisées, le chassis endommagé. Mais c'est un vieux Pontiac 1965, gros et solide ; il sert de forteresse aux quatre occupants immobilisés. Yvens est surexcité ; il avouera plus tard qu'à un moment donné, il a même pensé sortir de la voiture essayer de raisonner avec les semeurs de désordre, leur prier de ne pas donner une si mauvaise impression du pays à une étrangère venue apprendre la culture haïtienne à première main. (Heureusement qu'il s'est rendu compte que ce n'était pas le moment !)

Finalement, les quatre amis peuvent franchir la barrière. Ils tournent à droite, forgeant une voie à travers la foule turbulente qui s'ouvre devant eux. (Ils apprendront après par des témoins occulaires qu'à ce moment, on a tiré sur la voiture) Les voici maintenant sur le boulevard principal de la capitale, Jean Jacques Dessalines. Les trois jeunes gens continuent à regarder derrière. Au volant, l'Américaine les entend qui l'encouragent d'aller, toujours aller tout droit, Elle est vaguement consciente d'un grand véhicule derrière eux, qui les suit de près, effectuant les mêmes manoeuvres qu'elle. Mais elle n'y prête pas attention croyant que d'autres gens fuient, eux aussi, la scène de cauchemar chez les Salésiens. Elle s'arrête au feu rouge. La grosse voiture derrière doit freiner dur. Quatre hommes habillés en civil sautent d'une jeep. L'un deux vient devant la femme, dirige un révolver sur son front à travers le pare-vent brisé, ordonne à tout le monde de descendre. Celui qui avait fait la commande saisit la femme par le devant de sa jupe, choisissant cette façon mal élevée de l'immobiliser. La voiture, avec sacs et serviettes, est abandonnée au beau milieu de la rue, tandis que les quatre messieurs en civil conduisent les trois Haïtiens et l'Afro-américaine à pied le long du boulevard J-J Dessalines. Bientôt, on perçoit que l'un des amis, avec le monsieur qui le tenait, est disparu. On ne dit rien. L'Américaine, revenant à elle, proteste ; elle demande :

— *Mais pourquoi est-ce que vous nous faites ça ?*

Celui qui la tient répond :

— *Mais, vous ne savez pas ce que vous venez de faire là-bas ?*

— ...

— Vous avez écrasé deux militaires. Ces hommes sont morts.

Arrivés au bureau de police, à quelque distance sur J-J- Dessalines, c'est toujours le monsieur au révolver qui parle, s'adressant au capitaine. C'est de meurtre, d'assassinat qu'on accuse l'Américaine. Le capitaine la saisit, commence à la battre. Mais elle dit très vite :

— Je suis Américaine ; je veux parler avec mon consul.

Dès ce moment, tout rentre dans les règles. Le capitaine envoie trois soldats faire une investigation. Ils reviennent bientôt en disant qu'aucun soldat, ni mort ni blessé, n'a été trouvé chez les Pères Salésiens, ni à l'hôpital, ni aux casernes. Les trois messieurs en civil sont là encore. Assis sur le divan, ils regardent, ils écoutent ; parfois le monsieur au révolver prend la parole. En attendant l'arrivée du consul américain, on interroge la femme. On veut savoir ce qu'elle fait en Haïti, ce qu'elle pense du pays. Quand vient le consul, la nationalité de la femme peut être vérifiée, et les trois amis quittent les lieux. Ce ne sera que plusieurs heures plus tard qu'ils trouveront le quatrième ami. Il avait été amené à Fort Domanche. Là, on l'avait questionné. Et on avait accusé tous les quatre d'avoir lancé des slogans anti-gouvernementaux de la voiture. Finalement, on avait reçu l'ordre de le lâcher et de le conduire chez lui. Les quatre amis sont restés ensemble très tard à discuter, manger, se rassurer. L'aube pointait lorsqu'ils se sont séparés.

Dès le lendemain, la portée véritable de l'agression se révèle. Le conférencier et sa femme ont été battus, ainsi que des journalistes haïtiens et étrangers. Des membres du corps diplomatique ont été battus. Les voitures stationnées dans la cour et dans la zone ont été cassées. Les Pères Salésiens ont déclaré des dégât^ matériels de l'ordre de 10 000 dollars.

Depuis pas mal de temps déjà, Yvens donnait pour son émission du lundi un journal des événements de la semaine écoulée. Pour ceux de ses auditeurs qui ne lisent pas le français, il donne des compte-rendus des articles des journaux et revues indépendantes publiées à la capitale. Mais pour cet événement, l'un des événements saillants de l'année, il a l'occasion de faire un reportage spécial. Le lundi 12 novembre, Yvens parle de son aventure chez les Salésiens en donnant force détails (jusqu'au numéro de la plaque d'immatriculation du Pontiac). Mais il a quelque chose d'autre à offrir, un véritable scoop. Il joue la bande sonore faite pendant que parlait Me Gourgue et que s'exerçait le Commando dans la salle. Il le commente. Et pour en conclure, il laisse planer en l'air deux questions, à savoir : comment le rixe a-t-il pu commencer, puisque tout le monde dans la salle criait des slogans en faveur du gouvernement, et que le conférencier prononçait des paroles de modération et de conciliation ? Deuxièmement, pourquoi avait-on accusé l'une parmi les trois personnes amenées au poste de police d'un crime des plus sérieux, tandis que le quatrième membre du petit groupe, amené à Fort Dimanche, était accusé d'avoir hurlé des slogans de la voiture ?

À Port-au-Prince, des gens ont entendu l'émission. Il y en avait parmi ce nombre qui refusaient de la discuter. Dans la semaine, Yvens entend des rumeurs qui parlent d'une agression ppossible contre lui le 17 novembre (le dimanche et jour de la fête des Forces armées). On lui conseille de ne pas se montrer dans les rues ce jour-là. (Son émission sur « Vertières » sera quand même diffusée sur les ondes de Radio Haïti-Inter).

Le 19 novembre, Gérard Gourgue distribue aux organes de la presse indépendante un communiqué qui dénonce l'agression du vendredi 9 novembre. La radio et la presse gouvernementale et pro-gouvernementale avaient fait une déclaration immédiatement après l'incident, dans laquelle elles avaient dénoncé l'agression et exprimé ses vives sympathies aux personnes agressées, aux organismes internationaux et aux délégations diplomatiques et de la presse étrangère intéressées. Le journal pro-gouvernemental port-au-princien *Le Matin* avait expliqué les causes de l'incident de la façon suivante :

> *Un témoin occulaire raconte qu'avant même que le conférencier pût entamer son sujet, des cris et slogans hostiles au gouvernement Duvalier et des cris aussi bien favorables au gouvernement furent poussés et lancés par les membres de l'assistance*[7].

Me Gourgue commente :

> *Rien n'est plus inexact, car il suffit d'entendre l'émission de Radio Cacique qui a pu sauver du désastre et des actes de pur vandalisme auxquels j'ai assisté, l'enregistrement sonore des cris et des chants pour administrer la preuve iffégable qu'à aucun moment, personne dans l'assistance n'a poussé des slogans hostiles au gouvernement. Bien au contraire...*
> *Cet enregistrement sonore demeure donc un témoignage irréfutable dans l'intérêt de la vérité et du souci d'informer objectivement et impartialement*[8].

Le communiqué avait pour l'un de ses effets d'alerter un auditoire beaucoup plus vaste de l'émission. Les menaces[9] reprennent de plus belle. On lui envoie un message qu'en jouant la bande Yvens avait contredit *Le Matin*. Puisque *Le Matin* est pour le gouvernement, et qu'Yvens l'avait contredit, il avait, en effet, accusé *Le Matin* de mensonge ; il était donc un ennemi. On lui a fait savoir en outre qu'on avait maintenant réellement marre de toutes ses positions contestataires, et que maintenant, on allait le tuer.

Le samedi 24 novembre on laisse à Radio Cacique un message écrit où il est dit, entre autre chose, « Nous sommes décidés à vous tuer pou (sic) avoir repos avec vos critiques subversives. » Le 26 novembre, au matin, Yvens vient de quitter la maison. Un homme habillé en civil et portant un révolver à la hanche lui fait signe d'approcher. Face à face, l'homme lui dit qu'il a reçu l'autorisation de le tuer. Yvens peut continuer à faire comme il voudrait ; c'était trop tard pour changer d'avis. Le lendemain, une voiture le suit toute la journée. Le 4 décembre, il va au Consulat américain pour prendre le visa pour un voyage qu'il compte faire pour rassembler une documentation sur les boat people. Un homme à motocyclette stationne de l'autre côté de la rue. Yvens doit attendre plus d'une heure. L'homme au moto ne quitte les lieux qu'après le départ d'Yvens. Le lendemain, Yvens part pour un voyage en Amérique du Nord qui va durer trois semaines[10].

« Débafré » avait gagné pour la KPK et tout particulièrement pour son animateur, Yvens Paul, un succès éclatant. Mais ce succès était inéluctablement lié à une notoriété gênante, et qui partait de la nature même de l'oeuvre d'Yvens. Certains secteurs voyaient d'un mauvais oeil sa franchise et son imprudente liberté. C'est ainsi que la vie d'Yvens devient dès lors une vie menée à deux niveaux. La nature de ses occupations professionnelles faisait de lui une figure publique, image qu'une amabilité et une sociabilité sincères et apparemment sans bornes ne pouvaient qu'augmenter. Mais en

même temps ses positions journalistiques et esthétiques avaient fait de lui un homme traqué. Et ce niveau de sa vie, extrêmement privé, l'obligera, au cours des années 1979-1980 — s'il entend poursuivre son travail artistique — à s'exposer constamment au danger personnel.

Donc, en même temps que se déroulait le drame personnel, séquelles du 9 novembre, l'homme public continuait à oeuvrer avec la KPK pour sa vision d'un peuple haïtien revouvelé par la force de l'art. Yvens décide, étant donnée la censure sur le théâtre et le cinéma, de continuer à monter des émissions à la radio, à l'occasion de fêtes nationales ou religieuses. Entre le mois d'octobre et le mois de décembre, la Troupe présente quatre émissions sur la radio, dont trois basées sur des fêtes nationales[11].

L'émission « Pou Ki Yo Touyé Lanpérè (Pourquoi a-t-on tué l'Empereur?), montée à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Dessalines (le 17 octobre), est une interrogation sur la personnalité du Fondateur de la République d'Haïti, presqu'entièrement en forme d'un dialogue entre l'Empereur et sa femme. « Vertières », monté le 17 novembre, remet en question cette bataille de la Guerre d'Indépendance, l'une des batailles dans laquelle l'armée d'anciens esclaves s'était couverte de gloire. »Pou Ki Tan? » (Jusqu'à quand?), tourné à la radio le 4 décembre à l'occasion de l'anniversaire de la découverte de l'île par Christophe Colomb, s'intérroge à son tour sur la vraie portée de l'histoire, en allant au-delà de l'événement pour poser à maintes reprises la question-motif qui sert de titre, et qui en dit long sur l'épopée de la Diaspora africaine. Toutes ces émissions ont été diffusées à Radio Haïti-Inter par les membres de la Groupe qui se pressaient dans le petit studio.

C'est un jeune homme plus expérimenté, plus mondain mais aussi enthousiaste et naturel qui revient de sa première visite en Amérique du Nord. Dès son retour, Yvens reprend le travail. Déjà avant son départ, il avait été convenu que la Troupe jouerait dans le film que Rassoul Labuchin réalisait avec l'aide technique d'un groupe de Hollandais. Le film, qui aura pour titre « Anita », est inspiré par l'Année internationale de l'Enfant, et trace la vie dure d'une jeune fille placée en domesticité. Il révèle « les différents aspects du vécu social haïtien[12]. »

Yvens est responsable des membres de la KPK qui y jouent. Ce travail l'absorbe tout entier pendant plus d'un mois. À son terme, Yvens ne prend pas le temps de se reposer, car il a conçu un nouveau spectacle.

Ce sera « Dékoré Parol » joué pour la première fois à l'auditorium de l'Institut Haïtiano-Américain le 25 mars 1980, pendant la semaine du théâtre. En « décorant la parole », la Troupe cherche, par un jeu de danse, chants originels, poésie et dialogue, à « débloquer la parole »[13].

Sur ces entrefaites, la surveillance a recommencé. Yvens reçoit des coups de fil anonymes à Radio Cacique. On apprend que l'Afro-américaine qui avait été avec lui le 9 novembre est surveillée depuis cette nuit-là.

Avec la levée de la censure, la Troupe peut reprendre la représentation de « Débafré ». C'est maintenant deux spectacles que la Troupe donne, à des endroits différents à la capitale, puis en province, à Léogâne, au Cap Haïtien, à Jacmel.

Yvens fait une deuxième visite en Amérique du Nord au mois de juillet 1980. Il interviewe l'ex-président haïtien, le Général Paul Magloire, dans le cadre de son étude suivie de la conditions des Haïtiens en Diaspora. (Il diffusera cette bande sur les ondes de Radio Cacique. Il en résultera de nouvelles menaces pour lui.) De retour au pays, des portes commencent à fermer. On interdit une représentation de la KPK à Léogâne, et la Troupe n'est pas autorisée à rentrer au Cap. Yvens est de nouveau en Amérique du Nord au mois d'octobre. Il essaie d'arranger une tournée théâtrale pour la KPK. Il rentre au pays le jeudi 16 octobre. Une voiture bleue-verte, sans plaque d'immatriculation, avance sur la piste de l'aéroport François Duvalier. Yvens est arrêté dès qu'il met les pieds à terre. Il est vite entouré par une escorte armée, questionné pendant plusieurs heures à l'aéroport, puis conduit hors des lieux dans la voiture bleue-verte. Sa mère, qui l'attendait, n'a pas été autorisée à le voir ni à récupérer ses valises. Yvens restera dix jours en prison avant de pouvoir regagner la maison familiale.

II. La réalité d'un jeune artiste engagé

Alerte et attachant, Yvens Paul est on ne peut plus sociable. Un jeune homme sérieux et engagé, plein de fougue et d'enthousiasme, il a son franc parler... et il est courageux. Mais Yvens Paul est, avant tout et pour toujours, un coeur de liberté.

La vie qu'il menait avant son arrestation en fait amplement preuve. Elle avait son style propre, cette vie, où régnait l'accord entre les activités de journaliste et d'animateur/acteur de théâtre. Tout jeune, Yvens a su tracer les contours de son oeuvre et de ses soucis humanitaires, façonnant un champ de labeur de matières cueillies dans divers domaines. Aimant beaucoup se déplacer, trop à la recherche de l'actualité ou de l'expression pour rester longtemps en un seul endroit, il avait établi une routine qui était en même temps une randonnée. On le voyait ci et là à la capitale ou ailleurs, en train de dépister une actualité ou de planifier une représentation théâtrale. On était sûr de le retrouver à trois moments de la journée seulement: chez lui, au petit matin; au micro de Radio Cacique à deux heures; au local de la KPK vers six heures de l'après-midi les jours de répétition. Les gens avaient pris l'habitude de venir en foule le retrouver à chacun de ces trois moments.

Ce style de vie est une expression de l'harmonie entre la liberté et l'engagement. Mais dans cette vie où travail et loisirs sont une et même chose, ce qui attire le plus l'attention, c'est l'accord intérieur, malgré les multiples déséquilibres, faute d'avoir prfois mal jugé les institutions et réalités auxquelles sa jeune fougue idéaliste se heurte.

C'est justement dans l'oeuvre d'Yvens Paul que tous ces aspects de sa vie et de son tempérament se confondent. Cet accord intérieur personnel, reflété dans l'oeuvre, y constitue le noeud autour duquel l'artiste cherche à façonner son esthétique. Et tout comme dans sa vie, le décalage — ce petit laps gênant entre promesse et réalisation — est dû aux déséquilibres qui seront, sans doute, ajustés par un processus d'évolution, de maturation naturelles.

Le noeud de l'oeuvre d'Yvens Paul c'est la socialisation de l'art, la revendication de la culture populaire, le droit des classes non privilégiées à l'enrichissement de leur conscience et de leur sensibilité. L'oeuvre d'Yvens Paul c'est en somme toute la libération de l'expression; c'est l'esthétique de la démystification.

La liberté pour Yvens Paul, journaliste, c'est le corollaire du devoir de rapporter les événements entièrement. Mais c'est aussi, sur le plan artistique, la première exigeance de l'imagination créatrice, car sans son compagnon de route, elle refuse de faire son chemin.

Mais Yvens, comme tout artiste, sait aussi que si l'imagination ne se base pas solidement dans la culture authentique, il n'y a même pas de route. C'est ainsi qu'il écrira, en collaboration avec Rodrigue Montfleury et Gary Manigat :

> *Loin de faire de la politicaillerie, la KPK se propose de coopérer à la campagne de démocratisation prônée si haut ces derniers temps. Notre théâtre est l'expression de la masse créolophone, qui veut s'extérioriser après tant d'années de silence. Si le grand public silencieux nous assiste, c'est qu'il trouve dans nos représentations une source d'intérêt et de formation.*

De quoi s'agit-il dans « Débafre » ?

> *En peu de mots ce ne sont que des poèmes créoles, chants et danses folkloriques inclus dans un texte divisé en sept (7) tableaux, traitant des problèmes sociaux de notre milieu mis en scène dans le genre du théâtre populaire, un Théâtre total, national d'avant-garde*[1].

Le mot créole « bafré » veut dire « bafouer ». Or, Yvens a tout simplement lancé un néologisme créole — débafré — pour annoncer le thème qui unifie les scènes déconnectées du spectacle. Le mot exprime, en effet, le souci qui domine la pensée d'Yvens et de sa Troupe : la démystification. Démystification surtout de cette jeunesse qui se sent tellement bafouée (comme le témoignent les manifestations des étudiants le 29 août 1980, après l'annonce des résultats des examens de baccalauréat). « Débafré » est un spectacle surtout par des jeunes pour les jeunes.

Ce souci de démystification qui éblouit dans « Débafré » est d'ailleurs visible dès le début des travaux de la Troupe, comme l'évidente mise en question de la devise haïtienne opérée dans le premier spectacle, « Trois Kiyè Kosé ». Le même souci se poursuit à travers les trois émissions montées entre octobre et décembre 1979.

« Débafré » a suscité une acclamation délirante. On peut se demander pourtant si elle a toujours été comme une réaction à l'art théâtral. Parmi les maints commentaires, on peut, au préalable, écarter ceux qui ne s'adressent pas aux questions d'art, tel la propreté du langage. Les commentaires qui restent s'insèrent le plus souvent dans l'un ou l'autre de deux catégories : l'esthétique de la démystification ; les implications et conséquences de cette esthétique pour la conjoncture théâtrale.

Quoi que la même division pourrait se faire pour « Dékoré Parol », on a l'impression que les critiques ont parlé plus longuement, cette fois-ci, du côté esthétique. C'est par leur talent — et leur courage — d'inviter le débat à ces deux niveaux qu'Yvens Paul et la KPK occupent une place spéciale dans le théâtre haïtien à l'heure actuelle.

Si les critiques ont communément reconnu le souci de démystifier au noeud des spectacles (puisqu'il s'agit de spectacle et pas de pièce, dans le sens traditionnel), il ne sont pas tous tombés d'accord sur la valeur intrinsèque des oeuvres. Et c'est justement le côté formel qui est le plus souvent attaqué. C'est un point important, car la Troupe a choisi en pleine connaissance de cause cette forme, qu'ils appellent le théâtre total, il y a la question plus particulière et, en fin de compte, plus séduisante en l'occurence, à savoir : l'usage fait de la culture comme outil de conscience. C'est-à-dire : jusqu'à quel point la tension esthétique est-elle dûe à de nouvelles et fraîches associations, dans l'esprit et les sensibilités de l'assistance, associations qui émanent de l'expérience profonde d'un peuple, stylisées en célébration, à laquelle vient assister le peuple même, pour se baigner dans une perception élargie de sa propre image, de son destin ? Ici, tous les critiques n'ont pas eu la même perception.

Micheline des Essarts, par exemple, accuse Yvens et la Trouve tout bonnement de folklorisme[2]. On peut craindre que Mlle des Essarts n'ait été un peu éblouie par les apparences, et qu'elle n'ait pas tranché à fond, pour résoudre le problème, car c'en est un, de la culture populaire sur la scène.

Adyjeangardy (Jean Gardy Ady), dans son appréciation de « Dékoré Parol » fait des allusions intrigantes au problème, surtout là où il parle de Jean Price-mars et Edris Saint-Amand, insérant ainsi Yvens dans une tradition haïtienne définie :

> *20 jeunes sur une scène présentent la vie qui va, un peuple qui gémit, qui crève et qui chante. On est ici entre Jean Price-Mars et Edris St-Amand. La résignation populaire est perçue et conçue comme telle. Mise en scène, cette résignation nous frappe. Nous tournons autour de l'éternelle prise de conscience. Toute la lutte se circonscrit ici autour d'une certaine contestation. Le théâtre populaire devient dès lors un acte majeur pour réveiller le collectif. Le gestuel est imbriqué à un décor osé qui met en cause l'aliénation politique et toute dictature sur les classes moyennes et paysannes. Mais le dit est mal vécu par le public qui ne retient au fait que l'émotion des acteurs*[3].

Sony, critique de la revue *Regard*, s'arrête plus longuement pour faire quelques commentaires perspicaces :

> *« Dékoré Parol » c 'est en résumé un spectacle sans commencement ni fin. Mais c'est en prenant l'incohérence comme donnée fondamentale, qu'on doit le critiquer.*
>
> *Le théâtre de l'incohérence ou de l'anti-contrainte passe pour être formellement et fondamentalement, le théâtre de la liberté dans « Dékoré Parol » (...)*
>
> *Est-ce la misère du prisonnier, de l'artisan, de l'ouvrier agricole, de l'ouvrier de factory ? Qui sont en conflit ? Qui sont les victimes ? En faisant défiler un monde de choses inertes pétries dans le parler symbolique, le récitant ou le choeur, brouille les pistes; il se réfugie dans une abstraction qui deviendrait vite rebutante sans l'intervention, à intervalles plus ou moins régulières d'images « chocs « . Images « métaphysiques » donc non « éducatives »*
>
> *L'adoption d'un style allusif bouscule l'image physique des objets scéniques. C'est ce qui explique que le Majo Don Dominicain avec son costume d'oppresseur est venu sans problème se mêler au choeur chantant le retour des bracéros. À tous les points de vue, cette erreur grossière affaiblit l'idée d'injustice sociale exprimée dans les scènes du retour au pays natal*[4].

Les expériences de la Troupe même les obligent parfois à modifier leur présentation à la suite des exigeances de l'assistance. Car la réaction du public quelquefois enseigne. Prenons comme illustration l'expérience de la KPK lors d'une représentation à Léogâne. Yvens avait arrangé de jouer « Dékoré Parol » sous les auspices d'une troupe de cette ville. Mais il y avait eu malentendu ; arrivés sur les lieux, les membres du KPK ont dû constater qu'aucune disposition n'a-

vait été prise; il n'y avait pas eu de publicité; il n'y avait pas d'assistance. Remontant dans sa voiture, Yvens et des membres de la troupe de Léogâne sont allés par les rues de la ville, haut-parleur à la main, faisant une publicité de dernière heure. De cette façon, ils ont réussi à combler la salle. Mais à la différence des foules qui comblaient les salles à Port-au-Prince, celle-ci n'avait eu aucune préparation mentale préalable pour l'expérience de la KPK. Elle cherchait surtout à s'amuser. Et c'est ce qu'elle a fait. Mais au lieu de jouer avec la Troupe, elle a joué contre. Deux ou trois membres de l'auditoire commençaient à commenter les propos énoncés sur scène. Il y avait un monologue où Yvens entonnait une série d'observations stylisées sur les réalités du pays. Chaque fois qu'il s'arrête, comme à la fin d'une ligne du chant, la foule entonne: « Amen ». Ce n'était pas du tout la réaction attendue; à Port-au-Prince personne n'avait fait ça. Ça ne s'accordait pas avec le ton du moment. De retour à la capitale, les jeunes gens ont longuement discuté. Finalement, ils ont perçu que l'auditoire, ne comprenant en rien à quoi rimaient ces paroles, avait saisi la forme dans laquelle ces paroles étaient débitées, percevant en elle la forme de la litanie catholique. Assoiffé de participation esthétique, cet auditoire, pendant quelques moments, s'était accaparé du drame, l'avait manié à sa façon. La Troupe a reconnu finalement que cette réaction de l'assistance avait été provoquée par des forces intérieures du drame même. Donc, le tournant que l'assistance avait forcé ne faisait que découvrir un élément formel que la Troupe n'avait pas exploité suffisamment. Car, qu'est-ce au fond que la litanie, si ce n'est l'invocation aux puissances supérieures de nous sortir de notre misère? Or, la plainte des acteurs représentant le peuple démuni des mornes et des impasses, l'observation ironique d'Yvens sous forme d'énumération stylisée, cachaient derrière elles la supplication amère, une résignation étrangement revendicatrice[5]. C'est un déséquilibre esthétique que l'assistance avait senti et commenté.

Lors de la prochaine représentation, à Port-au-Prince, ce n'était plus exactement le même spectacle. On aviat accéléré le rythme de l'ensemble pour ne pas perdre l'intérêt de l'auditoire ni le ton qu'on voulait maintenir. Et à la fin seulement de cette scène où Yvens entonne la litanie sur la condition haïtienne, le choeur a ajouté: « Amen ». L'auditoire s'est esclaffé. Cette fois-ci, ç'avait été une réaction suscitée consciemment par les comédiens. Ils avaient transféré sur scène, en l'épurant, le commentaire de l'auditoire de Léogâne. Car, le choeur sur scène n'est, en somme, que la représentation symbolique de la conscience collective.

De tels anecdotes servent à montrer qu'Yvens et les artistes de la KPK taillent constamment l'esthétique de la démystification, s'approchent petit à petit du point, à peine perceptible, où s'articulent message, formes culturelles et création artistique.

Mais outre l'expérience, il y a l'étude. Et c'est par l'étude que l'écrivain élargit ses horizons, approfondit sa force créatrice. Lors de son dernier passage en Amérique du Nord, Yvens a découvert le théâtre de Bertold Brecht. Une pièce de Brecht qui a pour sujet la Commune de Paris (1871) le séduit. Il pense s'en servir comme modèle pour un spectacle sur les événements bouleversants de 1946, événements parmi les plus importants de l'histoire haïtienne.

Yvens Paul et la KPK semblent s'approcher, par tâtonnements pleins de verve, du licorne dont la pureté merveilleuse fournira l'esthétique propice à effectuer la démystification. C'est la transmutation de la parole en vision sensible et illuminatoire qu'ils chassent. Mais par l'acte d'enquêter même, Yvens et la KPK ont gagné la sympathie et l'appréciation du grand public qui, lui, ne se soucie guère des débats critiques. La Troupe joue à guichet fermé. C'est là la preuve qu'elle s'est assurée sa place dans l'histoire du théâtre haïtien; et c'est l'hommage le plus pur à leur animateur, Yvens Paul.

Postface

Pendant des semaines, on n'écoutait plus Yvens Paul à la radio; on ne le voyait pas sur la scène. D'après des sources dignes de foi, il a été arrêté parce qu'on prétendait qu'il aurait eu quelque contact à l'extérieur avec des gens dont se méfient certains secteurs à l'intérieur. L'analyse que nous venons de faire des activités et du tempérament de l'artiste et journaliste Yvens Paul suggère un jeune homme qui travaillait dans la foi (naïve et pure, comme toute foi), que le propre du journaliste c'est la liberté; encore plus, c'est le souci d'écouter en tous lieux et en tous temps tous les points d'actualité, d'où qu'ils viennent. Et que, tout comme l'imagination créatrice, le chantier de travail de l'artiste ne connaît pas de bornes.

La nouvelle de l'arrestation d'Yvens Paul a dû être perçue dans les milieux littéraires et artistique, et parmi la foule toujours croissante de ses admirateurs, comme une lacune dans un certain processus esthétique haïtien. L'élan de ce jeune journaliste et dramaturge a été interrompu par sa saison en prison.

Le 25 octobre on a relâché Yvens. Il a été transporté chez lui, le corps roué des marques des 80 coups de matraque qu'on lui avait administrés. Soutenir un tel supplice sans périr, c'est en quelque sorte une victoire, car c'est un exemple rayonnant de l'idéal humain dans toute sa pureté, celui de garder intactes ses croyances, de garder toujours la vision de son oeuvre, de garder intacte la volonté malgré les défaillances du corps. Car la déshumanisation ne peut pas s'effectuer quand la volonté reste intacte. Il nous vient à l'esprit en ce moment le titre de l'un des scénarios du jeune dramaturge: « Pou Ki Tan? » Combien de temps est-ce que ça va durer? Tandis qu'il reprenait ses forces, Yvens restait immobilisé; il est jeune et il s'est remis. Mais pour la pleine réalisation du métier de journaliste et d'artiste engagé, il est entravé. Donc, Yvens Paul s'est libéré au n iveau moral; mais à un autre niveau, il est toujours emprisonné.

Mais la vie ne s'arrête qu'avec la mort. Le 26 novembre Yvens Paul aura 25 ans. C'est tout un avenir qui s'étend devant lui, et qui promet beaucoup pour les lettres, voire pour la tradition humaniste engagée. Sa vie importe ainsi à tous ses consemblables, tant étrangers qu'Haïtiens.

Nous souhaitons qu'il ne devienne pas avec l'âge et l'expérience, cynique, sans foi et sans espoir. Car nous avons vu trop de jeunes déclarer l'altruisme et choisir l'intérêt. Nous espérons que sa lune cherchera toujours l'éclat de son jour.

Et nous l'attendons, ce jour où, sans menaces et sans sanctions, dans toute l'ardeur de sa foi, la vision peut-être un peu tempérée par l'âge et la vie, mais toujours intacte, on le reverra dans les rues de Port-au-Prince, en province, en Amérique du Nord, peut-être même plus loin, sur la piste et à la recherche de l'actualité. Et ce jour où on le reverra sur scène, à la recherche de l'esthétique démystificatrice et libératrice, nous l'attendons aussi.

Carolyn Fowler
26 octobre 1980

NDLR Un mois plus tard la violence répressive s'est abattue sur tout ce qui bouge dans le mouvement démocratique haïtien. Aujourd'hui, 5 janvier 1981, on est sans nouvelles de Yvens Paul.

1 Jean Robert Hérard, « Radio Cacique a dix-neuf ans », *Petit Samedi Soir* (PSS), n° 329, 14-18 mrs 1980 : 18.

2 *Ibid.*

3 Voir par exemple « La culture à bout portant — Une troupe qui promet », *PSS, n°* 286, 28 avril-4 mai 1979 :7.

4 « Yvens Paul parle de sa vie et de son art », enregistrement sur bande sonore, propos recueillis par Carolyn Fowler.

5 Yvens paul, Rodrigue Montgleury et Gary Manigat, « Débafrons les bafré », *PSS*, n° 289, 19-25 mai 1979, : 21, 24.

6 « Un club haïtien de presse vient d'être formé », *PSS*, n° 294, 30 juin-6 juillet 1979 : 22.

7 *Le Matin*, 11 novembre 1979. Reproduit dans Gérard Gourgue, « Pour l'histoire, pour la vérité et pour la justice », *PSS,* n° 314, 24-30 novembre 1979 : 19-20 ; *Coquérico*, n°4, 24 novembre-7 décembre 1979 : 8-12.

8 *Ibid.*

9 Ce n'est pas la première fois qu'Yvens reçoit des menaces. Mais maintenant elles reprennent après une période de calme relatif.

10 Yvens Paul, « Aux enquêteurs éventuels », enregistrement sur bande sonore.

11 Nous écartons de notre discussion l'émission faite à l'occasion de la Toussaint, et dont une si grande proportion est de musique, pour étudier les trois qui abordent, sur un arrière-fond d'actualité, le problème de l'interprétation et l'utilisation de l'histoire.

12 Les paroles entre guillemets sont de Jean Caleb, « Anita : l'expérience de Rassoul Labuchin », *PSS* n° 353, 20-26 septembre 1980 : 24.

13 Nous citons Sony, « Après « Débafré », « Dékoré Parol » « , *Regard*, n° 22, 19-25 avril 1980 : 16.

La réalité d'un jeune artiste engagé

1 Yvens Paul, Rodrigue Montfleury, Gary Manigat, « Débafrons les bafré », *PSS*, n° 289, 19-25 mai 1979 : 21,24.

2 Michèle des Essarts, « L'acte du KPK : Mais c'est du folklore, tout ça ! », *Le Nouveau Monde*, 27 (?) mars 1980, (Nous citons de mémoire).

3 Adyjeangardy (Jean Gardy Ady), « La semaine du théâtre », *PSS*, n° 330, 29 mars-4 avril 1980 : 13.

4 Sony, « Après « Débafré », « Dékoré Parol », *Regard*, n° 22, 19-26 avril 1980 : 16.

5 C'est cette même résignation équivoque qu'on trouve dans une autre scène du spectacle, où Rodrigue Montfleury dirige le choeur des acteurs (et parfois l'auditoire) dans une suite de propos tels que le suivant : — Lou garou manjé pitit-ou, sa ou a fé ? — Ralé créyon, make'l ! Ce refrain, au fur et à mesure qu'il se répète, acquiert un sens indépendant, devient une pensée autonome.

Le Centre de recherches caraïbes

○

Le CENTRE DE RECHERCHES CARAÏBES de l'Université de Montréal sollicite la collaboration des éducateurs, parents et chercheurs à l'organisation d'un colloque qui se tiendra en juin 1981 sur le thème :

L'adaptation de l'enfant haïtien en Amérique du Nord

Les objectifs du colloque sont les suivants :

— prendre connaissance des recherches en cours autour de la problématique : école, classes sociales et migrations.
— étudier les similarités et différences des problèmes d'adaptation des jeunes haïtiens vivant dans quatre villes nord-américaines à forte concentration d'Haïtiens : Montréal, New York, Miami et Boston.
— étudier les effets de l'éducation traditionnelle haïtienne sur l'adaptation des jeunes haïtiens en Amérique du Nord.

○

Vous êtes priés de faire parvenir vos commentaires, suggestions et titres de communications à :

M. Charles Pierre-Jacques
CENTRE DE RECHERCHES CARAÏBES
Université de Montréal
3535, Chemin de la Reine-Marie
suite 212
Montréal, Québec.

prix: $2.50